

La démocratie consolidée en Bulgarie

UN peu oubliée, peut-être parce que trop tranquille, la Bulgarie vient de donner une nouvelle preuve de la consolidation de sa toute jeune démocratie. L'élection, dimanche 19 janvier, à la présidence de la République, de M. Jeliou Jeliou, marque la victoire d'un homme qui a toujours symbolisé la résistance au totalitarisme et la voie pacifique du passage à un régime de liberté.

Certes, son élection a été acquiescée plus difficilement que prévu, mais ce score d'environ 53 % n'est-il pas, aussi, le signe d'une bonne santé démocratique ? Autre indice encourageant : cette élection, pour laquelle les observateurs internationaux n'avaient pas jugé nécessaire de se déplacer, s'est déroulée, comme les précédents scrutins, dans le calme et la tolérance. Quant au taux de participation, de près de 75 %, il est exemplaire au regard des « débâcles civiques » constatées récemment en Hongrie ou en Pologne (40 % de participation aux dernières législatives).

M. JELEU, donné un peu vite vainqueur dès le premier tour, s'attendait à « un plus large soutien ». Le bon score inattendu de son adversaire, un juriste presque inconnu avant la campagne électorale, témoigne de l'importance des préoccupations sociales et nationales dans la population. M. Velko Valkanov, puissamment soutenu par le Parti communiste, rebaptisé socialiste, avait en effet axé sa campagne sur des thèmes nationalistes, aussi sommaires qu'efficaces.

Il n'a cessé de dénoncer les droits accordés par le nouveau gouvernement à la « cinquième colonne », à savoir la forte minorité turque du pays, persécutée sous l'ancien régime, mais qui cristallise les peurs latentes de cinq siècles d'occupation ottomane. Ce dernier a su aussi exploiter les difficultés économiques d'un pays en pleine transition. La chef de l'État, bien qu'ayant peu de pouvoir dans ce domaine, a été vraisemblablement tenu pour responsable des cinq cent mille chômeurs, d'une inflation frôlant les 500 %, d'une baisse du PIB de près de 20 % et d'une dette extérieure de 11 milliards de dollars.

DANS ces conditions difficiles, l'élection, même moins éblouissante qu'on l'avait imaginé, de M. Jeliou, qui a refusé de céder à toute surenchère nationaliste ou à toute démagogie sociale, est donc réconfortante pour la Bulgarie. Le président s'est engagé à mener à bien, dans les cinq ans, les réformes de structures - privatisation des entreprises, réforme d'une agriculture encore sous l'emprise des coopératives et du parti - saines à même de relancer une économie durement purgée par une réforme monétaire implacable et douloureuse. Présentée comme « l'élève modèle du FMI », la Bulgarie n'a pas, pour autant, été récompensée de sa bonne conduite.

Dans un de ses livres, interdit par le régime communiste, le philosophe dissident avait écrit que la sortie du communisme serait plus difficile que celle du fascisme ou du nazisme. M. Jeliou a finalement triomphé. L'avertissement que constitue le score de son adversaire vaut peut-être moins pour lui que pour les pays occidentaux. Ces derniers, parce que la Bulgarie était trop calme, n'ont-ils pas négligé un pays qui reste un « hot de stabilité » dans une péninsule balkanique en pleine ébullition ?

Lire page 3 l'article de JEAN-BAPTISTE NAUDE

MC147 - 0121 0 - 6.00 F



Le gouvernement de transition destitué

Coup de force de l'armée au Congo

L'état-major de l'armée congolaise a destitué, lundi 20 janvier, le gouvernement de transition dirigé par M. André Milongo depuis la Conférence nationale qui avait mis fin au régime marquant du président Sassou Nguesso - laissant ce dernier en place, mais privé de la plupart de ses prérogatives. Les militaires ont demandé la désignation d'un nouveau premier ministre au Conseil supérieur de la République, organe législatif provisoire, en attendant des élections pluralistes, prévues avant la fin de l'année.

La situation était calme à Brazzaville lundi matin, après le coup de force intervenu au cours de la nuit. Aucune mesure particulière n'a été envisagée à l'ambassade de France pour protéger les ressortissants étrangers.

Dans un communiqué, le lundi en fin de matinée à la télévision, les militaires affirment que M. Milongo est en fuite.

Depuis mercredi, des soldats considérés comme proches du président Nguesso s'opposaient

au gouvernement de M. Milongo, qui a refusé, dimanche, de démettre le secrétaire d'État à la défense, comme l'exigeaient les mutins.

A Paris, le quai d'Orsay s'est borné à réaffirmer en début d'après-midi son soutien au « processus de démocratisation », en souhaitant « que la modération prévaille et que des solutions raisonnables soient trouvées ».

Lire nos informations page 5

Violamment attaqués par l'extrême droite

Les socialistes reprennent l'offensive contre M. Le Pen

M^{me} Edith Cresson a annoncé, samedi 18 janvier, le dépôt d'une plainte pour injure contre M. Jean-Marie Le Pen, qui avait qualifié le gouvernement, la veille, à Saint-Malo, de « ramassis de voleurs, de racketteurs et de gangsters ». M. Laurent Fabius, au nom du PS, a approuvé l'initiative du premier ministre, que l'opposition a accueillie avec réserve. Les socialistes, qui tentent de reprendre l'initiative après la relance des « affaires », ont choisi de faire du Front national leur cible privilégiée.

Injure et débat

par Thomas Ferenczi

La plainte déposée par M^{me} Cresson contre M. Le Pen est d'abord le signe d'une volonté : celle de faire face sans tarder aux effets dévastateurs de la relance des « affaires » et de donner un coup d'arrêt à l'exploitation que M. Le Pen en avait aussitôt faite, allant de ville en ville déverser sur le gouverne-

ment un chapelet d'injures bien senties. Même s'il n'a pas le monopole de ces excès de langage qui rappellent tristement l'avant-guerre, le président du Front national en a poussé à un tel point l'usage qu'il était temps, en effet, de réagir et de tenter d'y mettre un frein.

Lire nos informations page 10

Lire aussi page 27

la chronique de PIERRE GEORGES : « En bonne justice »

Un nouveau supplément

L'économie fait peau neuve dans le Monde à partir d'aujourd'hui. Nous voulons, dans les pages économiques quotidiennes et dans notre nouveau supplément hebdomadaire « l'Économie », relancer les efforts déjà entrepris, depuis plusieurs années, pour mieux présenter, détecter, expliquer, analyser les multiples évolutions qui touchent la vie économique en France et dans le monde.

Car l'économie bouge et elle est partout. Dans les nombreux bouleversements qui ont secoué la planète, au cours de ces derniers mois, chaque événement a un enjeu ou une cause économique.

Mais l'économie peut, souvent à tort, apparaître trop complexe. Les non-initiés ont parfois du mal à faire la part des choses entre les stratégies majeures et les faux-semblants.

MICHEL NOBLECOURT
Lire la suite page 19

Les dissensions au sein de la CEI et la libération des prix en Russie

Clochemerle à Sébastopol

La flotte, enjeu de la querelle Moscou-Kiev

SÉBASTOPOL

de notre envoyé spécial

L'enjeu, l'un des enjeux majeurs de la querelle russo-ukrainienne est là, étalé tout le long des quais de la profonde échancrure de Sébastopol « perle de la mer Noire » noyée dans la grisaille de l'hiver. Des dizaines de navires de surface et de sous-marins, un vaste échantillon de cette flotte de plus de trois cents bâtiments et de vingt-huit sous-marins, qui arborent toujours un drapeau d'un autre âge, blanc à bandes bleues, avec un rouge, la faucille et le marteau.

Querelle des drapeaux - car il faudra bien finir par le remplacer - querelle du serment, querelle des bases et des chantiers navals : rien n'est vraiment réglé en dépit des négociations en cours à Moscou et de la récente rencontre des présidents de la CEI, conclue sur un communiqué aussi ambigu que les précédents. La ville, les équipages et les officiers sont en plein désarroi, le présent est absurde et l'avenir incertain ou bouché.

JAN KRAUZE

Lire la suite et nos informations page 3



L'inflation au galop

Les hausses brutales entretiennent la contestation

par Erik Izraelewicz

Un choc sans la thérapie ? Deux semaines après l'augmentation brutale des prix du 2 janvier, les magasins sont toujours vides en Russie. La multiplication par trois, quatre ou cinq des prix de détail imposée à l'ensemble des Républiques de la Communauté des États indépendants (CEI) par le président russe, M. Boris Eltsine, n'a pour l'instant pas conduit à une amélioration de l'approvisionnement. Dans la population et parmi les députés russes, la contestation de la « thérapie de choc » engagée par Moscou sur le modèle polonais s'étend. Dimanche 19 janvier, de nouvelles manifestations ont été organisées en Ouzbékistan, où de tels mouvements avaient provoqué la mort d'au moins six personnes jeudi 16 janvier. Lundi 20, des protestataires se sont également rassemblés à Vladivostok. La réforme des prix n'aura-t-elle été qu'une manœuvre maladroite plongeant l'ex-empire soviétique dans les affres de l'hyperinflation de type latino-américain ?

Lire la suite et nos informations page 20

ESPACE EUROPÉEN

Vague xénophobe

Une vague xénophobe déferle sur les jeunes d'Europe. D'un bout à l'autre du Vieux continent, le regain de racisme et d'antisémitisme, et plus généralement le « rejet de l'autre » se nourrit du « mal de vivre » d'une partie de la jeunesse et s'exprime aussi bien sur les stades de football qu'au cours des concerts de rock.

Les partis d'extrême droite, dont les idées gagnent partout du terrain, cherchent à tirer un profit direct de ce phénomène, mais, pour l'instant ils n'y parviennent pas.

Lire pages 9 à 11 l'enquête de PHILIPPE BROUSSARD et HENRI DE BRESSON

Avec l'Europe qui exporte, l'ESCE.

PALMARÈS DU MOCI

Meilleur de Commerce International du 11 mai 1991

ESCE : 1^{er} (Classement des écoles 100% internationales)

SALAIRES JEUNES DIPLÔMÉS L'Économie du 21 mai 1991

ESCE : 160 000 F (Salaire annuel brut médian)

* SESAME regroupé CISEM, ESPIONA, ESCOL, ESCI, ESPENS et FISEM.

esce l'école-référence des exportateurs

63, rue Ampère 75017 Paris

Tél. : (1) 47 63 36 55-42 27 99 37 - 3617 CODE ECOI * ESCE

Un projet de loi sur l'assurance

Annoncé par M. Bérégovoy, un nouveau texte doit être soumis au Parlement : le statut de la Caisse nationale de prévoyance serait modifié et le capital privé pourrait être porté jusqu'à 49 % dans les sociétés nationales

page 19

Un document sur la seconde guerre mondiale

Comment Staline et Churchill se partageaient les Balkans

page 4

Réforme des lycées

Les textes sur la rénovation des filières et de l'organisation pédagogique ont été publiés

page 13

Les lacunes du football africain

La Coupe d'Afrique des nations est marquée par des progrès en trompe-l'œil

page 15

Un entretien avec Michel Serres

Historien des sciences et philosophe, professeur à la Sorbonne et à Stanford, Michel Serres analyse les mutations de notre époque : « Nous entrons, explique-t-il, dans une période où la morale devient objective »

page 2

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

DÉBATS

Un entretien avec Michel Serres

« Nous entrons dans une période où la morale devient objective »

« Vous êtes philosophe... »

- J'essaie de le devenir.

- ... et vous avez principalement écrit l'histoire et l'évolution des sciences. Face à l'expansion des connaissances scientifiques et du monde technique que leur utilisation engendre, quels peuvent être, selon vous, la place et le rôle de la philosophie ?

- Scientifique d'origine, je suis venu à la philosophie en raison des questions que l'événement d'Hiroshima posait aux générations qui le vécurent. Pour nous, explosèrent d'un coup, ce matin-là, les problèmes des relations entre les sciences, les techniques, la recherche, la société, la politique, la violence, la morale et même la religion, problèmes si globaux qu'ils annonçaient une période nouvelle et demandaient une vision neuve : la big science et la bombe amorçaient une puissance aux dimensions du monde. Ils n'ont pas cessé depuis d'accroître leur pression. Pouvez-vous en citer un seul, depuis ce demi-siècle, qui ne vienne pas des sciences et de leurs relations avec la société ?

- Bien sûr. La faim dans le monde, par exemple : comment pourrait-on dire qu'elle découle du développement scientifique et technique ?

- J'ai eu la chance d'être et de rester, pendant plus de vingt ans, l'un des meilleurs amis de Jacques Monod. Nous nous entretenions souvent de ces questions de responsabilité savante, et il riait en disant que sa conscience n'avait jamais cessé d'être en paix face à ses collègues physiciens ; qu'ils détruisaient parfois, disait-il, quant à nous, à l'Institut Pasteur, nous fabriquions des remèdes et sauvions des vies. Or il m'avoua, un jour, presque sur son lit de mort : « Est-ce que la surpopulation dans le tiers-monde ne découle pas, en partie, des progrès de la biologie, de la médecine et de la pharmacie ? Quelle discipline aujourd'hui demeure hors de ces questions ? L'agronomie ? »

« Interdisciplinaire, interministérielle, internationale : voilà trois adjectifs qui traduisent la montée du local au global »

- De tout savoir et de tout instrument, on a toujours fait bon ou mauvais usage, tout progrès a toujours généré des maux et des effets pervers. Cela n'est pas spécifique au monde contemporain. Y a-t-il une autre caractéristique spécifique à la situation actuelle ?

- Toutes les morales, jusqu'à nous, peu ou prou, se fondaient sur la célèbre distinction de ce qui dépend de nous et de ce qui n'en dépend pas. Or cette frontière entre nos pouvoirs et la nécessité extérieure, naguère implacable, tend à s'effacer. Tout tend à dépendre de nos efficacités : nous dominons la pesanteur et l'espace, repoussons les limites de la vie ou de la mort et choisissons demain le sexe d'enfants que nous n'accepterons plus de procréer sans certitudes préalables sur leur normalité, alors que la chute des corps, la distance, la pathologie génétique et l'engendrement passaient, depuis toujours, pour des choses naturelles qui ne dépendaient pas de nous. Nos problèmes gisent dans cette puissance. Il va nous falloir désormais une sagesse immense, à la taille de ce savoir prodigieux.

- Que signifie cette affirmation : « à peu près tout dépend de nous » ? Ce pouvoir n'a-t-il pas de limites ? Ou des perspectives d'extensions futures ?

- Précisons le sens du mot « tout ». Avant le milieu de ce siècle, agriculteurs, industriels, physiologistes ou biologistes, nous agissions, quand nous pouvions le faire, sur des effets locaux et dans un voisinage relativement étroit ; ou nous franchissions un pas décisif quand

Né en 1930, ancien élève de l'Ecole navale et de l'Ecole normale supérieure, Michel Serres enseigne à la Sorbonne et à Stanford University. Il est entré à l'Académie française en 1990.

Historien des sciences et philosophe, son œuvre porte à la fois sur les sciences exactes et les sciences humaines (le Système de Leibniz et ses modèles mathématiques, Hermès, la Naissance de la physique, le Parasite). Le public connaît surtout les Cinq Sens, Statues, le Contrat naturel et le Tiers-Instruit. Les éditions François Bourin publient cette semaine Eclaircissements (1), ouvrage dont le but est de clarifier l'ensemble de la démarche et sa portée, tout en exposant, pour la première fois, une morale.

Au cours d'une rencontre avec le conseil éditorial de la rédaction du Monde et avec la collaboration de Roger-Pol Droit, Michel Serres a évoqué quelques traits de son analyse des mutations de l'époque et des espérances dont elle est porteuse.

(1) « Le Monde des livres » du vendredi 14 février rendra compte du dernier livre de Michel Serres.

nous pouvons passer du local au global : notre efficacité pratique, aujourd'hui, dépasse souvent le proche, dans l'espace et le temps, et peut aller directement au monde et à l'histoire ; mille chemins, théoriques et pratiques, de plus en plus explorés, de mieux en mieux dominés, se multiplient pour nous permettre d'agir sur des ensembles larges de grands phénomènes spatio-temporels. Sans doute ne pouvons-nous pas « tout », mais nous tenons de plus en plus « le tout » entre nos mains ; oui, cela est vraiment nouveau.

- De plus, nous intervenons de moins en moins sur les choses comme telles et créons, de toutes pièces, des réalités nouvelles qui deviennent vite les conditions de l'espace et du temps, du monde et de l'histoire à venir. Du coup, l'activité scientifique, technique, industrielle, etc. se distingue de moins en moins de l'acte moral. La montée vers le global recrée toutes les composantes particulières de notre action, y compris l'éthique.

- Pouvez-vous en donner des exemples ?

- Pourquoi ne percevons-nous que malaisément les questions nouvelles ? Parce qu'elles ne se posent pas dans les termes que nous utilisons d'habitude. Les nouvelles scientifiques apparaissent transversalement aux disciplines usuelles, on les dit, à juste titre, interdisciplinaires ; la théorie du chaos apparaît, tout d'un coup, en mathématiques, statistiques, astronomie, mécanique des fluides, logique, théorie des algorithmes... et nous donne une autre vision du monde. Il en va de même pour la vie sociopolitique, où les nouveautés ne peuvent se traiter que de manière interministérielle, parce que le découpage installé par les gouvernements ne les appréhende même pas, ou alors de façon internationale, parce qu'elles dépassent les frontières. Voilà trois adjectifs qui traduisent en clair cette montée vers le global. La philosophie des générations précédentes aimait beaucoup le fragment et les pensées éclatées ; nous voici, au contraire, en présence de cent questions globales qui touchent la planète et l'espèce humaine entière, comme le temps de l'histoire longue.

- Autrement dit, nous vivons dans un paysage mondial et humain nouveau que nous transformons désormais en temps réel, qu'il s'agisse du savoir, de la formation ou des activités pratiques, et finalement de l'éthique individuelle et collective. Les portages traditionnels empêchent souvent de voir l'émergence des questions nouvelles, presque toujours globales, et donc de les traiter. C'est une situation très classique : les discours dominants sont toujours issus de découpages antérieurement efficaces et qui, en perdant peu à peu de cette efficacité, nous aveuglent sur les nouveautés.

- Comment appellerez-vous la situation que vous décrivez ?

- Quelque chose comme une Renaissance. Comme le monde global est en train de basculer, en se soumettant à nos mains elles-mêmes, les nouveautés arrivent de toute part, de sorte que notre époque (ourmilles secrètement de grands projets. La mission qui m'a été confiée pour concevoir l'Uni-

versité de France à distance ne confirme dans cette intuition : le nombre d'inventions spontanées de ce type est immense sur notre territoire, où l'on assiste à la création proliférante d'essais vivants, le plus souvent réussis, mais qui restent invisibles, pour le moment, comme la partie sous l'eau d'un iceberg prêt à se retourner. La société de communication est en train de donner naissance à une société pédagogique toute nouvelle. La stagnation économique de ce jour vient aussi d'un changement complet d'attitude face à la consommation. Là encore le bloc est sur le point de se renverser.

- Tout le monde parle de morosité triste en énonçant des jugements critiques négatifs, trop faciles : sommes-nous devenus si vieux qu'il ne nous reste plus que ressentiment et râle ronchon ? Je préfère la question : que faire ce matin dans des conditions aussi nouvelles et, il faut le dire, aussi enthousiasmantes ?

- Les discours dominants, qui masquent l'émergence des nouvelles problèmes, sont-ils ceux des sciences humaines ?

- Jusqu'au milieu des années 30, les philosophes se référaient volontiers aux sciences dites dures, auxquelles ils étaient formés. Les sciences humaines, en effet, ont pris peu à peu le relais à cette époque-là. Sartre criait, dit-on, à l'Ecole normale : « Science, peu d'âme, morale, trou d'ballon ! » Or quelles sont les questions devenues les plus urgentes à la suite de cette devise ? Celles de l'éthique scientifique ?

- Bref, la philosophie, depuis lors, n'a cessé de se référer plutôt à des modèles issus des disciplines

« Sommes-nous devenus si vieux qu'il ne nous reste plus que ressentiment et râle ronchon ? »

comme la linguistique, l'économie, les sciences sociales en général, alors en pleine période productive. Et, certes, de l'anthropologie et de l'histoire des religions, nous leur sommes redevables d'informations et de critiques sans lesquelles une grande pluralité de mondes nous seraient restés étrangers ; elles nous ont entraînés à une tolérance générale, universelle même, à une souplesse presque aérienne qui nous fait nous scandaliser des dogmes opiniâtres et dangereux que nos pères disaient rigoureux. Cela dit, comme d'habitude en histoire des sciences, leur domination s'étendit en même temps que leur fécondité baissait. Lorsqu'une discipline prend le pouvoir, dites-vous tout de suite qu'elle perd de son inventivité. La domination est toujours suivie d'une perte de vitesse ou d'un vieillissement.

» Le principal inconvenant



Boisvieux

d'une longue influence est d'engendrer des surestimations. Depuis assez longtemps, la philosophie a perdu les choses elles-mêmes au profit d'une surévaluation du langage ; elle parle de parole, écrit sur l'écriture, énonce des mots sur les mots d'énonciation. D'où ces livres que le public corporatif a moins aimés que le public tout court : les Cinq Sens, Statues, le Contrat naturel et le Tiers-Instruit, où le souci du réel, du sensible barboté, des objets durs du monde global et des enfants que j'aime l'emporte de beaucoup sur celui du discours, et où le langage sert d'outil et non d'objet. Je crois que nous sommes en train de sortir enfin d'une longue époque de commentaires.

- Qu'entendez-vous par idéologie ?

- Voilà un mot que je n'utilise jamais ; si vous m'obligez à le définir, je dirai peut-être qu'elle consiste en une pensée qui ne prend ses exemples et ses valeurs que dans certaines disciplines à l'exclusion des autres. Telle ne décide qu'en fonction de l'économie, telle autre dans la considération exclusive des sciences sociales, et ainsi de suite. D'où la formation immédiate de « langues de bois » diverses, si répandues que nous ne les entendons plus, et dont la raideur tient justement à cette restriction. On dirait la défense et illustration d'une corporation, avouée à tout le reste.

Si la philosophie, par conséquent, ne prend son information que dans les sciences humaines ou sociales, elle s'empêche de voir les transformations profondes du monde et du temps, issues aujourd'hui le plus souvent des sciences dites dures ; le discours dominant, s'il ne parle que de langage ou de relations politiques, ne peut rendre compte de cette progression du local au global ni de l'apparition des grands problèmes, des grands récits et projets qui les accompagnent. Je parle de récits parce que ces visions restrictives éliminent aussi les humanités, qui témoignent du malheur humain, expérience aussi universelle que peut l'être celle de la raison. La philosophie, me semble-t-il, exige, au contraire, un support encyclopédique complet, pour le savoir, le plus possible d'expérience vivante et pratique, individuelle et collective, ainsi que l'assimilation lente des textes littéraires ou religieux des traditions culturelles diverses. Elle demande donc des travaux préparatoires interminables. Voilà pourquoi, généralement, un philosophe commence au seuil de la vieillesse, alors qu'un savant invente jeune.

- Vous venez de souligner l'urgence et la nécessité d'un changement radical de nos attitudes dans des domaines très divers, mais sans indiquer sur quel peuvent reposer de nouvelles règles. Comment fonder les valeurs de cette « renaissance » ?

- La génétique, la biochimie, la physique... et les techniques associées nous donnent, certes, bien des pouvoirs, mais, très vite, nous devons administrer ce pouvoir même qui, pour le moment, paraît nous échapper parce qu'il va plus vite et ailleurs et plus loin que nos facultés de le prévoir, que nos capacités de le gérer, que nos

désirs de l'infléchir, que notre volonté d'en décider. Il ne dépend plus de nous que tout dépende de nous. Nous maîtrisons le monde et devons donc apprendre à maîtriser notre propre maîtrise.

- Voyez le retournement rapide des choses : que nous puissions faire ceci ou cela, nous devons, immédiatement, gérer cette faculté. Dominons-nous la planète ou la reproduction ? Alors, aussitôt, nous devons décider, j'allais dire sagement, sous probables menaces, de

« Nous maîtrisons le monde et devons donc apprendre à maîtriser notre propre maîtrise »

tous les éléments de cette domination. Sans nous en apercevoir, nous sommes passés du pouvoir au devoir, de la science à la morale, et l'iceberg a pivoté.

- Exemple : pourrions-nous choisir le sexe de nos enfants ? Que faire, alors, si les futurs parents choisissent tous ou des garçons ou des filles ? Il faudra décider globalement. Le fondement que vous demandez des valeurs qui présideront alors à nos décisions est tout simple : agir de telle sorte que la vie reste possible, que la génération puisse continuer, que le genre humain se perpétue... ainsi la vie de l'espèce entière vient entre nos mains, - fondement aussi exact et fidèle aux choses mêmes que celui des sciences elles-mêmes. Nous entrons dans une période où la morale devient objective.

- Il va donc nous falloir un savoir prodigieux, aigu dans le détail, harmonieux dans son ensemble, et une sagesse immense, claire dans l'instant et prudente pour l'avenir. Nous sommes obligés désormais à une vision du

monde et du temps très large. Oui, nous sommes acculés à la morale et à la philosophie !

- Il en va de même pour la croissance du tiers et du quart-monde : nous produisons des choses et des hommes qui deviennent aussitôt les conditions globales de notre vie à venir. Il nous manque une philosophie, positive et non négative, de la faiblesse et de la pauvreté ; elle est mon grand chantier d'aujourd'hui.

- Dans cette conviction d'agir pour que la vie demeure la même, n'y a-t-il pas le risque de justifier, au nom du réel, de la nature et du monde, des valeurs qui, dès lors, pourraient engendrer à terme un nouveau totalitarisme ?

- Riches et savantes, nos démocraties laissent mourir de faim et de maladies une bonne part de leur propre population, plus les neuf dixièmes de l'espèce humaine ; ont-elles encore droit à ce beau titre politique ? L'histoire a-t-elle connu plus féroce aristocratie ou totalitarisme économique et culturel ? Craignez-vous pire ?

- Deuxième réponse : le totalitarisme est un universel liasse, le règne exclusif d'une seule loi, d'argent ou de raison. Dans la montée vers le global que je décris, il m'arrive maintenant de parler, en effet, d'universel : mais celui que je propose est bigarré, mélangé, métissé, bariolé comme le manteau d'Arlequin qui figure sur la jaquette du Tiers-Instruit. Ce disant, je ne fais pas, comme on le dit, de la poésie, mais, de nouveau, des sciences : lorsque celles-ci construisent du global, elles le font en cousant, comme une couturière sait le faire, des pièces locales les unes aux autres. Les meilleurs modèles mathématiques de la planète Terre fauillent ceux des mers, des déserts, des champs de glace, etc. Le global ainsi bâti - au sens d'un vêtement - n'a donc rien à voir avec le régime exclusif d'une loi générale. Sur ce point, la réflexion politique et morale d'aujourd'hui avoisine assez celle des sciences. La vie, enfin, suppose baroloque et pluralité ; le totalitarisme la tue en faisant disparaître les différences ; s'en instituer gardien consiste à se faire le berger des multiplicités.

- Depuis plus de vingt ans, vous habitez et enseignez une partie de l'année aux Etats-Unis. Comment percevez-vous les différences entre la société américaine et la nôtre ?

- Je ne puis répondre en quelques lignes. Deux choses, peut-être : notre société est plus mélangée, la leur plus juxtaposée ; la leur est autoproductrice et la nôtre autocritique, souvent jusqu'à l'exaspération. Dans la concurrence internationale, c'est un grand désavantage. En particulier, notre système d'enseignement est meilleur et le leur moins bon que nous ne le répétons volontiers. Je terminerais donc sur une supplique au Monde et aux journaux de mon pays : dites, je vous prie, de temps en temps, pas beaucoup, ce serait trop dire, mais quand même un peu de bien de nos productions et performances ! Cela rendrait plus saine la vie des explorateurs !

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Jacques Amalric, Thomas Fereenczi
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-80-30-10

مكتبة الأصل

I Serres

CEI : la question des armes nucléaires

Le président ukrainien Kravtchouk critique vivement la réunion des officiers à Moscou

Le congrès moscovite des officiers de l'ex-URSS, qui a tiré à boulets rouges sur le président ukrainien Leonid Kravtchouk (le Monde daté 19-20 janvier), n'a pas affecté ce dernier : « Pas plus qu'une éclipse de lune », a-t-il déclaré lui-même sur les écrans de la télévision de Russie, avant de recevoir, dimanche 19 janvier, le secrétaire britannique au Foreign Office, M. Douglas Hurd.

M. Hurd, malgré le conflit non résolu opposant l'Ukraine à la Russie sur l'avenir de l'armée rouge, a promis à M. Kravtchouk « l'assistance technique et financière » de l'OTAN et de la CEE pour démanteler l'armement nucléaire disposé en Ukraine. Il s'est aussi déclaré « très satisfait de l'approche de la question nucléaire par les dirigeants ukrainiens et particulièrement par le fait qu'ils ont fixé un calendrier précis pour retirer et détruire ces armements ». Kiev entend en effet se débarrasser d'ici six mois de toutes ses armes nucléaires tactiques et en 1994 de ses armes stratégiques.

En revanche, le Kazakhstan, l'une des quatre Républiques ex-soviétiques à disposer d'armes nucléaires soviétiques (avec la Russie et la Biélorussie), n'a toujours pas fixé de date pour leur destruction. Mais M. Hurd, qui a également rencontré, samedi à Almaty, son président, M. Noursoultan Nazarbayev, s'est déclaré convaincu

que ce dernier « n'a pas l'ambition de faire du Kazakhstan une puissance nucléaire (...). Mais il est conscient du coût et du temps qu'il faudra pour démanteler et transférer ces armements et il veut une aide des Occidentaux ».

M. Hurd, qui devait rencontrer lundi les dirigeants russes à Moscou, a aussi affirmé que les dirigeants ukrainiens lui avaient « déclaré très fermement que Kiev entend résoudre strictement par la voie de pourparlers les différends et malentendus » surgissant au sein de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Des « différends » que M. Kravtchouk a encore vivement relevés dimanche, en affirmant qu'il « ne peut pas imaginer comment onze Etats différents peuvent avoir une armée commune ».

Il a ajouté que le congrès des 5 000 officiers, qui a exigé le maintien d'une telle armée, n'était pas représentatif « car on ne sait qui ou

quel organe légal a élu les délégués », n'avait pas de statut, aucun droit de prendre des décisions militaires et était « présomptueux » en ayant exigé la présence des présidents. Seuls M. Eltsine et Nazarbayev avaient assisté au congrès, qui s'est doté d'un « organe de coordination ».

Entre-temps, les prestations de serment de fidélité à l'Ukraine que les dirigeants de Kiev organisent pour les militaires stationnés sur leur territoire se sont poursuivies, malgré l'annonce faite par M. Boris Eltsine qu'un accord avait été trouvé pour qu'elles soient suspendues. « 99,4 % des officiers et militaires de carrière » du district de Kiev ont prêté samedi serment à l'Ukraine, selon l'agence Tass.

• M. Kohl lie l'aide à la CEI au contrôle des armements - Dans un entretien publié le 19 janvier par le *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, le chancelier Kohl a, pour

la première fois, établi un lien entre l'aide occidentale et la « confiance, une condition préalable (...) Cela signifie, a-t-il dit, que les armes nucléaires, conventionnelles et chimiques doivent être mises sous contrôle et que la production ne doit pas pouvoir se poursuivre de manière incontrôlée ».

• M. Eltsine dissipe des rumeurs sur sa santé - Le président Eltsine a joué, dimanche 19 janvier, avec un ballon et remis les prix aux vainqueurs de la première Coupe du président russe de volley-ball. Il entendait dissiper ainsi les rumeurs sur sa santé qui avaient circulé après le report, samedi, d'une rencontre prévue avec le président du Comité international olympique, M. Juan Antonio Samaranch.

• Ouzbékistan : Nouvelle manifestation à Tachkent - Des milliers d'étudiants ont tenu une nouvelle manifestation, dimanche 19 janvier à Tachkent, contre la hausse des prix. Ils ont réclamé la démission du président Karimov en dénonçant la répression policière, qui a fait, selon eux, six tués parmi les étudiants, et non pas deux, comme annoncé à l'issue d'une première manifestation vendredi (le Monde daté 19-20 janvier). Ces manifestations ont poussé deux autres présidents de Républiques du Sud, ceux de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan, à décider, samedi, des limitations aux hausses de prix intervenues dans ces Etats indépendants. - (AFP, Reuters, AP)

Décalage horaire entre Moscou et Kiev

La Russie et l'Ukraine ne sont décidément plus sur la même longueur d'onde, ou, plutôt, sur la même fusée horaire. M. Leonid Kravtchouk, le président ukrainien, a indiqué, dimanche 19 janvier à la télévision, que son pays refuse de suivre la Russie, qui a avancé ses pendules d'une heure dans la nuit de samedi à dimanche, « parce qu'il s'agit d'une décision prise à Moscou et que nous n'avons

pas été avertis ». « Si chaque Etat prend ses décisions sans se concerter (...) a-t-il ajouté, alors la Communauté des Etats indépendants ne sera jamais solide ». Le mouvement de mauvaise humeur ukrainien, qui entraîne un décalage d'une heure entre les deux Républiques a créé une certaine confusion, sinon dans les esprits, en tout cas dans les aéroports. - (AFP, Reuters)

Boris Eltsine le sait mieux que personne qui, le jour même, depuis la tribune du Kremlin, promettait moins et merveilleux à son public d'officiers : des terrains et « 1 000, 2 000 ou 3 000 dollars » pour aider les officiers à construire leur maison. C'est peut-être alléchant, même si le président russe a attendu en vain les applaudissements de reconnaissance, mais l'Ukraine n'est pas non plus un Etat d'arguments.

Son président, Léonide Kravtchouk, a offert 350 millions de roubles pour l'entretien des équipages de la flotte, et le climat et l'agacement - relatif - de la vie sur les bords de la mer Noire sont au moins aussi importants. C'était le rêve de tout marin soviétique d'être nommé dans cette flotte. « Aujourd'hui, ils jurent fidélité à n'importe qui, même au tsar, pour rester à Sébastopol », affirme un capitaine, ex-détaché en chef du *Drapeau de la patrie*, le journal de la flotte, il vient d'être limogé par l'amiral Tchernavine, pour avoir publié un discours de Leonid Kravtchouk sur l'avenir des forces armées ukrainiennes.

Une flotte à vendre ?

Les médias sont en effet une arme privilégiée de la bataille que se livrent Moscou et le haut commandement d'une part, Kiev de l'autre. Les Ukrainiens se plaignent abondamment des procédés des journaux russes et de la télévision de Moscou, qui, de fait, n'y va pas avec le dos de la cuiller. Même le départ de Sébastopol, à la fin de l'année dernière, du porte-aéronefs ultra-moderne *Amiral Kournev* est présenté ici comme un exemple typique de désinformation.

Il ne s'agissait nullement d'une manœuvre surprise destinée à empêcher l'Ukraine de mettre la main sur le « joyau » de la flotte. Le bâtiment, d'abord baptisé *Bregnev*, avait été construit pour la flotte du Nord et l'Ukraine ne l'a jamais revendiqué, pas plus qu'elle ne revendique les deux autres porte-aéronefs actuellement en construction aux chantiers Nikolaev.

L'avenir de ces chantiers est aussi un sujet de controverse. Même si, selon le capitaine de première classe Danilov, ex-commissaire politique de haut rang devenu emprisonné du président Kravtchouk, le problème n'est pas aussi sérieux qu'on le prétend : « Sans révéler de secret militaire, je veux vous dire que la Russie a des chantiers tout à fait capables de construire de grands navires. » Même chose pour les ports.

Sébastopol, reconnu dès la fin du

dix-huitième siècle comme un abri naturel sans pareil sur la mer Noire, ne serait pas une perte irréparable pour une Russie qui, affirmant plusieurs officiers ukrainiens, pourrait fort bien, moyennant quelques aménagements techniques, baser sa flotte locale à Novorossiisk.

Mais Sébastopol n'est-elle pas la « ville de la gloire russe », comme le proclament aussi bien les brochures de propagande de l'époque soviétique que les médias de la Russie démocratique ? « Si vous voulez parler d'histoire, alors regardons-y de plus près », rétorquent les Ukrainiens, qui à leur tour alignent leurs arguments. Il reste que Sébastopol - 400 000 habitants - a une population aux trois quarts russe, ce qui ne l'a pas empêché de se prononcer à une faible majorité pour l'indépendance de l'Ukraine.

Il reste aussi que, si Sébastopol a toujours une superbe flotte, elle n'a depuis quinze ans pratiquement plus d'eau courante et qu'il faudrait peut-être songer à réparer les réservoirs qui fuient et à schemer de l'eau si l'on veut vraiment, comme le souhaite la municipalité, permettre aux touristes d'Ukraine, de Russie ou d'ailleurs, de contempler à loisir les beaux navires et leurs fiers drapeaux.

Ce qu'il en restera du moins, car sur ce point tout le monde est d'accord, sauf peut-être les amateurs de l'état-major : il faudra réduire cette flotte largement disproportionnée. Un capitaine propose même une solution bien terre à terre : la vendre et répartir l'argent entre les Républiques de la Communauté.

JAN KRAUZE

ESPAGNE

Quatre Chiliens arrêtés pour complicité avec l'ETA

Quatre Chiliens, dont un dirigeant du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et trois membres présumés de ce mouvement, ont été arrêtés, mardi 14 janvier à Madrid, a indiqué dimanche l'agence de presse espagnole EFE, citant le ministère de l'Intérieur espagnol.

D'après EFE, le MIR a collaboré avec l'organisation indépendantiste basque ETA de 1978 à 1989 et les militants arrêtés sont soupçonnés d'avoir été complices d'enlèvements et d'attentats revendiqués ces dix dernières années par l'ETA. Le gouvernement chilien a indiqué qu'il allait ouvrir une enquête sur les quatre hommes.

BULGARIE

M. Jeliov Jelov a été réélu président à une courte majorité

Le président sortant, M. Jeliov Jelov, candidat du rassemblement anticomuniste, l'Union des forces démocratiques, a été élu au second tour de la première élection présidentielle au suffrage direct, dimanche 19 janvier, avec 52,85 % des voix, selon les résultats officiels de la commission électorale. Son adversaire, le juriste M. Velko Valkanov, un indépendant soutenu par le Parti socialiste (ex-communiste), a obtenu 47,15 %. Le président sor-

tant a obtenu plus de 60 % dans les plus grandes villes : à Sofia, la capitale, à Plovdiv, la seconde ville, et à Varna, sur la mer Noire. M. Valkanov a reçu le plus fort soutien dans des villes « traditionnelles rouges » comme Vidin, Vratsa et Mikhaïlovgrad, dans le nord-ouest du pays, selon la commission électorale. La participation au second tour a été de 76 %, contre 73 % au premier tour et 86 % aux législatives d'octobre dernier. - (AFP)

Un homme discret mais déterminé

Si les principales qualités de M. Jeliov Jelov n'étaient pas la modestie et la prudence, il pourrait triompher aujourd'hui : près de 53 % des Bulgares ont, calmement, voté pour lui. Mais peut-être le président a-t-il, comme souvent, passé la soirée en attendant un résultat dont il ne doutait pas dans son petit deux-pièces avec sa femme, ses deux filles et ses chats, à feuilleter un de ses innombrables livres.

Pour cet homme, le changement qu'il savait inéluctable devait se faire pacifiquement par les urnes et non dans la rue. Ce professeur de philosophie, ancien du Parti communiste et déporté en 1955 pour manque d'orthodoxie, avait la patience et des certitudes pour attendre.

Né en 1935 dans une modeste famille de cultivateurs, M. Jelov a hérité de l'accent, mais aussi du réalisme et de la légendaire méfiance du paysan bulgare. Ses adversaires l'ont cru malléable voire craintif. Ils l'ont regretté. Pour son aspect inoffensif et son sens du compromis, cet intellectuel, l'un des rares dissidents de la Bulgarie totalitaire, fut propulsé sous les feux de la scène politique à la chute de M. Todor Jivkov, en novembre 89.

Instinct politique

Il fut d'abord choisi comme dirigeant de l'hétéroclite coalition anti-communiste, l'Union des forces démocratiques, dont il conserva l'unité. Puis il fut élu chef de l'Etat, en juin 90, par un Parlement encore dominé par des communistes en perte de vitesse, qui pensaient pouvoir le manipuler. Aujourd'hui, ses amis et ses adversaires sont d'accord sur ce point : le décret Jelov gagne à être connu.

Sa prudence cachait sa détermination : sa volonté de consensus, un attachement têt aux valeurs démocratiques. Et sa patience dissimulait un instinct politique, le sens de l'action ferme au moment opportun. Quand l'Assemblée constituante s'enfuit, il rompt son habituel silence pour rappeler tout le monde à l'ordre, fixer la date de

nouvelles élections. Lors du putsch de Moscou, il est l'un des premiers chefs d'Etat à apporter un soutien sans faille à Boris Eltsine. Puis, établissant le premier des relations diplomatiques avec la Russie, il signe, toujours sans bruit, le faire-part de deuil de l'URSS avant même sa disparition.

Dans l'opposition, tout le monde n'apprécie pas la modération de ce petit homme aux cheveux gris, modestement vêtu. N'est-il pas devenu une première fois président après une crise



constitutionnelle qu'il avait tenté d'éviter ? N'est-ce pas la fraction radicale de l'Union des forces démocratiques, qui n'avait pas ses faveurs, qui a triomphé de l'ex-Parti communiste aux législatives d'octobre dernier ? L'essentiel pour M. Jelov est que tout se soit passé sans heurts.

Si calmement qu'on aurait un peu douté que l'effort de l'Etat en philosophie y fut pour beaucoup. En cette période de réformes économiques douloureuses et risquées, où la Bulgarie craint d'être happée dans le tourbillon yougoslave, le président pour la « paix civile » aimerait bien que le Parlement lui accorde un peu plus de pouvoir. Car, peu passionné par la politique et le pouvoir, le modeste Jeliov Jelov a cependant une certaine idée de son devoir, qu'il aimerait bien voir triompher.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

GÉORGIE

Les escarmouches se poursuivent entre adversaires et partisans de M. Gamsakhourdia

Quatre jours après le retour d'Arménie de M. Zviad Gamsakhourdia, la situation est toujours aussi confuse en Géorgie. A tel point que certaines rumeurs faisaient état d'un nouveau départ de l'ancien président, vers la République tchétchène cette fois. Pour M. Katchava, commandant des forces du Conseil militaire, qui avait chassé l'ancien président, ce dernier se trouverait à Gali, en Abkhazie (ouest de la Géorgie), un de ses principaux fiefs.

Les combats à grande échelle qu'avait prédits M. Gamsakhourdia ne se sont pas produits, les affrontements demeurant limités, pour le moment du moins, à des escarmouches entre groupes isolés. On estime à mille environ le nombre de militaires du Conseil militaire qui se seraient portés au-devant des partisans de M. Gamsakhourdia.

Dimanche, le Conseil militaire a affirmé avoir « pris » Samtredia, une localité de Géorgie occidentale, et avoir entamé des discussions pour la reddition d'une autre ville de la région, Zougidi. Celle-ci, où M. Gamsakhourdia était arrivé à

son retour d'Arménie, est défendue par des centaines de civils, avec l'appui de véhicules blindés.

A Tbilissi, quelque trois mille personnes se sont encore rassemblées dimanche pour manifester leur soutien à M. Zviad Gamsakhourdia. Des troupes armées ont tenté de disperser la foule en tirant des coups de feu en l'air, mais les manifestants ont continué à marcher vers les soldats, qui ont dû battre en retraite. Plusieurs dizaines de milliers d'Osètes du Sud, habitants d'une petite région montagneuse dans le nord de la Géorgie, ont voté, dimanche, sur leur indépendance et leur rattachement à la fédération de Russie. Ce référendum, dont les résultats ne devraient pas faire de doute, a été fortement critiqué par les tenants du nouveau pouvoir à Tbilissi. Ces derniers, bien que plus modérés à l'égard des Osètes que M. Zviad Gamsakhourdia - il avait aboli, en décembre 1990, le statut d'autonomie de cette région - avaient qualifié le scrutin de « tentative de violer l'intégrité territoriale de la Géorgie ». - (AFP, Reuters, AP)

Clochemerle à Sébastopol

Suite de la première page

Si l'on se dispute, c'est sans doute moins pour les navires que pour le prestige, moins sur le fond que sur la forme, et l'on affiche à la face du monde des conflits dignes de Clochemerle. Le haut commandement de la flotte refuse catégoriquement le moindre contact avec un groupe de journalistes étrangers, exceptionnellement autorisés à pénétrer dans cette zone militaire interdite, pour l'excellente raison que ces journalistes sont venus de Kiev et que leur voyage a été organisé par le ministère ukrainien des affaires étrangères.

Chacun aura donc prouvé ce qu'il voulait prouver. L'amiral Tchernavine, commandant en chef de la flotte ex-soviétique, et l'amiral Kasatonov, commandant de la flotte de la mer Noire, auront fait la démonstration de la mauvaise volonté de l'autre partie. Dans l'affaire, ce qui aurait nagé passé pour l'essentiel - la préservation de secrets militaires - aura été complètement oublié. Pendant que les officiers se chamaillaient, les représentants de l'ex-impérialisme avaient tout loisir de parcourir le port et, au besoin, de louer un bateau pour flâner sous tous les angles et sans la moindre entrave les navires de guerre de l'ex-URSS, avec plus de liberté sans doute que dans aucune base militaire occidentale.

Aucun problème non plus pour parler, dans la rue, sur les quais ou sur un ferry qui traverse le port, aux officiers et sous-officiers, vêtus de leur bel uniforme de drap noir. Ils sont loin d'être tous du même avis, mais la plupart trouvent normal que l'Etat ukrainien souhaite avoir sa flotte et bon nombre d'entre eux, y compris parmi les Russes, se disent disposés à prêter serment de fidélité à l'Ukraine.

Mais peut-être n'auront-ils, en

fin de compte, pas à le faire ? Les présidents de la CEI semblent s'être mis d'accord pour éviter cette épreuve à des hommes qui avaient tous juré de défendre la « patrie soviétique » et considèrent souvent comme contraire à tous les principes de la morale publique l'idée de prêter un second serment. Seules les nouvelles recrues devraient, en principe, déclarer publiquement leur engagement à servir l'une ou l'autre des Républiques. On a aussi concédé à Moscou le texte d'un serment spécial pour les soldats des forces dites stratégiques, et donc communautaires. Mais, là-dessus, l'Ukraine et la Biélorussie ne sont pas d'accord, tout comme la Moldavie et l'Azerbaïdjan.

Au fil des conversations improvisées, l'impression recueillie recoupe à peu près les résultats du référendum sur l'indépendance de l'Ukraine. Les équipages de la flotte ont voté oui à près de 75 %. Mais il ne manque pas non plus d'officiers, faisant écho à leurs collègues réunis au même moment au Kremlin (le Monde daté 19-20 janvier), défendant contre vents et marées l'unité des forces armées. Ils affirment qu'il est techniquement impossible de diviser la flotte, ou encore que les dirigeants de Kiev sont « militairement incompétents ».

D'autres, plus nombreux apparemment, répondent qu'on ne saurait imaginer des forces unies en l'absence d'Etat uni. Bref, on nage, on ne sait pas où l'on va. De plus, certains soupçonnent les forces présentes comme communautaires de n'être qu'une institution provisoire, vouée à revenir à la Russie.

Le nouveau drapeau supposé remplacer, au terme d'un accord réalisé jeudi à Moscou, le drapeau soviétique pour les forces stratégiques est tout à fait de nature à nourrir ce soupçon : c'est la croix de Saint-André, bleu sur fond blanc, c'est-à-dire tout simplement l'emblème de la vieille marine russe.

Il y a aussi, affleurant dans la conversation, le doute et parfois l'aisance. Tel lieutenant russe ne veut dire qu'une chose : « De toute manière, rien ni personne ne réussira à relayer ce peuple ». Quant à son sort personnel : « Ici, je n'ai pas où me loger et ailleurs je n'ai pas où aller. » Tous ne sont pas aussi amers mais les préoccupations matérielles, le logement, sont pour tous un souci essentiel.

EUROPE

Prônant une association entre Républiques souveraines de l'ex-fédération

L'opposition serbe estime que la France peut contribuer au dénouement du conflit

Après la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie par les pays membres de la CEE et une trentaine d'autres Etats, plusieurs responsables de l'opposition serbe ont estimé que la Serbie devait à son tour demander à être reconnue en tant qu'Etat souverain. Ils estiment, comme M. Vuk Draskovic, du Mouvement du renouveau serbe, que seul un dialogue entre les Républiques souveraines de l'ex-fédération pourra mettre fin au conflit.

BELGRADE

de notre correspondante

« La Yougoslavie est morte. La Serbie n'existe pas. Je ne veux pas être un apatride mais je ne veux pas non plus vivre dans un cercueil », expliquait le 18 janvier dans un entretien au Monde, M. Vuk Draskovic, leader du Mouvement du renouveau serbe (opposition). Pour lui, le « cercueil » c'est la mini-Yougoslavie que voudrait créer le président Milosevic et qui ne saurait être qu'un « camp militaire et un camp de réfugiés où règnerait la faim et que plus de cent cinquante mille Serbes ont déjà fui pour l'étranger ». L'unique issue est, selon M. Draskovic, la constitution d'un Etat serbe souverain et indépendant dans ses frontières actuelles.

Cet Etat, estime-t-il, devrait être une monarchie constitutionnelle et démocratique et renouer avec les traditions de la Serbie du dix-neuvième siècle : « La Serbie a besoin de son Juan Carlos », dit-il. L'un de ses premiers gestes devrait être de reconnaître l'existence de toutes les Républiques de l'espace yougos-

lave et de proposer à celles qui le souhaitent un nouveau type d'association, à géométrie variable.

M. Draskovic ressent douloureusement l'isolement de la Serbie et la dégradation de son image en raison de cette guerre « absurde et honteuse ». Il évoque l'amitié historique qui liait la France et la Serbie et déplore que Paris n'ait pas rappelé le pouvoir serbe à la raison. Il regrette en particulier que la France n'ait pas fait un geste politique significatif en ce sens en direction de Belgrade en même temps qu'elle reconnaissait la Croatie et la Slovénie.

Pousser à l'indépendance de la Serbie

M. Draskovic rappelle que Georges Clemenceau, pour saluer la création de la Yougoslavie, avait en fait présenté ses condoléances à la défunte Serbie. En 1971, lorsque Richard Nixon est venu à Zagreb et qu'il a déclaré que la Yougoslavie était le seul pays à avoir deux capitales, soutenant ainsi l'existence de la Croatie au moment du printemps croate, M. Chaban-Delmas, alors premier ministre, est venu en Serbie et s'est publiquement écrié : « Vive la Serbie ! ». Le lendemain, raconte Vuk Draskovic, des milliers de fleurs avaient été déposées au pied du monument érigé à la mémoire des soldats français de la guerre 14-18 et qui porte l'inscription : « A jamais la France comme elle nous a aimés ».

« L'Allemagne est en train de regagner ce qu'elle avait perdu par la guerre », poursuit M. Draskovic. Pour lui, c'est à la France qu'il incombe en premier de pousser à l'indépendance de la Serbie et d'aider ainsi à une recomposition paci-

fique de l'espace des Slaves du Sud. « Feu le général de Gaulle » n'aurait pas manqué de faire des gestes à la hauteur de l'événement et cela « dès le mois de juin », dès la déclaration d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, estime-t-il en rappelant que le général ne s'était pas embarrassé d'arguties juridico-politiques pour lancer son célèbre « Vive le Québec libre ! ». Certes, la communauté internationale ne peut reconnaître une république qui ne demande pas à l'être, convient M. Draskovic. Mais le « geste politique » consisterait à reconnaître l'aspiration du peuple serbe à retrouver son identité « vraie » par le pouvoir en place et l'armée dite « fédérale ». Regrettant que ce geste ne soit pas venu hier, il l'espère très prochainement : « Dans les trois jours », dit-il.

Cela mettrait en cause les velléités du pouvoir en place de créer une nouvelle Yougoslavie par la force, ce qui plongerait à nouveau les peuples yougoslaves dans la guerre et priverait la Serbie de toute possibilité d'entente avec le Kosovo et même la Voïvodine. En revanche, souligne M. Draskovic, si la Serbie était indépendante, elle devrait être très attentive aux droits des trois millions de Serbes qui vivent hors de son territoire et elle serait conduite à respecter de même les droits des minorités vivant en Serbie, notamment ceux des Albanais du Kosovo. Vuk Draskovic rapporte que ce point de vue rencontre un écho favorable chez les représentants de l'opposition albanaise du Kosovo, avec lesquels il a engagé le dialogue.

FLORENCE HARTMANN

En Croatie

Le cessez-le-feu a été violé plusieurs fois pendant le week-end

Divers affrontements ont eu lieu dimanche 19 janvier en Croatie, notamment près de Gospić, dans le centre de la République, où une attaque de miliciens serbes a fait cinq morts et de nombreux blessés parmi les soldats de la garde nationale croate, selon des responsables de la défense à Zagreb. Il s'agit de la violation la plus sérieuse du cessez-le-feu en vigueur depuis le 3 janvier. De source croate, on faisait état d'autres attaques des milices serbes et de l'armée fédérale pendant le week-end, notamment dans les environs de Valpovo et Vinokovci en Slavonie orientale, et de Zadar sur la côte adriatique.

De son côté l'agence Tanjug a annoncé que cinq soldats de l'armée fédérale avaient été tués au cours des affrontements du week-end dont une attaque lancée par les forces croates dans la région de Baranja, dans l'est de la Croatie.

En Croatie, plusieurs dirigeants autonomistes serbes de la Krajina, au sud de la Croatie, ont réitéré dimanche leur hostilité à l'envoi de casques bleus dans leur région.

Cependant plusieurs équipes d'officiers de liaison de l'ONU qui ont pour mission de préparer l'arrivée des casques bleus ont déjà pris position à Karlovac, Zadar, Osijek, Gospić et Dubrovnik ainsi que dans des zones tenues par les fédéraux, à Sid, Dalj, Banja Luka, Bihać, Knin et Bileć. Selon l'agence Tanjug, le colonel Wilson, qui dirige ces officiers de liaison, a laissé entendre que le Conseil de sécurité des Nations unies pourrait se réunir cette semaine pour prendre une décision sur l'envoi des casques bleus.

En Bosnie-Herzégovine, après l'annonce par le président Iztbegovic d'un référendum sur l'indépendance de cette République, les officiers et les soldats du corps d'armée de Banja Luka (ouest de la Bosnie) lui ont demandé de reformuler la question soumise au référendum pour proposer la souveraineté dans le cadre de la « nouvelle Yougoslavie ».

D'autre part M. Alois Mock, le ministre autrichien des affaires étrangères, en visite à Zagreb, s'est

prononcé pour l'envoi de casques bleus en Bosnie-Herzégovine, comme l'avait fait la semaine dernière M. François Mitterrand lors d'un entretien à Paris avec M. Iztbegovic.

À Monténégro, le Parlement, réuni samedi pour se prononcer sur un projet de référendum relatif au maintien de cette République au sein de la Fédération yougoslave, a suspendu ses travaux. Le Parti démocratique des socialistes (ex-communistes) du président Bulatovic qui avait proposé ce référendum a estimé que ce problème « crucial » exigeait de plus amples consultations.

À Kosovo, le président albanais Ramiz Alia a appelé samedi à Tirana la Communauté européenne à reconnaître l'indépendance du Kosovo, où la population est majoritairement de souche albanaise. A Bruxelles, 2000 Albanais selon la police, 5 000 selon les organisateurs, ont manifesté dans ce sens devant le siège de la Commission européenne. (AFP, AP, Reuters.)

ALLEMAGNE : l'anniversaire de la conférence de Wannsee

M. Kohl appelle le pays à conserver le souvenir de l'holocauste

Le premier mémorial national allemand dédié aux victimes de l'holocauste a été inauguré en présence de plusieurs centaines de personnalités, dimanche 19 janvier, près de Berlin, sur les lieux mêmes où s'était tenue la conférence de Wannsee, qui, le 20 janvier 1942, avait décidé la mise en œuvre de la « solution finale » (le Monde daté 19-20 janvier).

Ce mémorial ainsi qu'un centre de documentation devaient être ouverts au public lundi. Dans une déclaration écrite publiée samedi, le chancelier Helmut Kohl affirme notamment : « Plus qu'aucune autre date, le 20 janvier 1942 nous rappelle le chapitre le plus sombre de notre histoire (...). Ce souvenir, nous le devons d'abord aux victimes. Mais nous le devons aussi à nos enfants et petits-enfants. »

M. Heinz Galinski, président de

la communauté juive en Allemagne s'est vivement inquiété d'un nouveau sondage que publie lundi l'hebdomadaire Der Spiegel et selon lequel 13 % des Allemands (16 % à l'Ouest, 4 % dans l'ancienne RDA) ont de fortes tendances antisémites. Selon le même sondage, 36 % des personnes interrogées pensent que les juifs ont « trop d'influence » dans le monde.

Mme Rita Süssmuth, présidente CDU du Bundestag, a évoqué la vague de violences xénophobes qui a touché l'Allemagne en 1991 en affirmant : « Ces violences sont un défi pour notre société. Nous devons savoir si nous avons tiré les leçons de notre Histoire. » Le jour même de cette inauguration, cinq étrangers ont été blessés, dont trois grièvement, au cours d'attaques racistes, dans l'ex-RDA. (AFP.)

Un document exhumé par la BBC

Comment Staline et Churchill se partagèrent les Balkans

Winston Churchill n'en était pas très fier, mais il avait eu l'honnêteté de tout avouer dans ses Mémoires. Rendant compte de sa visite à Staline, le 9 octobre 1944, au Kremlin, il expliquait comment l'offensive soviétique contre les troupes allemandes en déroute dans les Balkans inquiétait alors la Grande-Bretagne, très influente dans la région, notamment en Grèce.

Quel était le meilleur moyen de préserver ses intérêts, sinon de s'entendre directement avec le dictateur de Moscou pour faire « la part du feu » et se partager les zones d'influence ?

C'est donc ce que fait le premier ministre britannique, qui, après avoir lancé un appel à « éviter de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine », propose à Staline une « prédominance de 50 % en Grèce pour nous » et « l'égalité 50/50 en Yougoslavie ». « Pendant que l'on traduisait mes paroles, poursuit Churchill, j'écrivis sur une demi-feuille de papier (...). Je poussai le papier devant Staline à qui la traduction était alors faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation, et nous le rendit (...). Il y eut ensuite un long silence. Le papier, rayé de bleu, demeura au centre de la table. Je dis finalement : Ne trouvez-vous pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé d'une façon aussi cavalière ces problèmes dont dépend le sort de millions de gens ? Brûlons ce papier. — Non, gardez-le, dit Staline. »

En fait, Churchill ne la garde qu'à moitié, puisque l'original a été perdu. Mais il en existe une copie, que des chercheurs de la BBC, préparant une série documentaire récemment diffusée à Londres, ont retrouvée dans les archives de l'ancien premier ministre britannique à Cambridge. Ce sont ces documents que, grâce à la courtoisie de la BBC, nous reproduisons ci-dessous.

Si le texte russe a été écrit par un interprète, le document en anglais est de la main de Churchill, à l'exception du « gros trait au crayon bleu » par lequel Staline marqua son « approbation », et que l'on voit en haut à gauche (barrant le chiffre de 10 % affecté aux « autres » en Roumanie).

On retrouve le même crayon bleu, mais une signature beaucoup plus explicite du dictateur soviétique sur un autre document très symbolique de l'ancien partage de l'Europe : la carte délimitant la frontière entre la Pologne et la Russie aux termes des accords Staline-Ribbentrop du 28 septembre 1939 (le Monde du 1^{er} août 1989).

En fait, les chiffres convenus entre Churchill et Staline furent revus dès le lendemain par Eden et Molotov, les chefs des deux diplomates, dans un sens plus favorable encore à l'URSS : celle-ci garde 80 % en Roumanie, mais sa part fut portée à 80 % en Hongrie et en Bulgarie, à 60 % en Yougoslavie (1).

En revanche, on ne touche pas à la prépondérance britannique en Grèce, ce qui permit à Churchill d'écraser quelques temps plus tard les maquisards de l'armée communiste Elass. Et ces accords particulièrement « cavaliers » de 1944 auront été, au fond, parmi les plus solides de l'histoire de l'après-guerre : la Hongrie de Kadar n'était-elle pas, en très gros, communiste à 80 % ? la Yougoslavie de Tito à 60 % ?

MICHEL TATU

(1) Lire à ce sujet l'Histoire de la guerre froide d'André Fontana, coll. « Points Histoire », Ed. de Seuil.

Noté écrit par P.M. during conversation with Winston Churchill at the Kremlin 9.10.44. (Revised in Interpreter's translation. (See note below))

Roumanie	
Russie	90%
10% d'autres	10%
Grèce	50/50
50% d'autres	50%
Yug. Slaves	50/50
50% d'autres	50%
Hongrie	80%
20% d'autres	20%
Bulgarie	80%
20% d'autres	20%

(W.S.C.)

Roumanie	
Russie	90%
10% d'autres	10%
Grèce	50/50
50% d'autres	50%
Yug. Slaves	50/50
50% d'autres	50%
Hongrie	80%
20% d'autres	20%
Bulgarie	80%
20% d'autres	20%

(W.S.C.)

La note manuscrite portée en haut du document en anglais présente le texte : « Note écrite par le premier ministre (PM) pendant une conversation avec le maréchal Staline au Kremlin le 9 octobre 1944. En annexe, la traduction (russe) faite par l'interprète. Ce qui est porté à l'encre rouge a été ajouté ultérieurement » (il s'agit d'une correction de Churchill, qui remplace « les autres » par « Russie » pour les 10 % concernant la Grèce).

On lit donc, écrit de la main de Churchill : « Roumanie : Russie 90 %, les autres 10 % ; Grèce : Grande-Bretagne 50 %, en accord avec les Etats-Unis d'Amérique, Russie : 10 % ; Yougoslavie : 50/50 ; Hongrie : 50/50 ; Bulgarie : Russie 75 %, les autres 25 % ».

La traduction russe, écrite par l'interprète, reprend les mêmes indications, sans les corrections manuscrites de Churchill. Le tampon WSC (Winston Spencer Churchill) apposé au bas des deux documents est celui des archives de l'ancien premier ministre à Cambridge.

Le Monde de l'éducation

NOUVELLE FORMULE

JANVIER 1992

ENQUÊTE

PARTEZ ETUDIER EN EUROPE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

IRLANDE DU NORD : Les derniers envois de renforts militaires. — Après l'attentat qui a coûté la vie à sept ouvriers protestants, vendredi 17 janvier (le Monde daté 19-20 janvier), le gouvernement britannique a décidé d'envoyer d'urgence au moins un bataillon supplémentaire (entre quatre cents et six cents militaires) qui devait finir de se déployer dimanche en Irlande du Nord. Cinq magasins d'Irlande du Nord ont, par ailleurs, été partiellement détruits dans la nuit de samedi à dimanche par des incendies criminels. (AFP.)

ADMISSIONS SUR
DEUG, LICENCE
ou MAÎTRISE

■ HEC-ESCP-ESC 2^e année
■ ESCP 1^{re} année
■ ESSEC-ESCL 2^e année
■ SCIENCES-PO 2^e année
■ CIPA

ipesup
LA PRÉPARATION AU SUCCÈS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

16-18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - Tél. (1) 43.25.63.30

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

سكز امت الأصل

AFRIQUE

ALGÉRIE : un soldat tué dans un attentat

Le nouveau pouvoir s'apprête à sévir contre le FIS et le FLN

Les 188 candidats du Front islamique du salut (FIS) élus au premier tour des élections législatives ont lancé, dimanche 19 janvier, des appels au retour « à la légalité constitutionnelle » et à la reprise du scrutin. D'autre part, des éléments armés ont attaqué, dans la nuit de samedi à dimanche, un poste de contrôle tenu par des militaires, dans la localité de Roumda, près de Sidi-Moussa, à 20 kilomètres au sud d'Alger, selon un communiqué de la gendarmerie. Un soldat a été tué et deux gendarmes blessés par des tirs d'armes automatiques. Au cours de la même nuit, une bombe artisanale a été lancée contre le siège du commandement de la gendarmerie à Alger, ne provoquant ni dégâts ni victimes. Ces attentats surviennent au moment où le nouveau pouvoir prépare une modification de la loi sur les partis, dont les islamistes et le FLN, l'ancien parti unique, pourraient faire les frais, selon des sources officielles.

ALGER

de notre envoyé spécial

Un « vrai démocrate » dont « la politique réaliste prend appui sur le génie du peuple algérien » : le plus bel hommage de bienvenue qui ait été rendu à M. Mohamed Boudiaf, depuis son retour d'exil, était inscrite, samedi 18 janvier, sous forme d'éditorial, dans les colonnes d'El Moudjahid, le quotidien officiel du FLN. Dieu sait pourtant si le

président du Haut Comité d'Etat (HCE) nourrit de mauvaises intentions à l'égard de l'ancien parti unique, dont il a juré la perte pour avoir monopolisé l'histoire à son profit, comme d'autres ont accaparé l'islam au leur. Mais le monde politique local, toutes tendances confondues, n'en est plus à un paradoxe près.

Le FLN fait aujourd'hui figure de citadelle assiégée dont les défenseurs sont en train de retourner leurs armes les uns contre les autres. La rencontre entre M. Abdelhamid Mehri, son secrétaire général, et M. Abdelkader Hachani, le président du bureau exécutif provisoire du FIS, n'en finit pas de créer des tensions. Deux instances du bureau politique ont dénoncé ce « comportement irresponsable », jugé tel aussi par les anciens combattants à mort, les anciens combattants, les « fils de martyrs », etc.

M. Mehri a tenté de calmer le jeu en précisant que cette rencontre au sommet avait eu lieu « à la demande du FIS » et « dans des buts en rapport avec l'intérêt supérieur du pays ». Il a toutefois accepté de convoquer le comité central le 25 janvier en session extraordinaire, qui, pour le moins, promet d'être animée.

Du côté du Front des forces socialistes (FFS), l'ambiance n'est guère plus sereine. M. Hocine Alt Ahmed, son secrétaire général, a eu beau expliquer, lui aussi, que sa rencontre avec M. Hachani n'était pas le prélude à « quelque alliance que ce soit » et que tout le tapage fait autour de cet entretien relevait d'une « action de désinformation », il n'a pas, semble-t-il, réussi à convaincre la plus grande partie des militants. Membre fondateur de ce parti démocrate, M. Nait Djoudi a dénoncé « une démarche à contre-courant de notre stratégie » au nom « d'ambitions personnelles ».

Le Haut Comité d'Etat (HCE), qui a décidé de « rester permanent », a mis l'accent, dans un communiqué, sur « la nécessité du maintien de l'ordre et de son renforcement ». Dans la nuit de samedi à dimanche, un soldat venait d'être tué lors d'un contrôle routier à Roumda, près de la capitale, tandis que des cocktails Molotov avaient été jetés contre le siège de la gendarmerie nationale, à proximité du ministère de la Défense. D'autre part, le FIS a fait état de l'arrestation d'une trentaine d'élus du premier tour.

M. Hachani a, quant à lui, appelé dimanche, devant un parterre de journalistes, les députés du FIS « prendre leurs responsabilités pour aider à trouver une solution à la crise politique ». Dans une série de messages lus en public, ces élus ont pris à témoin la « fibre entière du grand peuple qui fait courir à l'Algérie l'ambition dévorante d'une oligarchie que l'histoire a dévouée ».

Pas de multipartisme « débridé »

De son côté, le nouveau pouvoir s'emploie à redéfinir les limites d'un multipartisme jusqu'à présent « débridé », et non contrôlé, selon les termes de M. Abdelhak Belkaid, ministre de la communication. Cette réforme devait passer par la modification, ou la stricte application, de la loi sur les associations politiques, le but de la manœuvre étant de mettre hors jeu notamment les formations constituées « sur la base de la religion ». Le Conseil consultatif national, qui doit prochainement combler le vide législatif, sera-t-il saisi de ce dossier ?

C'est un pouvoir fort — très fort — qui paraît se mettre en place. Un pouvoir qui, selon les propos officiels rapportés lundi par le quotidien le Matin, « ne perdra pas son

temps à faire de la politique et à se justifier face à une opposition ». Un pouvoir soucieux « d'engager concrètement dans les meilleurs délais une relance rapide de l'économie ».

Comment vont cohabiter, au sein de la nouvelle équipe au pouvoir, les militaires, les civils, et M. Boudiaf, « l'homme au passé sans tache », qui entend pas jouer les utilités ? Après le premier tour des élections législatives, celui-ci n'avait-il pas invité l'armée à respecter « le choix des Algériens, en particulier des jeunes », jugé que, ces dernières semaines, « les autorités n'ont pas été à la hauteur », déclarait que M. Sid Ahmed Ghazali, le premier ministre, et M. Mouloud Hamrouche, son prédécesseur, faisaient partie du « même personnel, issu du magma du FLN », ajoutant : « L'un part, l'autre arrive, mais c'est la même mentalité, les mêmes intrigues... ».

La constante référence faite par M. Boudiaf, dans son premier message à la nation, à la « glorieuse Révolution de novembre 1954 » comme son allusion aux « ennemis d'aujourd'hui qui conspirent contre l'indépendance et l'unité » du pays sont-elles à même de mobiliser les énergies ? Pour beaucoup de jeunes, enghés dans les difficultés de la vie quotidienne, ce discours, qui leur rappelle ceux de l'ère Boumediène, semble avoir quelque chose d'un peu « rétrograde ».

Or, que les regards se tournent, l'horizon paraît sombre. A preuve, l'abolition de l'Algérie de la Coupe d'Afrique des nations. L'échec des « verts » a mis dans une rage folle M. Lalla Aslaoui, ministre de la jeunesse et des sports, persuadée que, « dans la conjoncture actuelle, une bonne performance aurait apporté beaucoup au peuple algérien ».

JACQUES DE BARRIN

CONGO : après cinq jours de rébellion larvée

Les militaires ont démis le gouvernement de transition

Le haut commandement des forces armées congolaises a démis, lundi 20 janvier, le gouvernement de transition dirigé par M. André Milongo. Dans un communiqué, lu à la radio par un colonel, l'armée a demandé au Conseil supérieur de la République (CSR, organe législatif provisoire) de désigner un nouveau premier ministre, tout en s'engageant à assurer la sécurité durant la période de « transition démocratique ».

C'est à la suite du refus de M. Milongo de limoger le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Michel Gangou, que les forces armées congolaises ont décidé de démettre le gouvernement. Le premier ministre avait affirmé, dans une déclaration radiodiffusée, dimanche soir, que cette revendication des militaires était « politique », et contraire à l'acte fondamental qui lui donne la possibilité de désigner et de démettre « librement et sans pression » chaque membre du gouvernement.

Ceux qui avaient déclenché la fronde, dès mercredi, étaient les soldats du groupement aéroporté, présentés par le gouvernement comme proches du président Sassou Nguesso qui, en juin 1991, à l'issue de la Conférence nationale, avait perdu l'essentiel de ses prérogatives mais gardé son titre. Pendant quelques heures, ils avaient occupé la radio et encadré le haut commandement, pour protester contre certaines nominations et destinations dans la hiérarchie militaire, annoncées la veille par le gouvernement (le Monde du 18 janvier).

Les mutins avaient rejoint leurs casernes, tandis que Mgr Kombo, président du Conseil supérieur de la

République, appelait au dialogue. Mais le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Michel Gangou, avait affirmé qu'il n'était pas question de discuter avec des « inférieurs » ni de revenir sur des décisions prises de plein droit par le pouvoir exécutif.

Samedi, environ trois cents parachutistes prenaient position dans l'aéroport, afin d'interdire au chef du gouvernement, également ministre de la Défense, de se rendre à l'inauguration d'un gisement, au large de Pointe-Noire, la ville pétrolière du sud du pays. Dimanche soir, M. Milongo satisfaisait la plupart de leurs revendications, à l'exception du limogage du secrétaire d'Etat à la Défense. Des parachutistes ont alors donné l'assaut aux locaux de la télévision, vers minuit.

Qualifiant le gouvernement de M. Milongo d'« incapable et incompetent », le haut commandement, dans son communiqué, « demande au Conseil (CSR) de prendre ses responsabilités constitutionnelles en désignant un nouveau premier ministre ». « Pour préserver les vies humaines, le haut commandement a décidé d'instaurer un couvre-feu allant de 19 heures à 6 heures locales », ajoute le texte, en précisant qu'aucun membre du haut commandement ne fera partie de l'équipe gouvernementale qui sera mise en place, et en réaffirmant la fidélité des forces armées au « processus démocratique ».

L'ambassade américaine à Brazzaville a exprimé son inquiétude dimanche soir, en estimant, dans un communiqué, qu'« une interruption éventuelle du processus démocratique serait une perte pour les Etats-Unis avec désapprobation et considération comme étant contraire aux aspirations du peuple congolais clairement exprimées à travers la Conférence nationale ». — (AFP, Reuters.)

Le rappel en consultation de l'ambassadeur algérien à Paris

Grogne envers la France

ALGER

de notre envoyé spécial

L'ambassadeur d'Algérie en France, M. Saïd Hanaoui, a été « rappelé en consultation » par le gouvernement, a annoncé, samedi 18 janvier, l'agence nationale Algérie Presse Service. C'est « un geste de mauvaise humeur », confirmait-on, dimanche, dans les milieux algériens, qui ont été saisis par les récents commentaires, jugés par eux intempestifs, des dirigeants français.

Le malentendu franco-algérien s'est nourri d'un quiproquo au sujet de la visite à Alger, la semaine dernière, de M. Pierre Laffont, directeur du service Orient au Quai d'Orsay. « Nous avions compris qu'il venait nous voir et nous l'avons reçu avec les égards dus au représentant de M. Roland Dumas, que nous considérons comme un ami », explique-t-on de bonne source. Or, un communiqué du ministère des affaires étrangères a laissé entendre que cet émissaire avait eu aussi des contacts avec l'ensemble des forces politiques locales, y compris le Front islamique du salut (FIS). « Renseignements pris, il n'en a rien été », assure-t-on de bonne source, mais cette présentation erronée des choses rend pour le moins perplexes les dirigeants algériens.

Beaucoup plus graves, vis d'Alger, sont les propos tenus, la semaine dernière à Luxembourg, par M. Mitterrand. Celui-ci avait jugé « pour le moins anormale l'interdiction du vote des démocrates », tout en invitant les dirigeants locaux à « renouer au plus tôt les fils d'une vie démocratique ». Les milieux algériens soulignent que « ce ton condescendant est inacceptable » et

expriment l'espoir que Paris comprendra que « les responsables algériens ont des problèmes concrets à résoudre pour répondre aux besoins de la population ». « Si le processus électoral n'avait pas été arrêté, dit-on dans ces milieux, nous aurions voté droit à la guerre civile. Et mieux vaut s'en prendre aujourd'hui à un parti plutôt que demain à un Parlement. Au reste, il nous semble préférable de souligner, même provisoirement, la population face au spectre d'un Etat islamique, que de songer les élus d'âme de la classe politique française, de M. Giscard d'Estaing à M. Mitterrand ».

De son côté, la presse algérienne a commencé à prendre pour cibles les analystes « alarmistes et paternalistes » des médias français. « Le Maroc n'a pas eu lieu », constatait dimanche le quotidien Horizons, dans un éditorial intitulé « Quand les Gaulois s'inquiètent... ».

Quant au Parti national démocratique (PND), formation qui avait recueilli au premier tour des élections législatives 48 208 voix, soit 0,36 % des suffrages exprimés, il a demandé au Haut Comité d'Etat de réviser, voire de rompre, les relations avec l'Iran (1), le Soudan et la France. Et, plus généralement, avec « tous ceux qui cherchent à nous créer des problèmes ».

J. de B.

M. Fabius : « Le choix entre deux mauvaises solutions »

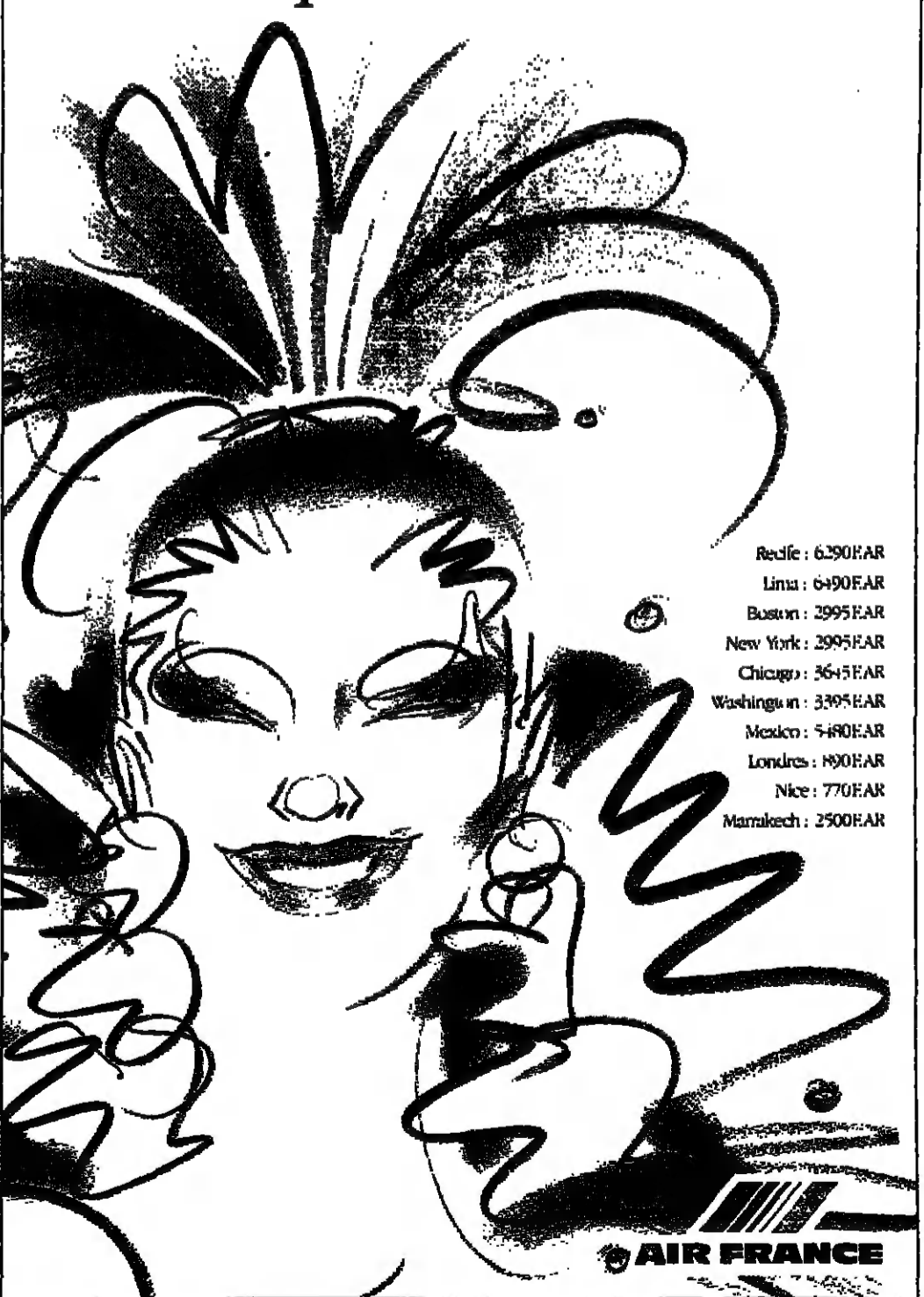
Interrogé, dimanche 19 janvier sur TF 1, sur la situation en Algérie, M. Laurent Fabius a jugé que les Algériens, entre « les risques épouvantables » d'un succès électoral du FIS et « l'autre procédure dangereuse du coup d'Etat », avaient eu « le choix entre deux mauvaises solutions ». « La France », a ajouté le premier secrétaire du PS, doit essayer de soutenir les forces démocratiques et faire en sorte que ce qui n'a pas pu être réalisé, c'est-à-dire le développement économique, qui est la clé de la démocratie, se fasse en Algérie ».

Invité le même jour du « Forum RMC-Express », M. Pierre Joxe, ministre de la Défense, a souhaité que l'on soit « un peu précautionneux quand on veut juger ces pays qui ont acquis leur indépendance si récemment, dans des soubresauts très cruels ». « Je pense, a-t-il

conclu, que les Algériens savent trouver la voie de leur développement, de leur renaissance et de leur propre démocratie ».

M. Raymond Barre a rappelé, enfin, au « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 19 janvier, « que l'intérêt de la France est de ne pas s'immiscer dans les affaires algériennes ». « Nous devons laisser les Algériens régler leurs affaires entre eux », a expliqué l'ancien premier ministre, en formulant le souhait que cela se fasse dans le respect des droits de l'homme, sans effusion de sang, et que demain, dans des circonstances différentes, le cours régulier de la démocratie puisse se poursuivre. Selon M. Barre, « est un affligeant d'immigrants venant à se produire en provenance d'Algérie, nous serions contraints de fermer nos frontières ».

Rio: 6490 F. AR Embarquement immédiat



Recife : 6390FAR
Lima : 6490FAR
Boston : 2995FAR
New York : 2995FAR
Chicago : 3645FAR
Washington : 3395FAR
Mexico : 5480FAR
Londres : 890FAR
Nice : 770FAR
Marrakech : 2500FAR

AIR FRANCE

Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : malgré la campagne orchestrée contre le président irakien

L'administration américaine est divisée sur l'attitude à adopter envers M. Saddam Hussein

WASHINGTON

de notre correspondant

Cela ressemble fort à une campagne orchestrée par certains secteurs du gouvernement américain. Depuis quelque temps, il ne se passe plus de semaine sans qu'un haut responsable de l'administration ne dénonce la menace que représenterait le maintien au pouvoir du président irakien. La presse, distillant quelques « fuites officielles », passe en revue l'appui militaire que les États-Unis et leurs alliés de la coalition anti-irakienne pourraient apporter à une révolte des Kurdes, des chiites, voire d'une partie de l'armée contre M. Saddam Hussein.

Un an après le déclenchement des hostilités qui devaient bouter l'armée irakienne hors du Koweït, les États-Unis paraissent multiplier les « appels du pied » pour susciter une nouvelle rébellion contre le chef de l'État irakien. La semaine dernière, le directeur de la CIA déclarait au Congrès que le patron du Baas représentait toujours une menace majeure. M. Saddam Hussein est en passe de reconstruire son potentiel militaire, affirmait M. Robert Gates, le secrétaire d'État. Il possède toujours « plusieurs centaines » de fusées Scud et pourrait, « dans quelques années », être en mesure de fabriquer des armes nucléaires. Il concluait ce tableau alarmiste en assurant que l'Irak resterait une menace pour la région tant que M. Saddam Hussein serait au pouvoir.



Dans un long article de « une », citant des sources officielles américaines et « alliées », le New York Times annonçait, dimanche 19 janvier, que les États-Unis étudiaient les moyens de venir en aide — assistance logistique et intense appui aérien — à une éventuelle révolte contre Bagdad.

« L'Arabie saoudite pousse l'administration Bush à organiser une large opération clandestine (...) pour fournir des armes et des renseignements aux rebelles kurdes du nord

de l'Irak, aux militants chiites du sud et aux forces d'opposition au sein même du régime », croit savoir le Times, qui précise : « Il s'agirait d'attirer les dernières divisions de la Garde républicaine (unités d'élite, les plus fidèles au régime) hors de Bagdad, où elles assurent la protection de Saddam Hussein, et de les soumettre aux bombardements aériens des alliés ».

Certains estiment que ces appels à la rébellion ne sont pas exempts de préoccupations de politique

intérieure américaine. M. Bush redouterait d'entamer la campagne électorale avec un Saddam Hussein solidement installé au pouvoir à Bagdad, exaspérant ainsi la victoire de l'an passé n'aurait été qu'un demi-succès.

A vrai dire, si l'on en croit les sondages, le maintien ou non de M. Saddam Hussein au pouvoir ne paraît guère figurer parmi les préoccupations des électeurs américains. Qui plus est, l'administration semble divisée sur ce qu'elle peut faire contre le dictateur irakien et sur la menace qu'il représente vraiment. Interrogé sur l'article du New York Times, le secrétaire à la Défense Richard Cheney, jugeait son contenu « exagéré ».

En revanche, M. Cheney s'est catégoriquement opposé à l'analyse de M. Gates. Pour lui, M. Saddam Hussein est aujourd'hui en situation d'extrême faiblesse, trop pauvre pour reconstruire son pouvoir militaire — notamment nucléaire — incapable de contrôler le nord et le sud de son pays et condamné à terme : « Je ne peux pas dire exactement quand, mais il n'échappera pas à un coup d'État », a affirmé M. Cheney. Pour M. Jim Hoagland, le commentateur diplomatique du Washington Post, il est clair qu'il existe une « sérieuse division » au sein de l'administration, notamment entre le Pentagone (plutôt passif) et la CIA (plutôt active), sur ce qu'il convient de faire face à M. Saddam Hussein.

ALAIN FRACHON

SALVADOR : au lendemain de la signature des accords de paix

La guérilla consolide ses positions dans les « territoires libérés »

Un colonel, un de ses aides et un policier ont été tués, à la fin de la semaine dernière, dans des attentats aux allures de règlements de comptes au Salvador. Les chefs rebelles ont indiqué, dimanche 19 janvier, que les opérations de désarmement de la guérilla avaient commencé, mais plusieurs groupes entendent bien « défendre » leurs « conquêtes », comme à Guazapa.

GUAZAPA

de notre envoyé spécial

« Bienvenue dans nos territoires FMLN. » Un grand panneau posé sur deux piquets annonce, au milieu des champs de canna à sucre, l'entrée dans la zone contrôlée par le Front Farabundo Martí de libération nationale, au pied du volcan Guazapa, à une trentaine de kilomètres à peine de la capitale, San-Salvador. La guérilla n'a pas perdu de temps : ses représentants venaient à peine de signer les accords de paix, le 16 janvier à Mexico, qu'elle établissait déjà les limites de « ses » territoires, sans provoquer d'intervention de l'armée, prudemment cantonnée à plusieurs kilomètres de là pour éviter tout accrochage.

« Notre présence sur le Guazapa est une flèche dans le cœur de l'ennemi car nous sommes tout près du centre nerveux de la dictature », le commandant Chano Quevedo, formé politiquement au cours des douze années de guerre civile, s'adresse en ces termes à la centaine de paysans qu'il a réunis pour leur expliquer la portée des accords. « Il ne faut pas nous endormir sur nos conquêtes que nous venons de réaliser, dit-il à l'aide d'un mégaphone. Il va falloir maintenant les défendre. La paix n'est que le début d'une grande lutte pour que le peuple obtienne de meilleures conditions de vie et, surtout, la liberté d'expression ».

La scène se passe à l'ombre d'un tamarin centenaire et de quelques manguiers, près des ruines des maisons bombardées par l'aviation au début des années 80. Des enfants, couverts de cette fine poussière volcanique qui se lève au moindre souffle, courent au milieu des tombes des victimes de la guerre, pendant que leurs parents — civils et guerilleros en treillis — écoutent leurs dirigeants. Un dense, lui aussi en treillis, continue, comme si de rien n'était, d'installer des prothèses à ses patients, qui ont déposé kalachnikov ou lance-roquettes au pied du gigantesque tamarin.

Plusieurs rebelles portent des enfants dans leurs bras ; d'autres sont affaiblis dans des hamacs, épuisés par les festivités organisées pour célébrer les accords. Les pan-

cartes posées sur les maisons illustrent l'état d'esprit des insurgés, au moment où ils s'approprient à déposer les armes en présence des observateurs des Nations unies : « La révolution ne finit pas avec la cesser-le-feu. Elle continue avec la mise en pratique des accords ».

Le dernier combat a eu lieu le 30 décembre sur les flancs de ce volcan, théâtre de très violents affrontements, l'armée considérant la présence de la guérilla si près de la capitale comme une grave menace et un affront permanent. « En pleine période de négociation, les militaires ont lancé en novembre une importante offensive contre nos positions dans l'espoir, sans doute, de nous affaiblir. Ils ont dû se replier une fois de plus », raconte « Martin », un Basque espagnol — « Je ne suis pas membre de l'ETA, je me suis engagé à être personnel », insiste-t-il — qui lutte depuis près de six ans dans les rangs de la Résistance nationale (RN), une des cinq organisations du FMLN.

De nombreux

« internationalistes »

Peau très claire et lunettes d'intellectuel, « Martin » (c'est son nom de guerre) décampe au milieu des quelques 150 rebelles aux traits indiens, qui présentent leurs armes sur un terrain de football. Il y a d'autres « internationalistes » dans le groupe, en particulier des Mexicains qui passent plus inaperçus. « Beaucoup de Latino-Américains et quelques Européens ont participé à cette guerre », souligne « Martin ». Dans une de nos unités, plus de 50 % de nos effectifs étaient étrangers ».

« Santos », vingt-deux ans et près de dix ans dans la guérilla, tout comme le petit « Rafael », équipé à treize ans à peine, d'un fusil américain M-16 presque aussi grand que lui, expriment leurs « doutes » sur la « volonté réelle de l'ennemi de respecter ses engagements ». Tous considèrent les observateurs de l'ONU comme la seule garantie solide face aux « sectes néfastes, à l'intérieur de l'armée et à l'extérieur, qui s'apprêtent à torpiller les accords ».

Les rebelles lâcheront-ils vraiment leurs armes ? Le commandant Walter Funes, membre de l'état-major de la RN sur le front du Guazapa, se veut rassurant : « Nous avons la volonté politique de parvenir à la paix. Nous démantellerons donc nos structures militaires avant le 31 octobre, comme convenu, à condition que l'armée respecte, elle aussi, ses engagements. Si par malheur elle revenait sur la réduction de ses effectifs et sur la dissolution de ses bataillons contre-insurrectionnels, la guerre reprendrait. Et si nous avions déjà remis nos armes, nous serions nous en procurer de nouvelles ».

BERTRAND DE LA GRANGE

CUBA : après la capture d'un commando anticastroïste

Une peine de mort confirmée une autre commuée

Le Conseil d'État — la plus haute instance cubaine, présidée par M. Fidel Castro — a confirmé la peine capitale prononcée contre l'opposant Eduardo Diaz Betancourt, mais a commuée en trente ans de prison celle de M. Daniel Santovenia Fernandez, a annoncé la presse cubaine, dimanche 19 janvier. Selon la version officielle, M. Betancourt était le chef du commando de trois Cubains vivant à Miami, infiltré dans l'île fin décembre avec des armes et des explosifs. La peine du troisième homme, M. Pedro Alvarez Pedrosa, avait été commuée jeudi

dernier par la Cour suprême en treize ans de détention. De nombreux appels à la clémence, dont ceux des gouvernements américain et espagnol et de l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez, ont été adressés à La Havane.

Par ailleurs, un fonctionnaire de la section des intérêts cubains à Washington, M. Alfredo Perez Ojeda, a obtenu, vendredi dernier, l'asile politique aux États-Unis. Il est le premier à avoir effectué une telle démarche depuis l'ouverture, en 1977, de cette section dans l'ambassade de la Suisse. — (AFP, UPI, Reuter.)

ASIE

CORÉE DU SUD : la visite du premier ministre japonais

Les contentieux historique et commercial restent en suspens

La visite en Corée du Sud, du 16 au 18 janvier, du premier ministre japonais a témoigné une nouvelle fois de l'animosité qui sépare deux pays géographiquement et culturellement proches. En ce qui concerne le contentieux hérité de trente-cinq ans de colonisation nipponne (1910-1945), cette visite, placée sous le signe du drame des jeunes femmes déportées pour servir de prostituées à l'armée impériale, n'aura pas permis de tourner une page.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Les regrets exprimés par M. Kiichi Miyazawa ne semblent guère avoir satisfait une opinion coréenne fortement sensibilisée. Il a pourtant employé une formule plus explicite que ses prédécesseurs : « Nous devons nous souvenir de la tragique période au cours de laquelle le Japon a infligé peine et deuil à votre peuple et en éprouver des profonds remords. En tant que premier ministre, je présente mes

excuses au peuple coréen », des excuses qui, selon Tokyo, valent aussi pour la Corée du Nord. Sur la question des compensations aux victimes, M. Miyazawa s'est retranché derrière l'issue du procès entamé par d'anciennes prostituées à l'État japonais.

Il a d'autre part souligné la nécessité de ne pas dissimuler la vérité historique. Question délicate dans le cas du Japon, dont les manuels scolaires évacuent allégrement des pans peu glorieux de l'histoire nationale. M. Miyazawa a déclaré qu'il fallait apprendre aux jeunes Japonais à « voir nos fautes comme des fautes ». « Il serait mauvais de cacher des faits lorsqu'ils ont été établis », devait-il préciser, interrogé par des journalistes sur la question de la mention du cas des prostituées coréennes dans les manuels.

Le premier ministre a d'autre part appelé à une nouvelle coopération régionale, insistant sur le rôle moteur des deux économies dans l'ensemble formé par le continent chinois et l'Asie du Sud-Est. Les problèmes économiques, second volet de sa visite, n'ont pas donné lieu aux développements attendus par les Coréens, qui ont

enregistré en 1991 un déficit commercial avec le Japon de 8 milliards de dollars (sur un total de 10), deux fois plus qu'en 1990.

Contrairement aux autres capitales d'Asie, il n'y a pratiquement pas à Séoul de publicité pour les produits japonais, pas de voitures ni de journaux nippons. Quelles que soient leurs divergences, les Coréens s'entendent sur leur antagonisme à l'égard du Japon. Son influence comme modèle de culture de masse ne s'en fait pas moins sentir.

Le profil bas des Japonais en Corée n'est que superficiel. Bien qu'en matière d'investissements ils ne soient plus les premiers, les technologies, les équipements sophistiqués ou les pièces détachées essentielles à certaines productions (automobile ou électronique) sont d'origine japonaise.

Cette pénétration en profondeur explique la dépendance de l'économie coréenne à l'égard du Japon. Talonnée par les pays à faible coût de main-d'œuvre qui lui ravissent ses marchés traditionnels (textile, chaussures), la Corée du Sud recherche une technologie lui permettant de fabriquer des produits à plus forte valeur ajoutée. Le bond dans les importations japonaises est essentiellement dû à des achats massifs d'équipements.

M. Miyazawa a proposé la création d'une commission chargée d'étudier la possibilité de corriger ce déséquilibre des échanges, mais il ne s'est pas engagé à créer une fondation nippo-coréenne pour la recherche destinée à favoriser les transferts de technologie. Aucune concession n'a non plus été faite sur la levée des taxes frappant l'entrée dans l'archipel de produits coréens.

PHILIPPE PONS

LE DROIT de la POLICE

André DECOG
Professeur à l'Université
Paris-III Sorbonne-Nouvelle
Doyen honoraire de la Faculté
de l'Université de droit
Jean-Michel (Lyon III)

Jean MONTREUIL
Commissaire divisionnaire honoraire
de la Police nationale
Ancien sous-directeur
de l'École nationale supérieure
de la police

Jacques BUISSON
Docteur d'État en droit
Directeur de l'École nationale
supérieure de la police
Chargé d'enseignement
à l'Université de Lyon III

624 pages

350 F (franco : 375 F)

En vente chez

votre libraire

ou

itec

26, rue Soufflot 75005 Paris

27, place Dauphine 75001 Paris

158, rue Saint-Jacques

75005 Paris.

LE DROIT de la POLICE

MONTREUIL, BUISSON, DECOG

BAC 92

Stages de révision pour baccalauréats A, B, C, D et français de Première.

Concours des écoles de commerce «bac+2».

Stage Intensif en Février

prépasup

ESSEMBLEMENT SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

23, rue Courbet 75014 Paris - Tél: (1) 45.81.01.66

Plus vite, moins cher !

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

Le choc des prix sur 1000 voitures en stock.

NEUBAUER vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.89.55.91
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, rue de Chateaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

صكنا من الأصل

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Vague xénophobe sur l'Europe

Le « mal de vivre » d'une partie de la jeunesse se manifeste par un rejet de l'autre dont cherchent à profiter les partis d'extrême droite, même si son expression n'est pas toujours politique

DANS certains bistrot de Flandre, la musique est parfois allemande. Ils résonnent des airs d'autrefois, grosses caisses et bruits de bottes. Les clients y fredonnent les refrains du temps jadis, quand les chorales casquées du III^e Reich venaient tendre le bras jusque sur les dunes d'Ostende. Il est ainsi une minuscule taverne auvernoise, L'Odal, où les chansons à boire sont les rengaines de la Wehrmacht. Le patron, un Finlandais d'une soixantaine d'années, les diffuse jusqu'à plus soif.

Des photos de Rudolf Hess ornent les murs. Dans l'arrière-salle, des polos bardés de croix en tout genre se négocient à bon prix. Sur une table, de « salines » lectures, comme le *Figaro*, une publication suisse qui conte l'histoire d'un enfant aux cheveux bruns : « Déjà, tout petit, Youpin volait les jouets de ses jeunes camarades. Parce que c'était un juif ! »

Un tel tableau provoquerait le simple dégoût si les clients n'étaient que d'anciens combattants aigris, rescapés flamands de l'armée hitlérienne. Or, en Flandre, les jeunes sont de plus en plus nombreux à s'inventer, eux aussi, un « pays » débarrassé des « Noirs », des « Arabes » et de bien d'autres encore. A Anvers où le Vlaams Blok, un parti nationaliste qui réclame l'indépendance de la Flandre et le départ des immigrés, a obtenu 20,5 % des voix lors des dernières élections législatives, ils s'affichent volontiers.

Ce n'est pas un cas unique en Europe. Au-delà des marginaux impliqués dans des actes de violence (les skinheads en Allemagne), la xénophobie trouve dans la plupart des pays de nouveaux adeptes chez les jeunes. Sans être tous nazis ni même électeurs des partis extrémistes, ils sont séduits par le discours méiste.

Les succès du Vlaams Blok sont trop récents pour qu'une étude approfondie de l'électorat puisse être entreprise mais, selon une enquête menée par des chercheurs auprès de neuf cents garçons et filles âgés de seize à dix-huit ans et originaires de Flandre, 18 % d'entre eux approuveraient l'attitude de ce parti. Ce taux est bien supérieur à son score électoral sur le territoire flamand (10 %). « 25 % d'entre eux adhèrent ou moins de trente-cinq

ans », se réjouit M. Filip Dewinter, le jeune secrétaire général du « Blok ».

En Autriche, un pays confronté à une percée électorale de la droite populiste, un sondage mené en 1988 auprès de 1 025 adolescents âgés de quatorze ans de la région viennoise révélait que 20 % d'entre eux se sentaient proches de l'extrême droite. 58 % se disaient favorables à l'arrivée au pouvoir d'un « homme fort pour faire de l'ordre ». La France n'échappe pas à la règle. Selon une récente étude de l'Institut BVA à propos des intentions de vote lors d'éventuelles élections législatives, le Front national devance tous les autres partis chez les dix-huit-trente-quatre ans (1).

Pas de ralliement en masse

Ces chiffres sont à manier avec prudence, mais, à l'évidence, le terrain de chasse de la xénophobie déborde désormais celui des cas-seurs au crâne rasé et des étudiants « provoc ». Tous les nouveaux venus ne sont pas d'authentiques néofascistes. Nombre d'entre eux ne sont même pas d'extrême droite au sens politique du terme. Mais ils partagent certaines idées des mouvements nationalistes. C'est ce que Wilhelm Heitmeyer, professeur à l'université de Bielefeld, appelle un phénomène de « xénophobie démocratique ». La jeunesse ne rallie pas en masse les mouvements d'extrême droite (hormis quelques exceptions locales, ces partis ne parviennent pas à imposer durablement sur la scène politique) mais elle approuve parfois tout ou partie du discours hostile aux étrangers.

Bien plus qu'un projet de société reposant sur un quelconque « ordre nouveau », le rejet de l'autre est le principal point commun. Pakistans en Grande-Bretagne, Turcs en Allemagne, Polonais en Autriche, l'étranger focalise les haines. Du chômage à l'insécurité, il est accusé de tous les maux.

Le profil social de ces jeunes est très flou. Tous les milieux sont touchés. Mais le phénomène semble surtout sensible chez les « petits Blancs » des grandes villes, issus des milieux ouvriers ou de la classe moyenne. Comme le résume un Anglais de vingt-trois ans, originaire de Londres et des idées et courrier de profession, ce sont



« les gens qui vivent le problème chaque jour, dans le métro, dans leur banlieue, qui sont confrontés au phénomène des bandes d'immigrés, aux émeutes raciales... ». En France ou en Belgique, les descendants des « premiers immigrés » (Italiens, Espagnols, Polonais...) sont légion, prêts à oublier qu'en leur temps leurs grands-parents furent parfois victimes du racisme des « indigènes ».

La sinistrose des « petits Blancs »

Toute une frange de la jeunesse européenne, minoritaire mais importante, paraît gagnée par un malaise dont les causes demeurent imprécises. Il se nourrit des problèmes sociaux et politiques propres à chaque pays mais aussi de l'effritement des structures traditionnelles d'encadrement (famille, école) ou des incertitudes européennes. Avec les changements intervenus à l'Est, l'Europe ne rassure pas; elle inquiète. Et entraîne, dans un réflexe d'autodéfense, un repli sur un territoire et des idées « fortes ». « Je ne veux pas que, dans

vingt ans, mes gosses puissent dire : « Papa n'a rien fait », estime Filip, un Belge de vingt-sept ans, employé de bureau et sympathisant du « Blok ».

Cette sinistrose des « petits Blancs », qui touche les plus modestes, sans attaches politiques profondes, fait le jeu des authentiques partisans d'un ordre nouveau. Leur rôle s'avère primordial dans l'évolution des mentalités. Là encore, les plus jeunes font souvent office de francs-tireurs. C'est ainsi que tous les meneurs néonazis sont loin d'être des vétérans. Une nouvelle génération émerge. L'Autrichien Gottfried Kuessel, considéré comme le « petit Führer » des nazis d'Autriche et d'Allemagne, n'a que trente-trois ans. Quant au Suédois Klas Lund, chef de file du Vitt Ariskt Motstånd (Résistance aryenne blanche), le plus virulent des cent groupuscules extrémistes répertoriés en Suède, il est âgé de vingt-trois ans.

Ces activistes demeurent marginaux mais, comme le note un policier français, ils « occupent le terrain » et « permettent, par leur violence, de légitimer des partis plus

« raisonnables » tels que le Front national, qui a beau jeu de dire : « Regardez, les vrais fascistes ce sont eux ! ». Ils influencent aussi d'autres jeunes, fascinés par ce militantisme musclé. Ainsi, quand les skinheads allemands attaquent des foyers turcs ou parades dans les rues de Dresde, ils contribuent à entretenir un climat de violence mais aussi à banaliser le nazisme. Leurs homologues espagnols agressent les travestis ou les Maghrébins à Barcelone. Quand, à Milan, des milliers de supporters de football hurlent leur haine des Napolitains, ils se font bateleurs des Ligues, mouvements populistes qui flirtent parfois avec le racisme.

En France, la police estime à quatre mille le nombre des activistes d'extrême droite (hors Front national) âgés de moins de trente ans. Les effectifs n'ont pas connu une augmentation particulière ces derniers mois et varient en fonction des innombrables crises qui agitent traditionnellement la galaxie des groupuscules. Bien que très divisés, ils ont rarement été aussi actifs. Contrairement à l'Allemagne ou à l'Autriche, la priorité ne semble pas

donnée à l'action violente mais plutôt à une infiltration discrète. Emboitant le pas au Front national, ils s'achètent une conduite, du moins publiquement.

Cette stratégie s'avère efficace. En France comme dans d'autres pays, les jeunes nationalistes réussissent à ériger leurs idées en valeurs de référence auprès de certains jeunes. Dans les quartiers populaires de Londres, s'afficher membre du British National Party représente une manière d'exister. A Vienne, « exterminer les juifs » sur l'écran d'un jeu vidéo est un passe-temps prisé. En banlieue parisienne, verbe à la mode, les slogans racistes font figure d'acte de résistance aux bandes de zoulous. Partout, les langues se délient. Le sujet du racisme n'est plus tabou. Aux Pays-Bas, pourtant réputés pour leur tolérance, les blagues anti-immigrés sont à la mode, et le voisin belge du Vlaams Blok pourrait faire école.

Dans le sillage de Jean-Marie Le Pen

Même si l'existence d'une « Internationale brune » orchestrée par un commandement unique tient surtout du fantasme, la xénophobie ignore donc les frontières et bénéficie d'un effet boule de neige, dans le sillage d'un Jean-Marie Le Pen promu vedette internationale. Malgré l'activité des mouvements antiracistes au sein de la jeunesse, les partis d'extrême droite disposent encore d'une importante réserve. Tous leurs électeurs potentiels ne se sont pas manifestés.

« Nous ne sommes pas encore dans la situation des années 30, loin de là », assure M. Hans De Witte, chercheur à l'Institut du travail de l'université de Louvain (Belgique), mais il ajoute aussitôt : « Les jeunes les plus modérés, qui ne sont pas forcément d'extrême droite, attendent des réponses rapides à leurs angoisses. Ils ont lancé un appel, mais les partis démocrates ne pourront les satisfaire rapidement. Aussi risquent-ils de se tourner de nouveau vers les autres... »

PHILIPPE BROUSSARD
(avec les correspondants du Monde)

(1) Enquête nationale menée auprès de 3 632 personnes majeures du 4 au 7 novembre et du 13 au 20 novembre 1991.

Rock national-socialiste à Newcastle

NEWCASTLE

de notre envoyé spécial

Soir de haine à Newcastle. Au Broadway Ballroom, salle misérablement des faubourgs populaires, les sauteurs de la race blanche sont à l'affiche. Perdus entre les terrasses vagues et les pavillons de banlieue, le vieux music-hall accueille en ses murs décrépis deux groupes skinhead. L'un, No Remorse, se targue de jouer du rock « national-socialiste ». L'autre, Skullhead, plus modéré, se revendique « nationaliste britannique ». Tous deux attirent les mêmes « fans » : des jeunes au crâne rasé, adeptes du salut hitlérien. En cette soirée d'hiver, ils sont venus près de deux cents, certains à bord d'estafettes brinquebalantes, rescapés de bien des virées nocturnes. Tous sont prêts à entonner avec No Remorse (« Sans remords »), la « prière des combattants blancs » : « Live-toi, courageux combattant, ne te laisses pas dominer par l'envahisseur étranger ! »

Quelques minutes plus tôt, en ville, le blouson noir (le « bomber ») était de rigueur. Mais au Broadway, une fois franchi le barrage des « videurs » qui filtrent les spectateurs dignes de confiance, la discrétion n'est plus de mise. Un grand échafaud se drape dans un étendard nazi. Un autre exhibe un tatouage « J'enc... le pape et l'IRA ! ». Plus loin, deux filles font la queue pour la « cause ». Elles débambulent, tire-fires en mains, telles des marmes de l'Armée du salut. Tous les donateurs ne correspondent pas à la caricature du « tordu », marginal, alcoolique et violent. Loin de là. Certains risent d'amabilité avec le Français

de passage, discutent sagement ou se plongent dans la lecture du *British Nationalist* (sous-titre : « Pour le race et la nation »), l'organe du British National Party. Jean-Marie Le Pen y est qualifié de « leader courageux ».

En attendant le début du concert, la sono diffuse les « œuvres » de Serevdriver, le groupe fétiche des skinheads néo-nazis. Le chanteur, Ian Stewart, créateur du journal *Blood and Honour* (« Sang et honneur »), avait promis de rallier Newcastle, mais il ne viendra pas. Bien qu'étroitement surveillé par la police, il reste l'incontestable dirigeant de l'Internationale des crânes rasés, le seul, en tout cas, capable d'imposer le respect à tous ces jeunes dont le militantisme débridé s'apparente parfois à de l'anarchisme d'extrême droite. En son absence, ils se contenteront de Paul Burnley, chanteur de No Remorse.

Il est là, sur la gauche du balcon, qui profite de l'occasion pour vendre des disques. Des croix en tous genres (celtiques, gammées, afrikaner) et des vidéos (concerts, mariage aryen) figurent aussi à son catalogue de vente par correspondance. Devant un tribunal, des psychologues estimeraient sans doute que ce Londonien de vingt-trois ans, chauffeur-livreur de profession, est « intelligent et cynique ». Skinhead depuis l'âge de douze ans, élevé dans une famille ouvrière dont il ne veut plus entendre parler, il assure avoir « toujours eu des problèmes avec les Noirs ». « Je n'excuse pas les Allemands qui attaquent les foyers d'immigrés, mais que faire d'autre ? dit-il. Ils ne peuvent s'en prendre aux vrais coupables, les politi-

ciens, bien protégés. Alors, ils agressent les gens qui sont à leur portée. » Plus tard, devant une salle subjuguée, il parlera des « juifs qui contrôlent l'Allemagne » ou de « la télévision qui offre l'odieux spectacle du mélange des races ». Puis il dédicace une chanson à l'un de ses amis, emprisonné pour avoir agressé un bronzé. « Moi, je trouve

la police et aux mouvements antiracistes. Les spectateurs, eux, suivent le jeu de piste sans rechigner. Le bouche-à-oreille fonctionne à merveille, y compris d'un pays à l'autre, car les contacts internationaux ne cessent de s'intensifier. Ils sont souvent facilités par les skinheads expatriés, mais plus encore par les fanzines, ces petits journaux de fabrication arti-

ment skinhead n'était pas d'extrême droite (1).

La police estime à 2 500 le nombre de skinheads nazis en France (certains militent dans les groupuscules de l'ultra-droite), soit à peu près autant qu'en Espagne ou en Italie. En Grande-Bretagne, ils seraient quelques centaines de plus, de même qu'en Allemagne, où l'ex-RDA fournit les bataillons les plus actifs. Aux États-Unis, ils seraient environ 5 000, souvent organisés en gangs très violents, proches des organisations nazies et du Ku Klux Klan. Contrairement aux apparences, les skinheads sont beaucoup moins nombreux (notamment en Grande-Bretagne) qu'au début des années 80. Le mouvement, en se radicalisant, a vu ses troupes s'étioler et se séparer en clans rivaux (racistes, antiracistes, apolitiques).

Ceux qui s'affichent nazis constituent les francs-tireurs rêvés pour les groupuscules activistes. Entre deux séances d'entraînement aux sports de combat (« Pour le jour où... », assure un Français), ils raffolent des disques en provenance du Royaume-Uni. Boycottés par les producteurs et les distributeurs britanniques, les groupes anglais se tournent vers l'étranger. Deux labels se disputent le marché. L'un est allemand, Rock O Rama. L'autre est français, Rebelles européens, dirigé par un Breton, Gaël Bodilis. Les meilleures ventes ne dépassent pas quelques milliers d'exemplaires – surtout par correspondance – mais les amateurs sont de plus en plus nombreux.

Le caractère confidentiel de ce commerce vaut à Bodilis une déconcertante impunité, y compris auprès des sociétés les plus réputées. Les pochettes de disques



Pochette de disque du groupe No Remorse.

qu'on devrait lui décerner une médaille, lancera-t-il à ses fans, ravi de pouvoir gratifier l'idole tout de noir vêtue d'une série de « Sieg Heil ».

En Angleterre, comme dans la plupart des autres pays, de tels concerts sont rares. En fonction des séjours en prison, nul ne sait jamais vraiment quels seront les « artistes » présents. Surtout, que que soirée réclame autant de ruse que de patience afin d'échapper à

sansale vendus par correspondance ou sous le manteau. De la Hongrie à la Suisse, chaque pays dispose de ces « magazines » où l'on trouve critiques de disques et interviews de groupes. Bien que les propos ouvertement racistes soient rares, car passibles de poursuites judiciaires, les dessins viking et les sigles allemands font office d'illustrations. Les nombreux lecteurs sont prêts à oublier qu'à l'origine le mouve-

ment skinhead n'était pas d'extrême droite (1).

de No Remorse tels que « Time Will Tell » (« Le temps prouvera », sous-entendu : « qu'Adolf Hitler avait raison... ») ont été imprimées par l'un des principaux fabricants français, la société Glory. Ces pochettes ne laissent pourtant planer aucun doute (salut hitlériens, portraits du Führer, croix gammées...) sur la nature des chansons.

Ce soir, à Newcastle, un homme d'une soixantaine d'années, blouson noir et lunettes noires, a, lui aussi, acheté un disque de Public Enemy, fabriqué en France et frappé d'une grosse croix gammée. Tous les jeunes connaissent ce grand-père à la canne de bois. Il revendique un passé de parachutiste de la Wehrmacht exilé en Grande-Bretagne. Les skinheads l'admirent. Et quand l'un d'eux, muni d'un petit appareil de photo, lui demande de bomber la torse et de lever le bras, il ne se fait guère prier. Le Reich des crânes rasés, égaré entre nostalgie et décadence, se contente, pour l'instant, d'un Führer de banlieue et des vociférations du rock « national-socialiste ».

Ph. Br.

(1) Né à Londres à la fin des années 60, le phénomène a connu une « seconde jeunesse » au tournant des années 80. Il a alors gagné la plupart des pays européens, mais aussi l'Australie et les États-Unis. De nombreux skinheads, amateurs de reggae (musique noire) et de son aucteur, le « rock steady », refusent toute appartenance politique. Ils aiment aux crânes rasés mais le droit de s'appeler « skinheads ». Un seul livre retracé, avec exactitude et sans les habituels clichés, l'histoire de ce mouvement : *Spirit of 66*, de *Skinhead Bible*, de George Marshall, ST Publishing, Dunoon, Argyll, Royaume-Uni.

ESPACE EUROPEEN

VAGUE XÉNOPHOBIE EN EUROPE

Remplir le vide idéologique

Dans l'ancienne RDA, les frustrations liées aux difficultés de la réunification font le lit des extrémistes

BERLIN

de notre correspondant

HOYERSWERDA, cette petite ville-ghetto de l'ex-RDA dont il faut faire évacuer les foyers d'immigrés sous la pression de la rue et de bandes néonazies, avait brusquement attiré l'attention à l'automne dernier sur l'extrême droite en Allemagne de l'Est. Le retour des pogroms allait-il devenir le premier symbole de cette Allemagne réunifiée à la recherche d'elle-même, qui était son premier anniversaire ? La société allemande était sous le choc.

Hoyerswerda fit école à l'ouest aussi. Pendant plusieurs semaines, tous les skins s'y adonnèrent à la chasse aux immigrés. Le premier mort était relevé en Sarre, dans l'incendie d'un foyer de demandeurs d'asile. Comme si brutalement la frustration d'une partie de la jeunesse de l'ouest face à la société postindustrielle, qui se manifestait depuis longtemps dans les stades, plus occasionnellement dans la rue contre le « Turc », avait trouvé un exutoire.

La réaction tardive, mais massive, de la société politique ouest-allemande a calmé le jeu. Les attentats sont devenus plus rares. Rien à voir en tout cas avec la violence au quotidien qui continue, dans des proportions inquiétantes,

dans les villes petites et moyennes aussi bien que dans les cités-dortoirs de l'ex-RDA.

Les raisons de cette violence, de cette haine de l'étranger y sont très différentes de l'Ouest. Wolfgang Kühnel, chercheur à l'université Humboldt de Berlin-Est, souligne qu'elles ne correspondent pas à une idéologie d'extrême droite bien précise mais sont la résultante du traumatisme subi par la société est-allemande avec la chute du régime communiste et la réunification. Les gens n'ont plus de repères, souffrent d'un décalage entre leurs attentes après l'avènement de la démocratie et les résultats qui tardent. « Quand l'impression domine qu'on ne peut avoir aucun contrôle sur le développement de sa propre existence, la violence devient plus attirante », note le professeur Wilhelm Heitmeyer, de l'université de Bielefeld.

A l'est
un terreau favorable ?

Cette poussée de sentiments nationalistes et violents n'a pas jusqu'à présent trouvé de traduction au niveau électoral. Curieusement, les sondages qui ont été faits sur l'antisémitisme et la xénophobie laissent même apparaître la société est-allemande plus ouverte que celle de l'Ouest. L'inquiétude vient surtout de la vulnérabilité d'une jeunesse livrée à elle-même, sans travail, dont les maîtres à



Le mouvement de la jeunesse en Allemagne de l'Est. Les jeunes se rassemblent dans une rue de Berlin-Est.

Le mouvement de la jeunesse en Allemagne de l'Est. Les jeunes se rassemblent dans une rue de Berlin-Est.

Le mouvement de la jeunesse en Allemagne de l'Est. Les jeunes se rassemblent dans une rue de Berlin-Est.

Le mouvement de la jeunesse en Allemagne de l'Est. Les jeunes se rassemblent dans une rue de Berlin-Est.

Le mouvement de la jeunesse en Allemagne de l'Est. Les jeunes se rassemblent dans une rue de Berlin-Est.

que les remèdes passent à long terme par le rétablissement d'un certain ordre économique et social, qu'une détérioration continue de la situation de l'emploi à l'est ne ferait qu'aggraver les tensions. On a cependant pris conscience que, en attendant, il fallait prendre des mesures pour éviter les dérapages. La désorganisation totale de la justice et de la police a considérablement favorisé ces derniers mois les extrémistes.

Les nouveaux Lander essaient de réagir. Le gouvernement de Brandebourg a décidé de renforcer la cellule du Verfassungsschutz, l'équivalent des renseignements généraux français. Leur nouveau chef, le social-démocrate Wolfgang Pfaff, un vétéran de la lutte contre le terrorisme de la Fraction armée rouge, entend se consacrer désormais en priorité à la lutte contre l'extrême droite. Il estimait récemment que après une première période d'activisme plutôt spontané, on commençait à voir se dessiner une phase plus dangereuse. « Nous savons, disait-il, que des idéologues et pêcheurs en eaux troubles de l'Ouest effectuent régulièrement des voyages pour organiser le potentiel de droite et pouvoir l'utiliser plus tard pour leurs objectifs politiques. »

H. de B.

« La violence des jeunes Allemands n'est pas spécifique »

nous déclare Wilhelm Heitmeyer, professeur à l'université de Bielefeld

« Où en est la situation deux mois après la vague de violence xénophobe qui a secoué l'Allemagne ? »

— Les attaques, les actes de violence contre les étrangers ont diminué en nombre. Mais le problème demeure. Rien n'a été fait sur le plan politique. On a eu une campagne médiatique pour condamner les préjugés, des manifestations, mais il n'y a pas eu de véritable débat sur l'extrémisme de droite.

— Le phénomène de la violence chez les jeunes n'est pas nouveau en Europe. Est-il plus idéologisé ?

— Il faut différencier. Dans la mouvance d'extrême droite, il y a des groupes organisés qui se forment en partis, comme les républicains ou les groupes néonazis. Ensuite, il y a des bandes qui s'organisent de manière plus spontanée, comme les skins, et troisièmement il y a les jeunes qui n'appartiennent à rien mais qui ont de la sympathie pour certaines positions, notamment pour le rejet des étrangers. Le nombre des militants dans les groupes organisés n'a pas changé, mais ils sont devenus plus actifs. Il leur devient possible de dire que, puisque les politiciens ne font rien, il leur faut bien passer à l'acte pour chasser les étrangers.

— Est-ce que les skins ont une vraie idéologie ?

— Il y a deux manières de rejoindre l'extrême droite : la voie classique consiste à se sentir proche de positions

idéologiques comme la théorie de l'inégalité et à estimer que la violence est le moyen d'imposer ses vues. Mais il y a aussi les jeunes pour lesquels la violence est un moyen de faire la preuve de leur force, et qui ont besoin ensuite de la légitimer idéologiquement. C'est le cas des skins. La société ne réagit pas de manière très adroite. On colle aussitôt à ces jeunes l'étiquette de néonazis. Ils l'adoptent d'autant plus facilement qu'elle devient une sorte de signe d'élite. Ils remarquent qu'ils y gagnent en poids et que les autres ont peur. La société devrait faire attention à ce cercle vicieux, elle agit par rejet et ce rejet soude encore plus les groupes entre eux.

« Une forme modernisée du nationalisme »

— Quelle importance a ce phénomène chez les jeunes en Allemagne de l'Ouest ?

— On ne peut pas dire que les jeunes en Allemagne de l'Ouest s'adonnent à la violence de manière particulière, quand on compare à d'autres pays. Mais ce n'est pas une consolation. Le phénomène est lié à des processus sociaux. Partout où le tissu social, l'ancrage dans la société se relâchent, on perd le besoin de prendre en compte les conséquences de ses propres actes pour les autres. L'égoïsme, le désintérêt pour l'autre et le développement de formes violentes de relations sociales sont très étroitement liés. Le phénomène du néonazisme n'est qu'une des

pointes de l'iceberg.

— Y a-t-il une relation avec un nouveau nationalisme ?

— Il y a certainement des signes de nationalisme. Mais on a affaire aujourd'hui à un nationalisme matérialiste plutôt qu'à un nationalisme populiste. C'est en quelque sorte une forme modernisée du nationalisme. Il ne s'agit plus de l'Etat national enfoncé dans ses frontières. Simplement parce qu'à l'époque de l'industrialisation des marchés, cela n'aurait plus beaucoup de sens. Le nationalisme populiste est défendu par les groupes néonazis, ce qui fait qu'ils n'ont à l'Ouest pas beaucoup de chances sur le plan électoral, y compris parmi les jeunes. Il est plus intéressant d'observer l'apparition d'un phénomène de xénophobie démocrate. Les gens ne veulent pas un autre système, mais à l'intérieur de ce système on rejette l'étranger. C'est en cela que je parle de nationalisme matérialiste. D'autres parleraient d'un nationalisme d'autodéfense.

— Comment la société réagit-elle à cet extrémisme ?

— Nous devons compter maintenant à tout moment avec une nouvelle éruption de violence. C'est une nouvelle évolution qui ne vaut pas que pour l'Allemagne. La violence ne se laisse plus prévoir. Elle est devenue éruptive. Face à cela, la politique n'a aucune réponse. Ce phénomène éruptif exige des temps de réaction tous

jours plus courts. La campagne médiatique contre la dernière flambée de violence a commencé quand la vague était déjà passée. La prochaine fois, quand cela sera plus dur encore, il n'y aura plus de campagne. La politique réagira au mieux en renforçant l'appareil répressif.

— Est-ce qu'il y a une spécificité allemande dans ce qui se passe en RFA ?

— On doit se garder d'interpréter ce qui se passe chez les jeunes en Allemagne de l'Ouest comme s'inscrivant en ligne directe avec le national-socialisme. Les enquêtes faites aujourd'hui sur la jeunesse — j'exclus là les petits groupes néonazis — reflètent en règle générale une distance claire par rapport au système national-socialiste, en particulier une distance tout à fait nette vis-à-vis de l'Holocauste. Mais on trouve en même temps une xénophobie assez rigide sans que l'un et l'autre soient perçus comme contradictoires. Le rejet des étrangers, l'acceptation de la violence se développent dans un contexte qui est le même pour les jeunes dans d'autres pays.

« Une attitude spontanée »

— Vous dites que les jeunes se laissent facilement organiser ?

— La distance par rapport aux institutions est particulièrement marquée chez les jeunes. Cela donne l'espoir qu'ils ne se laisseront pas emmener si facilement

par les formations d'extrême droite. Mais qu'ils préfèrent rester dans cette zone floue, dans une attitude plus spontanée. On se maltraitait en tout cas à l'écart des institutions, des partis. Les associations de jeunesse perdent leurs membres, vieillissent, n'ont pas de relève.

— Il y a eu la génération de 68, celle des Verts, y a-t-il une nouvelle vague marquée à droite ?

— Ce serait complètement faux de dire que les jeunes se rallient massivement à l'extrême droite. Il n'y a aucune raison de le penser. Mais il y a effectivement cette sorte de xénophobie à l'intérieur du système démocratique. Les deux se mêlent, l'acceptation du système dans lequel l'Allemagne de l'Ouest s'est développée, et en même temps le rejet des étrangers. C'est lié au processus d'isolement, de dissolution du tissu social. Quand je ne sais plus à quel appartenance, si au cercle familial, ni au clan, ni à un quelconque milieu, alors il peut arriver que la seule chose qui reste, c'est d'appartenir au groupe allemand, d'affirmer son identité d'Allemand.

Propos recueillis par HENRI DE BRESSON

Le professeur Wilhelm Heitmeyer, quarante-six ans, enseigne au département de pédagogie de l'université de Bielefeld, en Rhénanie du Nord-Westphalie. Il est l'auteur de plusieurs publications sur les jeunes et sur l'extrême droite.

L'ANGLAIS A OXFORD

OXFORD ENGLISH

122 rue Lescaurte
75015 Paris
Tél: (1) 42 50 00 70
Ligne 1118

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants

- Une pédagogie adaptée à chacun
- Des professeurs britanniques
- Un enseignement dans nos propres écoles
- Des stages à toute époque de l'année et pour tous
- Hébergement en familles sélectionnées
- Voyages accompagnés

LE MONDE diplomatique

Janvier 1992

Jérusalem :

VILLE SAINTE, VILLE FORTERESSE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

REVUE DE PRESSE

La reconnaissance et après ?

« La paix en Yougoslavie ne sera pas garantie par la diplomatie cénosée de la CEE. La reconnaissance, après des heures de confusion », de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie par la Communauté européenne, inspire au Guardian un sévère commentaire sur la politique étrangère européenne. « La décision de la CEE était supposée dépendre du rapport de M. Badinter, mais la plupart des Etats membres s'étaient forgés une opinion avant de l'avoir vu », relève le Journal londonien.

L'Allemagne, qui a reconnu les deux Républiques avant la date prévue du 15 janvier, est montrée du doigt par la presse européenne. « La décision communautaire est sans doute le résultat de la pression de l'Allemagne », écrit le quotidien espagnol El País. Pour le Financial Times, il ne fait pas de doute que la reconnaissance est le fruit de la « diplomatie unilatérale » de Bonn. The Guardian parle d'un « ultimatum allemand ». En revanche, Die Welt se réjouit que « le danger d'une politique d'ouverture de la CEE différenciée à nos portes ait pu être évité ». Le Journal allemand estime que « la décision commune de la CEE signifie un renforcement de son unité », mais note que, avant la solution du conflit, il reste encore « beaucoup d'espace pour des actions communes ».

Pourtant que d'insister sur les divisions à peine masquées de la Communauté, la plupart des quotidiens préfèrent lui donner des conseils pour l'avenir. Afin d'éviter que la guerre ne s'étende à la République de Bosnie-Herzégovine, le Financial Times, sous le titre « Prochains pas en Yougoslavie », suggère une attitude plus ferme. « La CEE doit faire comprendre à tous ceux qui sont impliqués que la sécurité de cette République est la condition d'une poursuite de la coopération avec la Serbie et la Croatie. » La principale question à laquelle la CEE doit faire face, écrit le Financial Times, est de savoir « dans quelle mesure les Etats de la Communauté veulent user du bâton autant que de la carotte ». Le « FT » pense que « la CEE doit proposer et aider à financer la délimitation » de la Bosnie-Herzégovine. Soulignant « le besoin d'une patiente et cohérente action collective », ce journal conclut que « pour la CEE, la Yougoslavie continue de représenter un insupportable défi à long terme ».

Pour éviter le bain de sang, « la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie par la Communauté européenne arrive plus tard qu'elle aurait dû, mais elle est tout de même bienvenue », écrit The Independent. Afin de garder des moyens de pression sur la Croatie, le journal invite les autres Etats de la CEE à imiter la Grande-Bretagne « qui va doucement pour régler les détails des relations diplomatiques avec cette République ».

La Libye Belge, un peu isolée, fait preuve d'optimisme. « La dissolution de la Yougoslavie est en cours, constate le journal bruxellois, et l'on voit mal comment, contre vents et marées mais surtout contre ce qui constituera bientôt la grande majorité de la communauté internationale, le régime serbe pourrait poursuivre une « guerre de conquête ». Pour The Guardian, le retour au calme « dépend avant tout de l'intervention des forces de paix des Nations unies et de la volonté des pays européens de soutenir cette opération, avec de l'argent et des troupes ».

J. B. N.

صكناحت الأصل

ESPACE EUROPEEN

VAGUE XÉNOPHOBIE EN EUROPE

« Casser du Noir » dans les stades

Les idées d'extrême droite gagnent du terrain chez les supporters de football et ne touchent pas seulement une minorité de marginaux

L'« chasse aux youpins » est un sport très en vogue aux Pays-Bas. Les règles sont simples, bien assimilées par les supporters des équipes de La Haye ou de Rotterdam. Le jeu consiste à aggraver les rivaux de l'Ajax, un club lié à la communauté juive d'Amsterdam. Le groupe victorieux est celui qui fait reculer l'adversaire. Dimanche 22 décembre 1991, au stade olympique d'Amsterdam, quatre mille partisans du Feyenoord Rotterdam ont ainsi quitté les gradins sous escorte policière, mais avec la satisfaction du devoir accompli.

En seconde mi-temps, une vingtaine d'entre eux avaient défoncé des grillages et lancé des pierres sur les « youpins ». La foule, hilare, avait hurlé : « Juijs! Juijs!... ». Seule la présence de policiers anti-émeutes dans les rues alentour avaient dissuadé ces jeunes gens - ceux de l'Ajax sont aussi violents - d'en découdre dans le quartier. Depuis quelques années, de telles scènes sont fréquentes lorsque le club d'Amsterdam se produit. Le 15 septembre 1991, une rencontre à Groningue avait même dû être annulée, la police ayant trouvé des engins explosifs préparés par des « fans » de Groningue qui voulaient « attaquer les juijs de façon organisée ».

« Liverpool est blanc »

Certes, le football, avec son public de « petits Blancs » regroupés dans les tribunes populaires, a toujours constitué un vivier de choix pour l'extrême droite. Partout en Europe, y compris à l'Est, le phénomène prend cependant une ampleur inquiétante. A l'heure de la résurgence des nationalismes, les stades, creusets de toutes les passions et de bien des frustrations, trahissent l'évolution de la société. Les gradins font office de « défouloirs » pour des centaines de milliers de jeunes. Le plus inquiétant n'est pas forcément la présence, dans leurs rangs, d'authentiques néo-fascistes. Ils demeurent minoritaires. Plus préoccupant est l'essor de la xénophobie « ordinaire » chez des spectateurs qui ne sont pas dans leur vie

quotidienne des activistes d'extrême droite.

De même ne correspondent-ils pas aux clichés concernant les supporters. Ce ne sont ni des « perdants sociaux » ni des marginaux brailleurs. Nombreux sont les lycéens, les employés sans histoires. Dans le nord de l'Europe, ils troquent la panoplie skinhead contre celle, plus discrète, du casual (vêtements de marques, cheveux courts mais pas rasés, chaussures de basket...). Cela ne les empêche pas de se prêter au jeu de la haine.

En Allemagne, les joueurs africains sont souvent insultés. Lassés d'entendre des cris de singe dès qu'ils touchent le ballon, trois d'entre eux ont publié, en décembre 1990, un appel dans le quotidien Bild Zeitung : « Nous ne voulons pas être du gibier (...), la Bundesliga reste muette sur ce sujet. (...) Noir ou Blanc, tout homme a le droit à la dignité. Pensez-y quand vous allez au stade. »

Chez certains supporters anglais aussi, la haine du « black » ou du « juijs » est affaire de tradition. Le Noir de l'équipe adverse est détesté. Celui qui porte le maillot adossé est souvent apprécié... tant qu'il joue bien. Avant que l'international d'origine jamaïcaine John Barnes ne s'impose à Liverpool, des graffitis tels que « Liverpool est blanc » apparurent sur les murs du stade.

En « exportant » la violence ritualisée entre supporters rivaux, l'Angleterre a fait des émules en matière de haine raciale et de patriotisme exacerbé. Les relations internationales entre casseurs étant désormais fréquentes (échanges de documents, de photos...) - sans que l'on puisse pour autant parler d'une « Internationale hooligan » - le néo-fascisme devient une mode. De Leeds à Varsovie, s'afficher d'extrême droite, revendiquer un nationalisme « pur et dur », est considéré comme un acte de bravoure, une preuve de virilité censée impressionner l'adversaire. Ainsi les banderoles ornées de croix celtiques, rarissimes à la fin des années 70, sont-elles aujourd'hui très prisées. Accrochées aux grillages comme autant d'étendards de la xénophobie, elles se multiplient en Espagne (Espagnol de

Barcelone, Real Madrid) ou en France (Lyon, Lille, Paris) sans que les autorités du football songent à s'en émouvoir.

L'Italie est également touchée. Le MSI, formation fasciste qui se cherche une seconde jeunesse, attire surtout des tifosi du sud du pays (Rome, Naples, Sicile). En revanche, les Ligues, mouvements populistes - sans être pour autant ouvertement d'extrême droite, - comptent de nombreux sympathisants au sein des groupes « ultras » du Nord. Ces associations de jeunes supporters, fortes de plusieurs milliers d'adhérents parfaitement organisés et souvent violents, constituent un vivier idéal. Le discours anti-sudiste trouve des adeptes dans les tribunes. « A Bergame ou à Brescia, ils ont tous la carte de la Lega », assure l'appa, responsable des Brigades rouge et noire, groupe « ultra » du Milan AC. Et cet étudiant en droit âgé de vingt-quatre ans d'ajouter : « Je ne suis certainement pas fasciste, mais le Nord et le Sud sont deux pays différents. Les Napolitains ne sont pas comme nous. »

« Saddam, détruit Naples ! »

Dans les stades de la péninsule, la cible privilégiée n'est pas le joueur de couleur mais le « sudiste », d'ailleurs traité d'« Africain ». A plusieurs reprises, l'équipe de Naples a été accueillie en Vénétie ou en Lombardie par des banderoles telles que : « Hitler, tu as oublié de gazer les Napolitains ! » ou « Saddam, détruit Naples ! ». Dimanche 5 janvier, lorsque l'ancien club de Maradona a retrouvé le Milan AC au stade San-Siro, plusieurs milliers de tifosi milanais, qui ne passent pourtant pas pour des sympathisants fascistes (à l'inverse de ceux de l'Inter, l'autre club de la ville), ont entonné une chanson connue de tous les jeunes Italiens : « Seriez-vous comme ça ? Les chiens eux-mêmes s'enfuient. Les Napolitains sont arrivés, avec leur choléra et leurs tremblements de terre. Mais depuis quand ne se sont-ils pas lavés ? Naples la merde, Naples le choléra, tu es la honte de l'Italie. »

En fait, les Ligues italiennes constituent une exception. Dans d'autres pays, les formations extrémistes ne parviennent guère à encadrer les jeunes. Certes, ils sont souvent fascinés par la violence et par le « folklore » (chants, croix...), mais se méfient de tout embrigadement. Leur priorité reste, dans la plupart des cas, le football. Hormis les rendez-vous du stade, propice à tous les dévouements rituels, ils sont difficilement manipulables. Du reste, diverses tentatives de récupération directe se sont révélées peu fructueuses.

En Angleterre, le National Front, bien implanté dans les stades au début des années 80 (1), a vu son influence décroître aussi vite que le nombre de ses électeurs. En Allemagne, les fidèles de Michael Kühnen - dirigeant du Front d'action nationale-socialiste, surnommé le « petit Führer de Hesse » avant de mourir du sida en 1991 - jouèrent un rôle essentiel dans l'essor de la violence à Dortmund ou à Berlin, mais leur influence semble marquer le pas chez les casseurs originaires de l'Allemagne de l'Ouest, très actifs avec l'équipe nationale.

Les « politiques » restent minoritaires au sein des trois mille « durs » ouest-allemands. Des affrontements opposent même parfois hooligans et skinheads racistes. En revanche, la réunification a confirmé l'existence, dans l'ex-RDA, de casseurs néo-nazis, impliqués dans des émeutes, ces derniers mois, aux abords des stades. Dans leur cas, une récupération politique est envisageable tant ils sont malléables.

Au Parc des Princes, les « ultras » du Paris-SC, regroupés dans la tribune « Boulogne », se prêtent volontiers au jeu de la xénophobie, sans être pour autant tous des skinheads (2). Depuis le début des années 80, le racisme n'a cessé de gagner des adeptes parmi ces supporters qui, dans leur majorité, approuvent les idées du Front national. « Le stade est l'un des derniers espaces de liberté, assure l'un d'eux, employé à la RATP. Au Parc, les gens peuvent enfin gueuler ce qu'ils n'osent pas dire dans leurs banlieues. » Lorsque l'Olympique de Marseille est venu à Paris, le 17 décembre 1991, l'arrestation, à titre préventif, de près de deux cents personnes avant le match n'a pas empêché des dizaines d'autres jeunes gens, supporters sincèrement passionnés par leur équipe, de chanter en riant : « Je suis juijs, je suis laid, je suis marseillais... ».

Ph. Br.

(1) A l'époque, l'hebdomadaire journal des jeunes du National Front, était vendu aux abords des stades. Il glorifiait les actes de violence et proposait un « Top 50 » des bandes de hooligans. Les skinheads anglais, membres du Front ou du British Movement, ont joué un rôle déterminant dans l'extension du hooliganisme.

(2) Le phénomène « casual » (hooligans « camouflés » comme dans le nord de l'Europe) a fait son apparition à Paris, et les incidents se sont multipliés au Parc des Princes (contre Toulon et Lens) mais aussi à l'extérieur (à Caen).

COMPRENDRE

L'EUROPE LE REGARD DE L'EST SUR L'OCCIDENT

La troisième séance du séminaire organisé sur le thème « Communication Est-Ouest en Europe » par le laboratoire Communication et politique du CNRS, en collaboration avec le ministère des affaires étrangères, aura lieu le 8 février à 17 h 30.

» 27, rue Damesme, 75013 Paris. Tél. (1) 45-85-86-88.

L'ENJEU ÉCONOMIQUE DE BERLIN

La section internationale du CNPF organise, sous ce titre, un colloque le lundi 27 janvier. Des personnalités allemandes et françaises tenteront de déterminer l'avenir de Berlin, capitale de l'Allemagne, et de sa région, à l'horizon 2000, et de préciser les possibilités qui s'offrent aux investisseurs français. Le colloque sera présidé par M. François-Xavier Ortol, avec la participation de M. Heinrich Weiss, président du patronat allemand.

» Lundi 27 janvier, de 8 h 30 à 14 h 30 à l'Hôtel Méridien-Etoile, 81, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris. Renseignements auprès du CNPF. Tél. (1) 42-65-44-44.

LIVRES

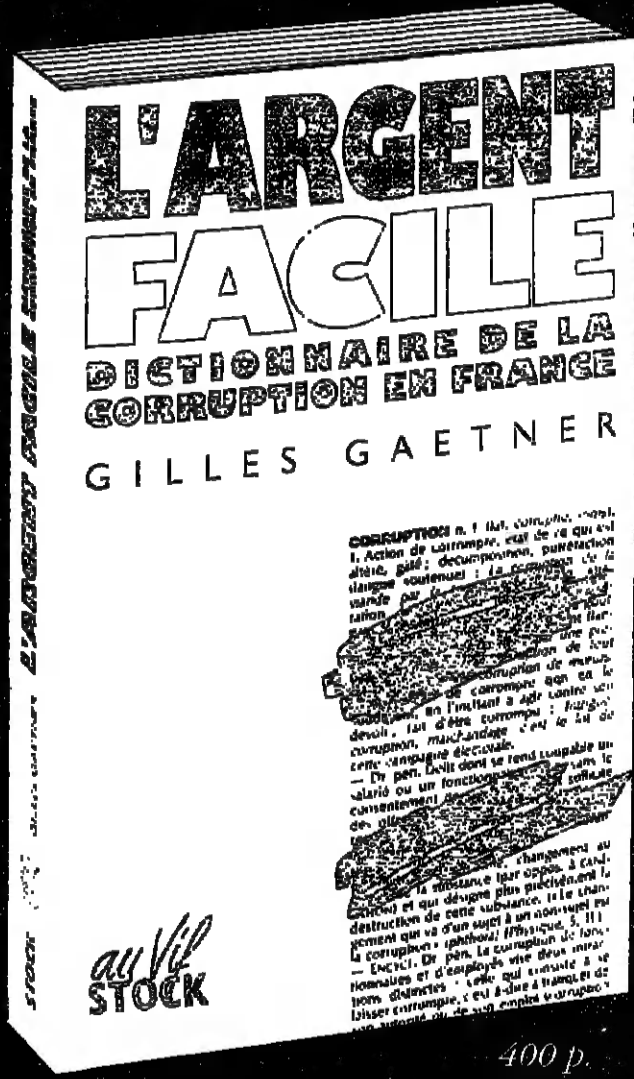
ET REVUES LE « MODÈLE SUÉDOIS » REVISITÉ

L'auteur, qui a vécu en Suède à la fin des années 60, y est retourné vingt ans après et s'interroge sur la pérennité du « modèle suédois », mélange de prospérité économique et de paix sociale. L'ouvrage dresse un tableau de l'évolution de la société et des différents acteurs, partenaires sociaux et partis politiques, alors que la social-démocratie vient de perdre le pouvoir au profit des formations « bourgeoises ».

» Jacques Arnault, Le Modèle suédois révisité, éd. L'Harmattan, 160 pages.

« Le livre-événement de ce début d'année 1992 »

Jacques Espérandieu, L'Express



Le dictionnaire choc de Gilles Gaetner

au Vil STOCK

que

as spécifique

e et après?

Peter Stimpesant Travel

DECouvrez LE PACIFIQUE

Vois A/R + hébergement, base 2 personnes + assurance, assistance.

HAWAII - Oahu	9 jours/7 nuits	8 300 F*
AUSTRALIE - Sydney + Brisbane	15 jours/12 nuits	17 960 F*
NOUVELLE-ZELANDE - Auckland + Wellington	15 jours/12 nuits	18 300 F*

Et aussi :

- Fidji • Papouasie/Nouvelle-Guinée • Nouvelle-Calédonie •
- Vanuatu • Polynésie Française. •

* Prix à partir de, par personne et valable jusqu'au 31 mars 1992.

POUR TOUTE RESERVATION TEL. (0) 49 23 26 27

POLITIQUE

Le chef de file du Front national ayant qualifié le gouvernement de « ramassis de voleurs »

Mme Edith Cresson décide de poursuivre M. Jean-Marie Le Pen en justice

Mme Edith Cresson a annoncé, samedi 18 janvier dans la soirée, le dépôt d'une plainte « pour injure » à l'encontre de M. Jean-Marie Le Pen, en raison des propos de celui-ci qualifiant le gouvernement de « ramassis de voleurs, de racketteurs et de gangsters ». Approuvée par la gauche, la décision du premier ministre l'a été aussi par M. Raymond Barre, mais elle a été accueillie avec réserve par d'autres responsables de l'opposition, qui, toutefois, ne l'ont pas condamnée.

M. Le Pen a déclaré, dans la soirée du vendredi 17 janvier, lors d'un meeting électoral à Saint-Malo, dans l'Ille-et-Vilaine, que « le gouvernement socialiste est un ramassis de voleurs, de racketteurs et de gangsters, qui affichent un bilan désastreux dans tous les domaines ». Selon le président du Front national, « la vie politique est plongée dans une corruption unique dans notre pays ». « Nous sommes transportés aux antipodes », a-t-il ajouté. Tout se passe comme si on marchait la tête en bas, comme si les valeurs avaient été brutalement inversées ou inverties. » Pendant trois heures, M. Le Pen a dénoncé « la décadence de cette fin de siècle, le crime contre l'humanité de la transfusion de produits contaminés et les dégoûtements des comportements immoraux, avec la complicité des milieux religieux ».

Samedi soir, après avoir pris connaissance des déclarations de M. Le Pen par une dépêche de l'Agence France-Presse, Mme Cresson a fait publier un communiqué indiquant qu'« à la suite des propos scandaleux et inadmissibles tenus par M. Le Pen à l'égard du gouvernement », elle avait décidé, « au nom du gouvernement pris en sa qualité de corps constitué, de porter plainte pour injure contre le président du Front national ». Informé de cette décision, M. Le Pen, qui participait à une réunion publique à Rodéz, dans l'Aveyron, a déclaré : « Je persiste et signe. (...) Chaque fois que ces gens font du bruit et réclament, cela répand des

odeurs autour d'eux. Ils vont se ridiculiser une fois de plus. » Trois cents personnes assistaient à ce meeting, tandis qu'une manifestation contre l'extrême droite avait réuni deux mille personnes, dans le centre-ville, au cours de l'après-midi.

Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, a dénoncé, dimanche, sur France-Info, le langage « ordurier » et « fasciste » de M. Le Pen, et souligné que le président du Front national

dénigré, qui portait un grave préjudice à la démocratie. M. Lang a ajouté : « C'est le jeu de M. Le Pen de venir en permanence sur la scène publique, de déconsidérer les institutions publiques, mais notre devoir, en tant que ministres de la République, c'est de défendre la République, l'honneur des hommes d'État, des militants politiques, qu'ils appartiennent à la droite ou à la gauche. »

Invité de « Sept sur sept », sur TF1, M. Laurent Fabius a déclaré

Front national, a déclaré M. Fabius. Le problème, c'est qu'il y a des connexions entre les deux. Dans beaucoup de régions, il y a des alliances qui se profilent entre la droite et l'extrême droite, et cela nous ne pouvons pas l'accepter. Le président du Mouvement des radicaux de gauche, M. Emile Zuccarelli, a approuvé la décision de Mme Cresson, en expliquant que « l'opinion du combat politique n'autorise pas d'outrances » telles que celles auxquelles se livre M. Le Pen et qu'« une République moderne, qui se veut solidaire, s'accommode mal du langage de guerre civile que tiennent en permanence M. Le Pen et ses féaux ».

M. Barre : tout a fait d'accord

M. Barre, qui était l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », s'est déclaré « tout à fait d'accord » avec la décision de Mme Cresson. « C'est facile de dire que tout le monde est pour », a dit l'ancien premier ministre, en soulignant que « l'effet est dramatique sur l'état d'esprit général de la population et dans une démocratie ». « Il ne faut jamais oublier que la dignité des institutions est un élément fondamental, a ajouté le député (apparenté UDC) du Rhône. Ce sont ceux qui manquent à la dignité des institutions sont sanctionnés, j'en suis sûr tout à fait d'accord. Il faut que la justice passe. »

Pour M. Michel Durafour, ancien ministre, ancien président de l'Association des démocrates, qui s'exprimait aussi sur RTL, « l'injure est tellement lourde et grave que la décision prise par le premier ministre est tout à fait naturelle ». « Personnellement, je suis tenté de penser que moins on parle du président du Front national et mieux la démocratie se porte », a-t-il ajouté. Cela dit, il y a des moments, effectivement, où la force de l'injure est telle qu'on ne peut que réagir. M. Maurice Plessier, ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, a déclaré, sur Europe 1, que « Mme Cresson a parfaitement raison » et que « restituer aux juges le pouvoir d'intervention est très bien ». M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, ne partage pas cet avis. « Face à de tels propos, qui rabaisent la vie politique à un niveau fou, a-t-il dit sur RTL, je préférerais, personnellement, que ce soient les électeurs et les Français qui condamnent eux-mêmes M. Le Pen. » Le président du PR, M. Gérard Longuet, a déclaré lui aussi, sur TF1, que ce sont les électeurs qui « pourront départager entre les exécutifs du Front national et les scandales sociaux ». « En démocratie le grand juge ce sont les électeurs », a-t-il souligné, et ceux-ci « vont se prononcer dans quelques semaines ».

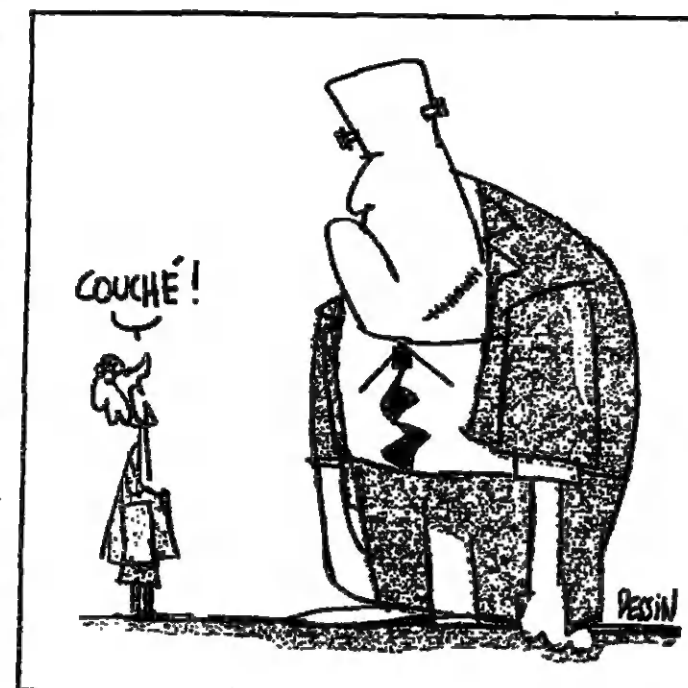
Cependant, M. François d'Aubert, député (UDF-PR) de la Mayenne, en le seul, avec M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée, à avoir condamné la démarche du premier ministre, qui juge « tout à fait ahurissant » « Aujourd'hui, a-t-il dit sur France-Info, c'est M. Le Pen qui est attaqué. Demain, ce sera un homme de l'opposition, ce sera M. de Villiers ou un autre et, après-demain, ce seront des journalistes qui en auront dit un petit peu trop sur le gouvernement. Je crois qu'il faut faire très attention. La réplique gouvernementale est une sorte d'attente à la liberté d'expression politique, qui est l'un des fondements de la démocratie. »

Un casier judiciaire chargé

La carrière politique de M. Jean-Marie Le Pen est émaillée de nombreux déboires avec la justice. Qu'il s'agisse de menaces de mort (proférées à l'encontre d'un commissaire de police, janvier 1980) ou de coups et blessures volontaires (avril 1984, janvier 1989), le président du Front national a souvent dû rendre compte de ses actes devant un tribunal.

Condamné en 1968 pour avoir édité des disques de chants nazis, M. Le Pen a été pour divers propos relevant de la provocation à la discrimination raciale en mars 1986, novembre 1987 et mars 1991.

Cependant, en juillet de la même année, il a été relaxé du chef d'injure envers un ministre de la République, M. Michel Durafour, qu'il avait qualifié de « Durafour criminel ».



devra « rendre des comptes » après la plainte annoncée par Mme Cresson. « M. Le Pen a été condamné déjà », a rappelé M. Queyranne. J'espère qu'il le sera à nouveau. Je souhaite que la justice, qui est parfois prompt vis-à-vis du Parti socialiste, sache marquer que dans le débat républicain, il y a des choses qu'on ne peut pas dire. M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, s'est félicité, sur la même station, du dépôt d'une plainte contre le président du Front national. Il a fait valoir que, dans le fond, est stupide, « par son outrage, provoquer des ravages dans l'opinion si on était sans réaction ».

M. Lang : défendre la République

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, s'est félicité lui aussi, au cours du « Forum RMC-Express », de la décision de Mme Cresson, en déclarant que « ça fera les plus » au président du Front national. « Quand on se fait injurier, il est légitime de répliquer », a dit M. Joxe. Je trouve que Mme Cresson a eu tout à fait raison. Comme membre du gouvernement je n'aime pas qu'on m'injurie. »

M. Jack Lang a affirmé, sur RTL, que Mme Cresson avait « parfaitement réagi », car « se taire, c'est accepter la calomnie ». « On ne peut pas accepter que, sous prétexte de liberté, un homme politique puisse calomnier, insulter, dénigrer les uns ou les autres. Il est temps que nous disions : ça suffit », a déclaré le ministre de la culture et de la communication. Il serait temps que l'ensemble des responsables de ce pays, de droite et de gauche, se dressent comme un seul homme contre ces campagnes de

« Je l'ai fait, je l'ai refait et je le referai »

NICE

de notre correspondant régional

M. Jean-Marie Le Pen a commenté, dimanche 19 janvier, à Nice, la décision annoncée la veille par Mme Edith Cresson de porter plainte contre lui pour injure. « Dans une campagne électorale, a-t-il déclaré, le président du Front national s'exprime de façon à être entendu par le peuple. (...) Il y a, aujourd'hui, une sorte de consensus général, qui prive les citoyens de la concurrence qui est nécessaire en politique. Nous ne sommes pas informés dans ce consensus et nous avons donc toute notre liberté pour dire notre vérité. Je l'ai fait, je l'ai refait et je le referai. J'appelle un chat un chat et les socialistes, des fripons. »

M. Le Pen a réitéré, mot pour mot, ses accusations de l'avant-veille, en ajoutant l'adjectif d'« assassin » appliqué à « ceux qui ont été compromis dans cet abominable scandale du sang contaminé ». Il s'est gaussé de l'action judiciaire que va engager le gouvernement, en tant que « corps constitué ». « Cela paraît insolite aux spécialistes du droit constitutionnel (...) puis-je nous sommes en période électorale (...) » Je rappelle, a-t-il conclu, que les trois dernières demandes de levée d'immunité parlementaire (le concernant), présentées par le gouvernement au Parlement européen, ont été rejetées de façon méprisante par une

Assemblée dont la majorité est pourtant, théoriquement, socialo-communiste.

Le président du Front national a présenté la liste de vingt-huit candidats qu'il conduira aux régionales dans les Alpes-Maritimes. Celle-ci ne comporte que des élus ou responsables de son parti, sans aucune des « personnalités départementales de premier plan » dont M. Le Pen avait annoncé la candidature (le Monde du 10 septembre) et sans aucun transfuge du médiocrisme. « Je ne suis pas le successeur de M. Médecin, a-t-il affirmé, et je n'ai pas recherché des gens dans sa municipalité pour qu'ils figurent sur ma liste. Je n'y vois aucun intérêt. » M. Le Pen a cependant rappelé que l'ancien maire (CNI) de Nice lui avait apporté ses « encouragements » : il a ajouté, de façon sibylline, que l'on aurait l'occasion de le vérifier dans les semaines qui viennent.

M. Le Pen a précisé qu'il serait « déçu » si sa liste, dans les Alpes-Maritimes, n'obtenait pas « au moins douze élus » et 40 % des suffrages exprimés. « Dans la région, a-t-il ajouté, on nous donne quarante sièges, mais j'espère faire mieux. » En 1986, le Front national avait recueilli 19,7 % des voix dans l'ensemble des six départements de la région et remporté vingt-cinq sièges sur cent dix-sept (nombre porté, en 1992, à cent vingt-trois).

GUY PORTE

Injure et débat

Suite de la première page

Pour éviter que le débat politique ne se dégrade encore un peu plus et que l'invective ne finisse par se substituer à la discussion, il fallait essayer d'enrayer la progression de la violence verbale, que le climat actuel ne pouvait qu'encourager.

En changeant ainsi de terrain, quelques jours après la perquisition au siège du PS, le gouvernement a cru trouver la bonne formule pour répondre au trouble créé par les nouvelles accusations de corruption portées contre les socialistes. Mme Cresson a-t-elle bien fait de contre-attaquer de cette façon ? Elle a assurément pris le risque de mettre une fois de plus en valeur le Front national, préférant à l'indifférence hautaine recommandée par M. Raymond Barre l'assaut frontal contre M. Le Pen et offrant ainsi l'occasion à son adversaire de capter à nouveau l'attention des médias. Entre deux maux — se laisser insulter sans mot dire, jour après jour, en donnant l'impression de renoncer à se battre ou reprendre l'offensive en paraissant céder à la provocation — elle a choisi celui qu'elle a jugé le moindre. On ne voit guère comment elle aurait pu agir autrement.

Toutefois, sa réaction n'est pas seulement une réponse conjoncturelle aux récentes attaques dirigées contre les socialistes. Elle est aussi la confirmation d'une stratégie, que l'on a vue se mettre en place depuis plusieurs mois, que Mme Cresson a elle-même commencé à appliquer en prenant la plume, dans le Monde du 13 décembre, pour appeler à lutter contre l'extrême droite et que le congrès extraordinaire du PS, quelques jours plus tard, a confirmée en multipliant, pour la plus grande joie des militants, les appels à la mobilisation contre le Front national. M. Fabius, nouveau premier secrétaire du PS, est aussi l'homme de combat, qui donne aux socialistes l'espoir de rassembler, au nom de la défense des libertés républicaines, un électoral qui dépasse les frontières de la gauche.

Cet espoir passe évidemment par la division de la droite classique. M. Fabius n'a pas manqué de suggérer qu'existent entre celle-ci et le Front national des liens insoupçonnés, ce qu'il a affirmé M. Le Pen. Rien ne permet, pour le moment, d'affirmer qu'il en est ainsi. Mais il est vrai que le rassemblement du RPR et de l'UDF, auquel participaient ensemble, samedi, M. Chirac et M. Giscard d'Estaing, a été particulièrement silencieux sur la question, comme si les dirigeants de l'opposition avaient jugé inopportun de mettre l'accent sur un sujet susceptible de les diviser. La contre-offensive du premier ministre vise à élargir encore le fossé

Les juges et les électeurs

Reste à juger le choix de l'arme dont a décidé d'user Mme Cresson : le recours à la justice. MM. Longuet et Méhaignerie font observer, à juste titre, qu'en France les différends politiques sont tranchés traditionnellement par les électeurs, et non par les juges. Il est en effet inhabituel de porter de telles querelles devant les tribunaux. Même les « affaires » se concluent en général chez nous par la « mort » politique des coupables, non par leur condamnation judiciaire. L'émotion provoquée par la perquisition du juge Van Rymsbeke rue de Solferino et la conviction que le siège national d'un parti n'est pas un lieu comme un autre s'expliquent, en partie, par l'idée que la politique, quelles qu'en soient les formes, relève avant tout du débat et que la sanction ne peut venir que du corps électoral.

On comprend les inquiétudes de ceux qui redoutent qu'un « gouvernement des juges » ne se substitue à la souveraineté nationale. Même si M. d'Aubert va trop loin lorsqu'il dénonce l'initiative de Mme Cresson comme une atteinte aux libertés publiques. Mais on peut aussi considérer comme un progrès de la démocratie que soit affirmée la primauté du droit sur la loi de la majorité. L'affrontement politique ne saurait justifier l'importation quel que soit le débat, même vif, même polémique, suppose des règles, qu'il convient de respecter. Il appartient à la justice de dire si elles ont été transgressées par M. Le Pen.

THOMAS FERENCZI

M. Evén (PS) se demande « comment M. de Villiers finance sa lettre ». — M. Claude Evén, ancien ministre des affaires sociales, a déclaré, dimanche 19 janvier, sur Radio J, à propos des critiques de l'opposition après la perquisition effectuée au siège national du Parti socialiste, « qu'il y a des gens qui jouent dans l'hypocrisie la plus totale ». « Quand j'en tends M. de Villiers, c'est même pire que l'hypocrisie », a ajouté M. Evén. Je serais intéressé de savoir comment monsieur de Villiers finance sa « lettre ». Combat pour les valeurs »

Candidat dans les Alpes-Maritimes

M. Léon Schwartzberg veut être « au premier rang » du combat contre l'extrême droite

Invité de « L'heure de vérité », dimanche 19 janvier, sur Antenne 2, M. Léon Schwartzberg, député européen élu sur la liste du PS, a affirmé qu'il avait accepté de conduire la liste de la majorité présidentielle dans les Alpes-Maritimes, aux prochaines élections régionales, pour « combattre Le Pen, au premier rang ».

Citant des propos tenus en 1958 par le président du Front national — « Au lieu de dire aux musulmans, comme nous le faisons maintenant : vous nous coûte très cher,

vous êtes un fardeau, disons-leur : nous avons besoin de vous, vous êtes la jeunesse de la nation... » — le professeur de médecine a demandé que l'on juge de « la sincérité de ce bonhomme, dont le seul but est d'arriver au pouvoir, quels que soient les moyens ».

Pour lutter contre le président du Front national, M. Schwartzberg veut convaincre les habitants des Alpes-Maritimes d'aller voter en leur rappelant « la tradition de générosité de la France vis-à-vis des étrangers ».

Selon lui, « l'arrivée au pouvoir du président du Front national constituerait un marabout, le département serait déshonoré, les étrangers n'y viendraient plus, et ce serait une perte pour le tourisme ».

Concernant le financement de sa campagne, il a précisé que celui-ci sera assuré par des prêts bancaires de 70 000 francs contractés par les membres éligibles de sa liste, qui renonceraient pendant sept mois à leurs indemnités.

Les peines encourues

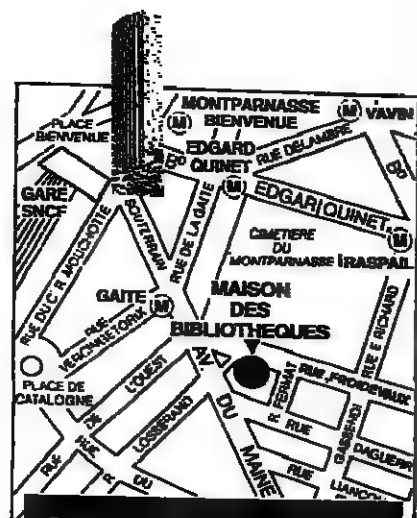
Pour poursuivre M. Le Pen, le gouvernement, par la voix de Mme Edith Cresson, s'appuie sur l'article 33 de la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1931. Cet article réprime « l'injure (commise) soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou des réunions publiques, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image, vendus, distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publiques, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle (envers) les corps constitués ».

Cette expression recouvre, selon la jurisprudence, les « seuls corps ayant une existence légale permanente et auxquels la Constitution ou les lois ont dévolu une portion de l'autorité ou de l'administration publiques », ce qui exclut, par exemple, une catégorie de fonctionnaires ou leur syndicat. L'injure, qui est distincte de la diffamation, recouvre « toute expression outrageante, termes de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait ».

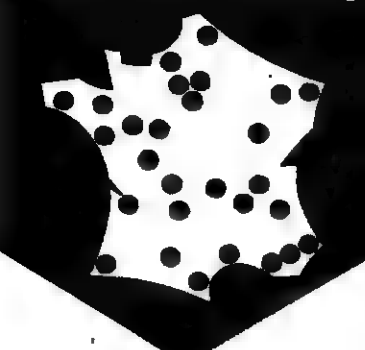
En cette matière, le parquet ne peut exercer l'action publique : il faut pour cela une plainte du chef du corps constitué en question, c'est-à-dire Mme Cresson. M. Le Pen est protégé par l'immunité parlementaire liée à son mandat de député européen ; une demande de levée d'immunité parlementaire devra donc être adressée au Parlement européen, qui est en session permanente. M. Le Pen risque une peine d'emprisonnement de six jours à trois mois, et une amende de 150 F à 80 000 F.

A. Ch.

مكتبة الأمل



VISITEZ NOS MAGASINS



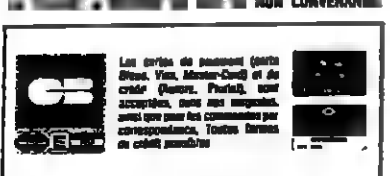
A PARIS

61, rue Froidevaux - 75014
 "au Montparnasse" (à 300 m de la gare)
 Ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et
 du mardi au samedi inclus de
 10 h 30 à 19 h sans interruption.
 RER : Denfert-Rochereau Métro : Denfert-
 Rochereau - Edgar-Quinet Bus : 28-
 38-58-68 - SNCF : Gare Montparnasse.

RÉGION PARISIENNE :
 ARPAJON 91290 : 13, Route nationale 20 (200 m
 avant la sortie Arpajon-centre). Tél. : 84.80.05.47
 VERSAILLES 78000 : 64-70, rue des Chénies.
 Tél. : 11.11.11

PROVINCE :
 ANGERS 49000 : Espace "la maison des bibliothèques" avenue de
 Général-Paizon. Tél. : 41.48.48.00 - BIAHRYTZ
 64200 : 11, rue des Halles. Tél. : 59.24.08.74
 BORDEAUX 33000 : 10, rue Buffard.
 Tél. : 59.44.38.42 - BRIVE 19100 (Point Expo) :
 30, rue Louis-Létrade. Tél. : 58.74.07.32
 CLERMONT-FERRAND 63000 : 22, rue
 S. Clemenceau. Tél. : 78.93.97.06 - DIJON
 21000 : 100, rue Monge. Tél. : 80.46.02.46
 DRAGUIGNAN 83000 (Point Expo) : ZAC de
 St-Hermès. Tél. : 94.67.33.89 - GRENOBLE
 38000 : 59, rue Saint-Laurent. Tél. : 78.42.53.75
 LILLE 59000 : 88, rue Esquermolen.
 Tél. : 20.55.88.39 - LIMOGES 87000 : 67, rue
 Jules-Norac. Tél. : 55.79.15.42 - LYON 69001 :
 8, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville/
 Louis-Pradel). Tél. : 78.28.38.51 - MARSILLE
 13008 : 108, rue Paradis (métro Estrangin).
 Tél. : 91.37.80.54 - MONTPELLIER 34000 : 8, rue
 Sévère (gare). Tél. : 46.11.11 - NANCY
 54000 : 8, rue Léon-Weber (face St-Evras).
 Tél. : 83.32.84.84 - NANTES 44000 : 16, rue
 Gambetta (face rue Courmiers). Tél. : 47.11.11
 NICE 06000 : 2, rue Offenbach.
 Tél. : 93.11.11 - PERPIGNAN 66000 :
 17, cours Lazare-Escarguel. Tél. : 46.11.11
 POITIERS 86000 : 12, rue du Maréchal de Lattre.
 Tél. : 46.11.11 - QUIMPER 29000 (Point
 Expo) : 17, av. de la Liberté. Tél. : 98.30.83.33
 RENNES 35000 : 58, bd de la Tour-d'Auvergne.
 Tél. : 98.30.56.07 - ROUEN 76000 : 43, rue des
 Charettes. Tél. : 35.71.95.22 - SAINT-ETIENNE
 42100 : 40, rue de la Montat. Tél. : 77.25.91.46
 STRASBOURG 67000 : 11, rue des Bouches.
 Tél. : 88.36.72.78 - TOULOUSE 31000 : 1, rue des
 Trois-Rois (près place St-Sernin).
 Tél. : 61.22.92.40 - TOURS 37000 : 6, rue Henri-
 Dutilleul (face rue Talbot). Tél. : 46.11.11

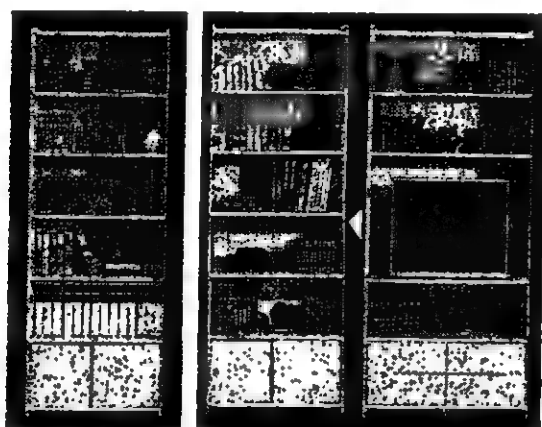
Magasins répartis sur tout le territoire français
 • DÉPÔTS PERSONNELS : vente, location de livres
 • DÉPÔTS : livres, revues, journaux, etc. dans toute
 la France



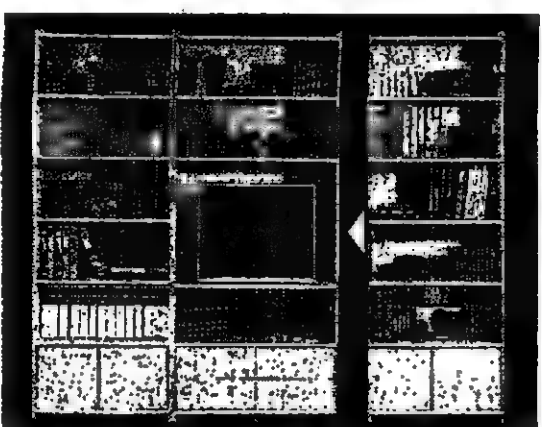
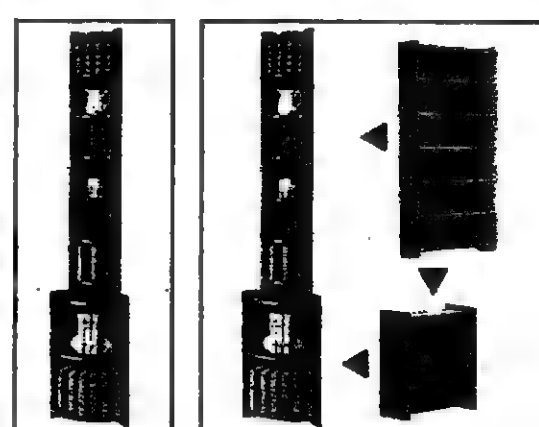
La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e

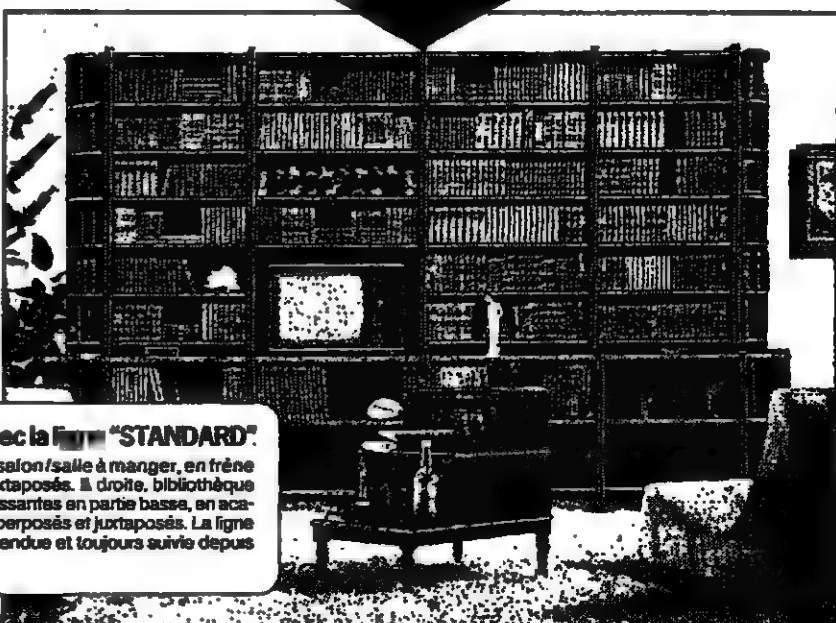
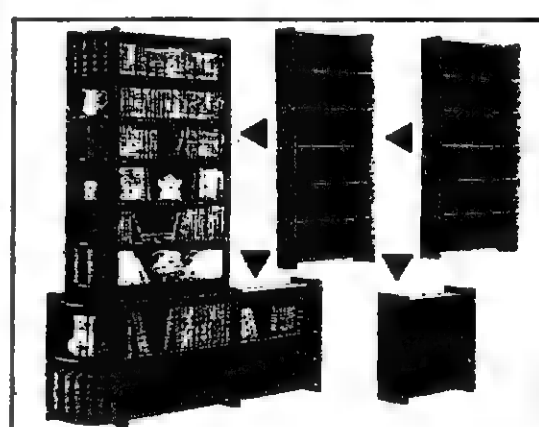
présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
 pouvant former des ensembles à la mesure
 de vos besoins, de votre espace, de votre budget



PAR SIMPLES
JUXTAPPOSITION
 ET
SUPERPOSITION



SANS FIXATION MURALE
 DONC
 AISEMENT DEMONTABLES
 DEMENAGEABLES A VOLONTE
 ET AGRANDISSABLES
 AU FIL DU TEMPS
 ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD".
 À gauche, bibliothèque coin salon/salle à manger, en frêne
 clair, composée de 6 éléments juxtaposés. À droite, bibliothèque
 avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en
 noir, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne
 "STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis
 plus de 30 ans.



NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

Je voudrais recevoir gratuitement et sans aucun engagement le
 prochain catalogue : 102 pages illustrées en couleurs, avec photos,
 dimensions, techniques et conseils. Je le recevrai à l'adresse ci-dessous.
 (MOD 73)

☐ M.
☐ Mlle
☐ Mlle

PRÉNOM _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PROFESSION _____ TEL _____

Coupon à retourner à : La maison des Bibliothèques 75680 Paris 14

ÉCONOMIE

BILLET

Le retour des partenaires sociaux

Les projets gouvernementaux visant à clarifier, dans le rapport Cottarelli (1991), les rôles de l'assurance-vieillesse et obtenir une réduction de la modération des dépenses de santé vont largement contribuer au dérapage du déficit de la Sécurité sociale. Ils sont porteurs d'une nouvelle rupture entre l'Etat et les partenaires sociaux.

Introduire des réformes permettant de ne plus avoir à procéder tous les dix-huit mois au rituel du « plan de sauvetage », c'est-à-dire que la Sécurité sociale de se fixer des objectifs à atteindre. Autrement dit, qu'elle cesse de laisser l'Etat, les dépenses avant de chercher, l'année suivante, comment boucler son budget. Or, ce n'est pas l'Etat mais les partenaires sociaux qui, juridiquement, sont les gestionnaires de la Sécurité sociale. Mais depuis quarante-cinq ans, ils ont allégrement abandonné aux pouvoirs publics le soin — et l'impossibilité — de régler les déficits.

Discrètement, le gouvernement s'efforce aujourd'hui de revenir sur cette traditionnelle répartition des tâches. Ainsi, réviser le projet de fiscalisation des dépenses de santé dans la loi de la solidarité (projet de loi de la solidarité) et de la sécurité sociale, notamment en matière de gestion des dépenses, est une tâche qui ne peut être confiée qu'à des professionnels de la Sécurité sociale. Elle est donc confiée à des professionnels de la Sécurité sociale, notamment en matière de gestion des dépenses, est une tâche qui ne peut être confiée qu'à des professionnels de la Sécurité sociale.

Un tel retour des partenaires sociaux permettrait aux pouvoirs publics de ne plus assumer seuls l'équilibre des comptes. Mais cela exigerait que, de leur côté, les partenaires sociaux renoncent à la maîtrise totale qu'ils exercent sur les 1 475 milliards de francs que représente chaque année la « Sécurité sociale ». Un travail de longue haleine.

JEAN-MICHEL NORMAND

Perrier : OPA lancée par Nestlé et Suez

Le groupe Nestlé et la banque Indosuez, à travers leur filiale commune Dénitac, ont lancé le 20 janvier une offre publique d'achat (OPA) sur la société italienne de boissons Perrier.

Le prix proposé est de 1 475 francs l'action, l'initiateur se réservant la faculté de donner ou non une prime positive si le nombre des titres présentés est inférieur à la moitié du capital plus une action. La Dénitac de Perrier est celle d'Exor (le holding contrôlant Perrier) et la Suez, la Dénitac de Suez.

Le rachat d'une OPA courtait déjà sur le marché, entraînant une hausse du titre qui montait vendredi 17 janvier jusqu'à 1 455 francs avant de retomber en clôture à 1 380 francs.

Sur les deux derniers jours, plus de 1,2 % du capital avait changé de mains. Le groupe italien Agnelli a lancé il y a quelques semaines une OPA sur Exor (voir l'article de Dominique Gaudin dans le supplément « Le Monde Économie »).

M. Bérégovoy annonce un projet de loi sur l'assurance

- La Caisse nationale de prévoyance va changer de statut
- Le capital privé dans les sociétés nationales pourra être porté à 49 %

À l'occasion de son voyage au Japon (lire page 20), M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a annoncé son intention de présenter au Parlement dès la session de printemps un projet de loi sur l'assurance transformant le statut de la Caisse nationale de prévoyance (CNP), d'établissement public en société anonyme, portant de 25 % à 49 % la part du capital des sociétés nationales d'assurance.

KYOTO

Un envoyé spécial

Alors qu'il débattait avec des investisseurs nippons sur les barrières respectives existant sur les marchés français et japonais de l'assurance, M. Pierre Bérégovoy, en visite officielle au Japon

deuxième prévoit qu'à l'avenir, l'autorité de contrôle d'une banque ou celle du pays d'origine de son capital social.

Le statut de la CNP

Le deuxième volet porte sur la transformation du statut de la CNP. D'établissement public industriel et commercial (EPIC), la Caisse nationale de prévoyance deviendrait une société anonyme (SA) comme les autres sociétés nationales d'assurance qui sont l'UAP, le GAN et les AGF. Son activité resterait cependant soumise à l'assurance-vie pour les personnes. L'objet spécial, elle ne pourra pas se développer dans le domaine de l'assurance-dommages. Actuellement inscrite dans le groupe de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la CNP devrait entretenir un lien avec celui-ci. L'Etat ne sera pas majoritaire, mais la CDC, la Pn

et les établissements d'épargne (les deux éléments de l'assurance-vie) produits d'assurance de la CNP) auront également une part du capital. La répartition actuelle de celui-ci n'est pas encore arrêtée, mais devrait être soumise au projet de loi de l'Assemblée, indique-t-on dans l'entourage du ministre.

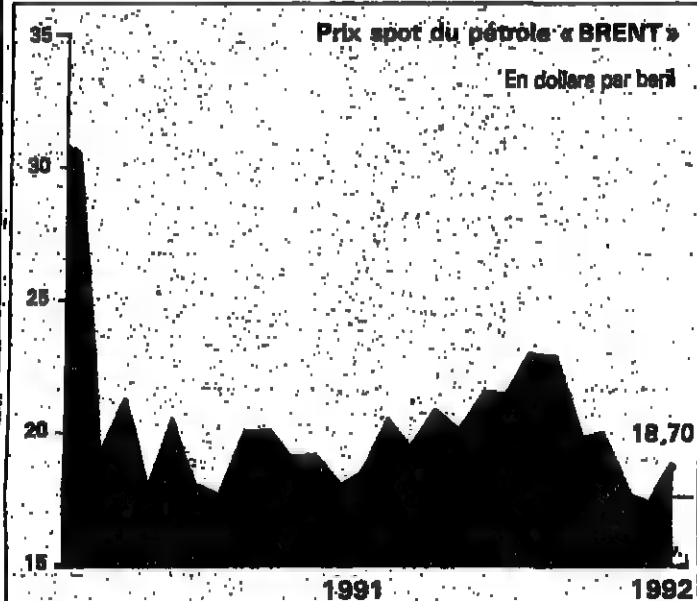
La nouvelle géographie du capital nécessite une préalable évaluation de la CNP. Celle-ci est en cours — le CCF agit comme banque conseil auprès de l'Etat — et devrait être soumise à la commission d'évaluation des entreprises publiques que préside M. Yvette Chassagnon. Etablissement ancien, possédant d'importants actifs (notamment immobiliers) mais n'étant pas propriétaire de son réseau, la CNP sera difficile à évaluer. La fourchette des évaluations des milieux de l'assurance est très large, variant de 12-15 milliards de francs à plus de 20 milliards. Le statut des personnels de la CNP — pour l'essentiel des fonc-

tionnaires détachés — constituera un autre problème à résoudre.

Le troisième volet du projet porte sur l'ouverture au privé du capital des sociétés nationales d'assurance (UAP, AGF, GAN et désormais CNP dans son nouveau statut). Jusqu'à présent, les intérêts privés ne peuvent représenter que 25 % au maximum du capital de ces firmes, un seuil pratiquement atteint dans chacune des trois sociétés nationales. Dans le cadre du programme de privatisation prévu (les privatisations partielles), l'Etat était bloqué notamment par ce bémol. Il se sera levé, et sera porté à 49 % si le sera aussi la CNP, dont une partie du capital pourra donc être vendue à des investisseurs étrangers.

E. L.

Pétrole : reprise orchestrée des cours



Depuis leur chute consécutive à l'attaque américaine sur l'Irak, le 17 janvier 1991, les cours du brut sont restés modérés tout au long de l'année 1991. Après une pointe aux environs de 23 dollars le baril en octobre, le pétrole a recommencé à décliner. Ces dernières semaines, trois pays membres de l'OPEP (Libye, Nigéria et Venezuela) ont annoncé des diminutions de la production, contribuant à un raffermissement des cours. Dimanche 18 janvier, un représentant des Emirats arabes unis s'est prononcé en faveur d'une réduction de la production d'un million de barils par jour à partir du 1er février 1992. La prochaine réunion de l'OPEP aura lieu à partir du 12 février à Genève. Lundi 20 janvier, le cours de spot à 18,70 le baril du pétrole Brent de la mer du Nord ouvrait à 18,70 dollars le baril.

Un nouveau supplément

Enfin de la première page. L'actualité économique est devenue un incontournable pour ceux qui s'intéressent à l'économie. Le supplément « L'économie » du Monde, qui paraît tous les dimanches, est devenu un incontournable pour ceux qui s'intéressent à l'économie. Le supplément « L'économie » du Monde, qui paraît tous les dimanches, est devenu un incontournable pour ceux qui s'intéressent à l'économie.

Face à l'accélération de la conjoncture, notre journal a voulu adapter son traitement de l'actualité économique, afin de mieux répondre aux attentes des lecteurs et d'offrir à un public plus large des clés pour comprendre les phénomènes économiques. Dans l'entreprise, tant dans le champ hexagonal qu'au niveau international.

La première nouveauté est la création d'un supplément hebdomadaire de douze pages, « L'économie », dans le numéro du mardi 19 janvier. Ce supplément est consacré à l'actualité économique, à l'analyse des faits, à la mise en perspective.

Le supplément « L'économie » du Monde, qui paraît tous les dimanches, est devenu un incontournable pour ceux qui s'intéressent à l'économie.

Le supplément « L'économie » du Monde, qui paraît tous les dimanches, est devenu un incontournable pour ceux qui s'intéressent à l'économie.

Le supplément « L'économie » du Monde, qui paraît tous les dimanches, est devenu un incontournable pour ceux qui s'intéressent à l'économie.

MICHEL NOBLECOURT

Résistances autour des transferts de services publics

Le Collectif contre les délocalisations a appelé à manifester le 23 janvier à Paris afin d'obtenir le retrait des mesures annoncées par M^{me} Cresson

La manifestation du Collectif contre les délocalisations, jeudi 23 janvier à Paris, se tiendra alors qu'un nouveau mandat interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) devrait précéder, à une date non encore fixée, le détail du plan d'accompagnement des délocalisations et une nouvelle liste d'organismes « délocalisés ».

M^{me} Edith Cresson n'avait sans doute pas le choix : ayant constaté l'échec de la méthode douce, qui avait consisté à demander, en 1990, à des ministères de prévoir un plan de délocalisation de 5 % de leurs effectifs dans un délai de trois ans, elle se devait de frapper les esprits pour se faire obéir. Une fois passé le seuil engendré par l'annonce, l'automne, le transfert en province d'une vingtaine d'organismes publics, la mise en œuvre de cette politique a suscité de multiples résistances à tous les niveaux.

« Les établissements délocalisés vont perdre leur identité », a dit le directeur d'un organisme. « Si Maitignon persiste, nous risquons de voir notre disparition », a dit un autre. « Les emplois d'emplois promis en province ne sont que de la poudre aux yeux », a dit un autre. « Les emplois d'emplois promis en province ne sont que de la poudre aux yeux », a dit un autre. « Les emplois d'emplois promis en province ne sont que de la poudre aux yeux », a dit un autre.

« C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement.

« C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement.

« C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement.

« C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement.

« C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement.

« C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement. « C'est la politique la plus difficile à mettre en œuvre », a dit un directeur d'établissement.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

ÉCONOMIE

« Les malentendus entre la France et le Japon sont dissipés »

estime M. Bérégovoy en visite à Tokyo

TOKYO

notre envoyé spécial

La France et le Japon ont rendu public, lundi 20 janvier à Tokyo, une déclaration conjointe indiquant que, désormais, les ministres des finances des deux pays se rencontreront régulièrement, soit à Paris, soit à Tokyo, soit à un autre lieu convenu d'avance. Cette décision, présentée lundi par le ministre japonais de l'Économie, M. Mitsuhiro Matsuno, lors d'une conférence de presse, a été saluée par le ministre français de l'Économie, M. Pierre Bérégovoy, qui a souligné la volonté des deux pays de renforcer leur coopération commerciale et financière, mais aussi politique.

Après avoir eu pendant son séjour à Tokyo, M. Bérégovoy a rencontré lundi le premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, qu'il a vu pour la première fois en 1985, estimant que les malentendus entre les deux pays sont dissipés et qu'il y a une nouvelle donne à la coopération franco-japonaise sous l'égide

de la CEE. Appelant les industriels japonais à investir en France, le ministre français a indiqué que le Japon, lui aussi, avait des intérêts commerciaux en France. M. Bérégovoy a souligné que les deux pays ont des intérêts communs dans l'automobile, l'électronique, l'aéronautique, l'énergie, etc.

Quelques jours avant la réunion du G 7 (groupe des sept pays les plus industrialisés) à Washington, les Français et les Japonais ont, d'après M. Bérégovoy, des préoccupations communes. M. Bérégovoy a souligné la reprise de l'économie mondiale. Le cas de l'Allemagne a été évoqué « longuement » lors des entretiens. Le ministre français a souligné que l'Allemagne a une longue tradition industrielle et commerciale.

A propos de l'Union européenne (UE), M. Bérégovoy a indiqué que le Japon a une longue tradition commerciale et industrielle. M. Bérégovoy a souligné que le Japon a une longue tradition commerciale et industrielle. M. Bérégovoy a souligné que le Japon a une longue tradition commerciale et industrielle.

□ Taiwan souhaite l'ouverture de succursales bancaires en Chine. Les banques taiwanaises ont demandé l'autorisation d'ouvrir des succursales en Chine, par le biais de filiales déjà ouvertes à l'étranger, ont indiqué dimanche 19 janvier des responsables du ministère des Finances. Taiwan a interdit les investissements directs en Chine après l'exil de son gouvernement en 1949. Actuellement, les investissements en Chine sont effectués de façon indirecte, essentiellement par le biais de Hongkong. Il y a eu plus de 5 milliards de dollars (27 milliards de francs) l'an dernier. (AFP.)

Le président de la Diète justifie la main-d'œuvre américaine

La main-d'œuvre américaine est de mauvaise qualité, ont déclaré les membres de la Diète, le président de la Diète, M. Yoshio Sakuruchi, cité par le quotidien *Mainichi*, ajoutant que, dans ces circonstances, les responsables américains ne peuvent pas donner d'instructions écrites à leur personnel.

Qui songe qui risquent de perdre un tel homme. Unis, quelques jours après la visite au Japon du président Bush. D'autant que M. Sakuruchi n'est pas une personnalité japonaise à braver l'opinion américaine. (Reuters.)

INDICATEURS

ALLEMAGNE

● Paiements courants : excédent en novembre. — Le solde des paiements courants de l'Allemagne a été excédentaire de 1,7 milliard de marks en novembre (5,8 milliards de francs) après avoir été déficitaire de 3,3 milliards en octobre. Les paiements courants de l'Allemagne avaient été excédentaires jusqu'en 1981, avant d'être brutalement déséquilibrés par la réunification (un déficit de 35 milliards de marks environ en 1990 pour l'ensemble).

FRANCE

● Prix : baisse de 4,7 % des livraisons premières. — L'indice du prix des livraisons premières importées par la France a enregistré une baisse de 4,7 % en décembre, s'établissant à 105,5 contre 110,8 en novembre et 114,7 en octobre. Cet indice, calculé par l'INSEE, reflète une diminution du prix de toutes les catégories de livraisons premières, alimentaires et industrielles.

GRANDE-BRETAGNE

● Prix : + 4,5 % en un an. — Les prix de détail ont augmenté de 0,1 % en décembre 1991 comparés à décembre 1990 à 4,5 %. Entre décembre 1989 et décembre 1990, les prix ont augmenté de 9,3 %.

● Chômage : au plus haut depuis quatre ans. — Le taux de chômage a atteint 11 % de la population active en décembre, contre 10,4 % en novembre, et 6,5 % au début de l'année 1989. Selon les statistiques publiées en décembre corrigées des variations saisonnières, 2,546 millions de personnes étaient à la recherche d'un emploi (+ 31 000 en un mois). Il s'agit du plus haut niveau de chômage depuis 1987.

JAPON

● Productivité : + 6,9 % par an. — Selon une étude du département américain du travail, la productivité des travailleurs japonais (encore légèrement inférieure à celle des Américains) a augmenté plus de deux fois plus vite au Japon qu'aux États-Unis depuis 1980. La productivité moyenne de la productivité a augmenté de 6,9 % au Japon, contre 2,9 % aux États-Unis. Cette étude, les performances en matière de productivité ont été, après le Japon, la Belgique (+ 6 %), les Pays-Bas (+ 5,4 %), l'Italie (+ 5,3 %), la France (+ 4,9 %), le Danemark et les Pays-Bas (+ 4 %).

TURQUIE

● PNB : + 5,5 % en 1992. — Présentant son projet de budget pour 1992, le ministre de l'économie, M. Tansu Ciller, a annoncé samedi 19 janvier que la croissance du PNB devrait s'élever à 5,5 % en 1992, contre 4 % l'an dernier. Le taux d'inflation devrait être ramené de 70 % à 42 %. Le gouvernement prévoit de stimuler la croissance par l'octroi d'avantages fiscaux et de crédits avantageux.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCE SCIENCES ET MÉDECINE

Les réformes économiques dans les pays de l'Est

Les ex-satellites sur l'orbite du marché

Lors du passage du plan au marché, les ex-satellites de l'Union soviétique ont conduit pas nécessairement à l'hyperinflation. Pour défendre leur stratégie, les dirigeants de M. Eltsine s'appuient sur les expériences de l'Union soviétique de l'URSS : la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Effectivement, dans ces anciens pays socialistes, les prix ont retrouvé leur liberté. Pour l'instant, l'hyperinflation n'est pas un problème. Mais au bout de quelques semaines, les prix de certains produits ont commencé à baisser. La confrontation entre une offre accrue et une demande en contraction a conduit à l'ajustement par les prix.

Forte chute de pouvoir d'achat

En définitive, si même si l'évolution a été plus lente en Pologne qu'en Tchécoslovaquie et surtout qu'en Hongrie, la libéralisation des prix a d'abord provoqué un effondrement des prix à partir de l'été. A Budapest, l'inflation reste élevée — un rythme annuel de 30 % environ — mais sans avoir jamais atteint les sommets des autres pays. Bref, l'hyperinflation a été évitée. Partiellement convertible en Pologne et en Hongrie, la monnaie a pu être stabilisée.

Les pénuries ont disparu... les clients aussi. Pour la population, la forte augmentation des prix n'a

généralement pas été répercutée en totalité dans les revenus. En Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, les salaires ont suivi le cours des prix. Mais au bout de quelques semaines, les prix de certains produits ont commencé à baisser. La confrontation entre une offre accrue et une demande en contraction a conduit à l'ajustement par les prix.

Les réformes engagées, notamment la libéralisation des prix, ont provoqué une forte contraction de la demande d'abord, de l'offre ensuite. La chute de la production a été partout, très forte. Les réformes ont eu pour effet de réduire la demande de produits de consommation. Les populations expriment leur mécontentement par des grèves — leur impatience, la mauvaise augmentation, le chômage, la baisse des prix de certains produits de consommation. Pour l'instant, malgré un environnement extérieur défavorable, les réformes ont permis de maintenir la production et de réduire les risques de l'hyperinflation, de la désintégration économique ou de l'explosion sociale. (AFP.)

Une déception d'inspiration keynésienne se fait jour à l'Est. Elle affirme que les réformes menées d'une manière trop volontariste plongent les économies est-européennes dans une spirale récessionniste. « Au lieu d'engager des politiques anti-inflationnistes, il faut relancer les investissements publics et protéger les industries en voie de reconversion », plaident l'un des plus éminents représentants de

l'opposition. M. Wlodek Komar, ancien vice-premier ministre de Tchécoslovaquie, qui s'exprimait lors d'un colloque sur la situation dans les pays est-européens en 1991, a déclaré que les réformes ont provoqué un choc à la population, s'ajoutant à la crise économique. Tardos, économiste et député hongrois de l'opposition (Alliance des démocrates libres). En Pologne, après avoir accepté pendant deux ans une politique d'austérité économique, les populations expriment leur mécontentement par des grèves — leur impatience, la mauvaise augmentation, le chômage, la baisse des prix de certains produits de consommation.

Pour l'instant, malgré un environnement extérieur défavorable, les réformes ont permis de maintenir la production et de réduire les risques de l'hyperinflation, de la désintégration économique ou de l'explosion sociale. (AFP.)

Le président de la Diète justifie la main-d'œuvre américaine. La main-d'œuvre américaine est de mauvaise qualité, ont déclaré les membres de la Diète, le président de la Diète, M. Yoshio Sakuruchi, cité par le quotidien *Mainichi*, ajoutant que, dans ces circonstances, les responsables américains ne peuvent pas donner d'instructions écrites à leur personnel.

Qui songe qui risquent de perdre un tel homme. Unis, quelques jours après la visite au Japon du président Bush. D'autant que M. Sakuruchi n'est pas une personnalité japonaise à braver l'opinion américaine. (Reuters.)

CEI : l'inflation au galop

Suite de la première page

Est-elle, au contraire, le premier pas décisif vers l'économie de marché? Soutenue par les organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI), cette stratégie fait naître des risques d'explosion sociale qui inquiètent Moscou mais aussi les capitales occidentales.

La réforme des prix est une clé essentielle pour le passage d'une économie centralisée planifiée à une économie de marché. Dans le système soviétique, les prix reflètent avant tout des priorités politiques et des réalités économiques. Ils administrativement, ils ne traduisent ni le rapport entre l'offre et la demande ni le prix de revient des produits. Ils sont donc le fruit d'un compromis entre bureaucratie (le parti, l'administration du plan central, les ministères sectoriels), intérêts privés et des degrés divers de priorités économiques, sociales et politiques.

Exemples : comme des produits de première nécessité, le pain, l'énergie, le logement, le transport, les habits pour enfants étaient vendus à très bas prix. Bientôt de luxe, la voiture individuelle, le matériel de fourrure ou la vodka étaient au contraire très coûteux. Les prix étaient ainsi un instrument de la redistribution sociale, le budget central jouant un rôle d'intermédiaire. Schématiquement, les taxes payées sur les produits de luxe servaient à financer les subventions sur les biens de première nécessité.

Par ce système, le Plan, l'Etat et le Parti communiste prétendaient orienter à travers la structure des prix, celle de la consommation. Dénoncé à l'envi par de nombreux économistes — parmi les proches de M. Mikhaïl Gorbatchev notamment — ce système conduisait à des distorsions régulièrement montées en épingle dans la presse soviétique. Et depuis longtemps. Certes, il suffisait de quelques kopecks pour acheter un litre de lait, mais il n'y avait pas de lait dans les magasins d'Etat. Pour acheter le bétail, les fermes préféraient acheter du pain — au prix subventionné — que des céréales. La Russie manquait de céréales, mais gaspillait allégrement dans des embouteillages monstres son pétrole vendu à un très bas prix.

En 1987, M. Gorbatchev a annoncé certains de ses prévisions d'ailleurs — avait évoqué une réforme des prix. Annoncée, celle-ci sera

constamment reportée pour finalement déboucher sur une hausse d'avril 1991. La désintégration générale du système conduit en fait, en 1991, à un effondrement de la production (une chute de 15 % du produit intérieur brut), à une explosion du déficit budgétaire (20 % du produit intérieur brut) et de la dette monétaire en circulation.

Avec l'émergence de marchés libres, notamment des marchés de gros, où les prix se fixent en fonction de l'offre et de la demande (les Bourses de marchandises), les prix s'envolent. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 600 % à 700 % en fin d'année. Les prix ont pris une tournure prudente, l'appareil statistique n'est pas encore capable de restituer le reste. Fondamentalement, le système des prix administrés n'a cependant pas été cassé.

Un relèvement administré

Avec son équipe de jeunes économistes ultra-libéraux, M. Eltsine annonce, dès octobre, son intention de s'y attaquer. La réforme des prix est prévue pour 1992. Après plusieurs étapes, elle se fera en trois phases. La première étape, il s'agit de libérer les prix de consommation, essentiellement les produits de première nécessité. L'Etat maintient son contrôle sur les prix des produits de consommation (monopoles naturels) (énergie, transport, communications) et sur des produits importants pour la population (pain, lait, sucre, huile).

« La politique des prix est orientée vers un changement des structures existantes, leur rapprochement avec les prix monétaires sera progressif », explique M. Andreï A. Nechayev, vice-ministre de l'économie chargé de la réforme des prix. D'ores et déjà, le gouvernement a dans ses cartons une seconde série de hausses pour le printemps. Selon M. Egor Gaidar, vice-premier ministre, les prix à la consommation vont globalement baisser en janvier, puis augmenter en février. L'inflation va persister d'abord, une partie des entreprises de la population et va faire revenir les marchandises dans les étagères des magasins. L'approvisionnement s'améliorera, les prix se stabiliseront. Concilié par la même équipe d'économistes, M. Eltsine a

gouvernement de Varsovie en 1990 (et notamment par l'Américain Jeffrey Sachs), M. Gaidar veut engager la Russie — et à sa suite les autres Républiques de la CEI — dans un scénario de type polonais. On peut se demander si elle est parfaitement adaptée aux conditions de l'ex-URSS. Le terrain y est en effet bien différent, la situation politique aussi.

Par rapport aux pays est-européens, les Républiques de la CEI souffrent d'abord d'une moindre proximité historique et géographique à l'égard du marché. Soixante-dix ans d'économie centralisée ont modifié les comportements économiques. Alors qu'en Pologne les paysans, privés de la liberté de vendre leurs produits, n'ont pas pu se lancer sur le marché, il n'est pas sûr que les fermes d'Etat soviétiques en fassent autant aujourd'hui. La volonté de privatiser l'agriculture, héritée de Moscou, risque de se heurter à un manque de vocations.

Jusqu'à présent, sur 15 millions de salariés agricoles susceptibles de prendre en location des terres, 60 000 à peine se sont portés candidats. Sur le marché kolchozien, un paysan russe ne reçoit pas ses prix en fin de journée : il tente de vendre ses produits le lendemain et les jours suivants au même prix — un prix fixe, certes, mais fixe, car un prix est fixé, — quitte à se retrouver avec des invendus. La planification est aussi dans la tête.

Plus immédiatement, la situation politique apparaît aussi dans l'ex-URSS. Les réformes économiques dans les pays d'Europe centrale. La désintégration du système a beaucoup plus facilité la libération de l'empire et la fin des guerres économiques entre les différentes Républiques rendent plus aisée encore la transition. Le gouvernement russe affirme vouloir jouer le rôle de médiateur. Il a fait, avec difficulté, avec la libération des prix.

La Russie n'évitera cependant l'hyperinflation qu'à trois conditions. Que le chemin vers la liberté des prix soit progressif. Que les autres réformes de structure qu'impose le passage au marché (fin des monopoles, développement de la propriété privée, d'un système bancaire et financier...) soient engagées simultanément. Qu'une stricte rigueur budgétaire et monétaire soit enfin assurée.

Malgré les dépenses de l'Etat, former les usines les plus inefficaces, accélérer la reconversion du complexe militaro-industriel, remettre en cause certains avantages sociaux, augmenter les impôts, stopper la planche à billets, l'usage d'une politique monétaire rigoureuse, la politique de détermination du pouvoir central.

Cela suppose ensuite une adhésion de la population à ce pouvoir. Il n'est pas sûr que l'une et l'autre de ces conditions soient aujourd'hui remplies à l'envi.

Entre la rapidité du tir et sa précision, M. Eltsine a donc choisi la rapidité. La réforme des prix du 2 janvier est une opération chirurgicale sans anesthésie, estime l'économiste russe Nikolai Schmelev. La brutalité de l'opération est approuvée par le FMI. Face à la résistance des structures bureaucratiques et du complexe militaro-industriel, il est vrai qu'un coup de force était nécessaire. L'une des erreurs de M. Gorbatchev aura peut-être été justement d'avoir trop hésité dans ce domaine.

L'avenir radié

Une série de nouveaux tirs attendent M. Eltsine. Il lui faut faire preuve maintenant non seulement de rapidité, mais aussi de précision. Dans quelle mesure va-t-il accepter une répercussion de la hausse des prix dans les revenus? Comment va-t-il faire accepter la réduction importante des effectifs de l'Etat? Comment va-t-il régler l'inévitable mécontentement social que vont engendrer le chômage, la diminution du pouvoir d'achat, la dévaluation de l'épargne des petites gens, l'accroissement des inégalités?

M. Eltsine avait, après le putsch raté du 19 août, un formidable capital politique. A l'instar de M. Mikhaïl Schmelev, nombre d'économistes lui reprochent aujourd'hui de ne pas avoir utilisé immédiatement des septembre dernier — pour engager les réformes nécessaires. Les nouveaux capitalistes russes s'inquiètent aussi de ses projets fiscaux et de ses hésitations sur le droit de propriété des terres. Mais surtout, après l'opération du pouvoir d'achat, la dévaluation de l'épargne des petites gens, l'accroissement des inégalités.

Lors de ses vœux à la population, M. Eltsine s'est voulu rassurant. « Ce sera dur, mais ce ne sera pas long, six ou huit mois », a-t-il déclaré alors qu'il s'expliquait sur la réforme des prix. Les habitudes sont dures à perdre. Alors qu'il sait que la transition sera longue et douloureuse — la population ne devrait pas en ressentir d'effets positifs avant dix ans, selon l'un de ses conseillers, — il promet une amélioration pour très bientôt. Est-ce vraiment la meilleure manière d'entretenir le crédit auprès de l'opinion? La promesse d'un radicalement ex-soviétique.

ÉRIK IZRAELIOWICZ

Le Monde des Carrières Internationales

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une réserve en vue de l'engagement d'un nombre estimé de 2 agents (carrière A7/A6) spécialisés dans la

COMMUNICATION DE LA RECHERCHE

TACHES: dans le cadre des programmes communautaires de recherche et développement technologique, concevoir et mettre en œuvre des actions visant à améliorer la communication et la diffusion des résultats de la recherche scientifique et technologique au sein de la communauté scientifique, le milieu industriel et public.

FORMATION: formation universitaire dans le domaine concerné, sanctionnée par un diplôme.

PROFIL: expérience professionnelle acquise dans des organismes publics ou privés sur l'exécution des tâches visées ci-dessus; outils théoriques de la communication scientifique (sociologie, philosophie, théorie de la communication, sémiotique); connaissance approfondie du travail de recherche, du fonctionnement de la communauté scientifique en Europe; maîtrise des rapports avec la société et le milieu industriel.

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: ne pas dépasser 55 ans; dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour les agents des institutions de la C.E., les militaires ou autres, l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais); connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/01/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés de préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME 2/54, rue Montoyer 75, 8-1040 Bruxelles (tel.: 02-235.56.60 - fax: 02-235.56.60).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Head of the Aston Business School

Outstanding candidates sought for this post, to head the Aston Business School through a period of continued expansion and development, in its position as a leading international university.

The Aston Business School is already one of the leading business schools in Britain. It is a very young Department of Modern Languages, which contains the Faculty of Management and Modern Languages which contains the University's student population. It is a leading international orientation, and a network of student and staff exchanges, especially in Europe. Aston University is recognised as Britain's leading university in the application of information technology, and is well placed to meet the challenges and opportunities of the future and beyond, as a leading European university.

Candidates should have a record of outstanding achievement in either the world, industry, or public sector. A strong academic record, with a particular commitment to high-quality research, would be especially welcome. A thorough understanding of business initiatives, challenges in management, and practice is essential together with ability to develop effective strategic plans in a competitive environment. Candidates should have a wide range of high-level experience in industry, commerce and public sector, and the ability to demonstrate strong leadership and communication skills.

A continuing appointment, or a limited-term contract will be considered. The remuneration package will be negotiable, to reflect the seniority of the post within the University.

Anyone wishing to apply should informally approach the Vice-Chancellor, Professor Frederick Crawford, or the Secretary-Registrar, Mr David Packham. Tel: 021-359 3811.



For particular details, please contact: The Secretary-Registrar, Aston University, Birmingham B4 7ET. Quoting Ref: 7ET. Tel: 021-333 5119.

ASTON UNIVERSITY

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une réserve en vue de l'engagement d'un nombre estimé de 2 agents (carrière A7/A6) spécialisés dans la

ASPECTS JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS DE LA RECHERCHE

TACHES: dans le cadre des programmes communautaires de recherche et développement technologique, concevoir et mettre en œuvre des actions visant à analyser à l'aide des outils intellectuels appropriés, les aspects juridiques, institutionnels, éthiques et déontologiques de la recherche.

FORMATION: formation universitaire dans le domaine concerné, sanctionnée par un diplôme.

PROFIL: expérience professionnelle acquise dans des organismes publics ou privés; les candidats devront posséder une très bonne connaissance des aspects juridiques, éthiques et déontologiques de l'activité de recherche et de développement technologique (propriété intellectuelle, transfert de technologie, éthique de la recherche, régime international de l'information scientifique) ainsi que de la nature des mécanismes des institutions en charge des questions de recherche (financement public ou privé, formes d'intervention, etc.).

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: ne pas dépasser 55 ans; dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour les agents des institutions de la C.E., les militaires ou autres, l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais); connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/01/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés de préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME 2/54, rue Montoyer 75, 8-1040 Bruxelles (tel.: 02-235.56.60 - fax: 02-235.56.60).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une réserve en vue de l'engagement d'un nombre estimé de 2 agents scientifiques (carrière A8/A5) spécialisés dans la

TECHNOLOGIES DE PRODUCTION

TACHES: dans le cadre des programmes communautaires de recherche et développement technologique, concevoir et mettre en œuvre des actions visant à améliorer la production industrielle et le développement des technologies de production.

FORMATION: formation universitaire dans le domaine concerné, sanctionnée par un diplôme.

PROFIL: expérience professionnelle acquise dans des organismes publics ou privés; les candidats devront posséder une très bonne connaissance des technologies de production (systèmes de production, gestion de la production, etc.); outils théoriques de la production (gestion de la production, etc.); connaissance approfondie du travail de recherche, du fonctionnement de la communauté scientifique en Europe; maîtrise des rapports avec la société et le milieu industriel.

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: ne pas dépasser 55 ans; dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour les agents des institutions de la C.E., les militaires ou autres, l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais); connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/01/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés de préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME 2/54, rue Montoyer 75, 8-1040 Bruxelles (tel.: 02-235.56.60 - fax: 02-235.56.60).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

PARIS - LILLE

LILLE - NANCY

NANCY - STRASBOURG

STRASBOURG - LYON

LYON - BORDEAUX

BORDEAUX - NANTES

NANTES - RENNES

RENNES - BRUXELLES

BRUXELLES - LUXEMBOURG

LUXEMBOURG - FRANCOFORT

FRANCOFORT - BERLIN

BERLIN - DRESDEN

DRESDEN - GOTTINGEN

GOTTINGEN - HAMBURG

HAMBURG - KÖLN

KÖLN - MÜNCHEN

MÜNCHEN - WÜRZBURG

WÜRZBURG - ZÜRICH

ZÜRICH - GENÈVE

GENÈVE - LAUSANNE

LAUSANNE - MILAN

MILAN - NAPLES

NAPLES - PALERME

PALERME - ROME

ROME - VATICAN

VATICAN - ATHÈNES

ATHÈNES - SOFIE

SOFIE - BULGARIE

BULGARIE - ALBANIE

ALBANIE - MACÉDOINE

MACÉDOINE - SERBIE

SERBIE - CROATIE

CROATIE - HONGRIE

HONGRIE - TCHÉCOSLOVAQUIE

TCHÉCOSLOVAQUIE - Pologne

Pologne - ALBANIE

ALBANIE - MACÉDOINE

MACÉDOINE - SERBIE

SERBIE - CROATIE

CROATIE - HONGRIE

HONGRIE - TCHÉCOSLOVAQUIE

TCHÉCOSLOVAQUIE - Pologne

Pologne - ALBANIE

ALBANIE - MACÉDOINE

MACÉDOINE - SERBIE

SERBIE - CROATIE

CROATIE - HONGRIE

HONGRIE - TCHÉCOSLOVAQUIE

TCHÉCOSLOVAQUIE - Pologne

Pologne - ALBANIE

ALBANIE - MACÉDOINE

MACÉDOINE - SERBIE

SERBIE - CROATIE

CROATIE - HONGRIE

HONGRIE - TCHÉCOSLOVAQUIE

TCHÉCOSLOVAQUIE - Pologne

Pologne - ALBANIE

ALBANIE - MACÉDOINE

MACÉDOINE - SERBIE

SERBIE - CROATIE

CROATIE - HONGRIE

HONGRIE - TCHÉCOSLOVAQUIE

TCHÉCOSLOVAQUIE - Pologne

Pologne - ALBANIE

ALBANIE - MACÉDOINE

MACÉDOINE - SERBIE

SERBIE - CROATIE

CROATIE - HONGRIE

HONGRIE - TCHÉCOSLOVAQUIE

TCHÉCOSLOVAQUIE - Pologne

Pologne - ALBANIE

ALBANIE - MACÉDOINE

MACÉDOINE - SERBIE

GROUPE ROUGIER

Groupe international fortement implanté en Afrique, nous représentons un CA de 600 MF avec 3 000 personnes dans les métiers du bois.

Dans le cadre du développement de notre activité au CAMEROUN, nous recherchons notre

Directeur d'Exploitation

Basé en France avec de fréquents déplacements en brousse, vous serez sous la responsabilité du D.G. du pays.

Homme de terrain, vous serez responsable de 3 activités (exploitation forestière, scierie et transformation) et de leur coordination.

Vous aurez également l'interface avec les services commerciaux et Douanes.

De formation technique, vous serez occupé de fonctions opérationnelles. Une expérience d'exportation serait un plus.

Nous offrons une rémunération et des avantages motivants ainsi que de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions), sous réf. RER/LM1, à: michel joughannaud conseils international search group 182, rue de Vaugirard - 75014 PARIS

PARIS - LILLE

LILLE - NANCY

NANCY - STRASBOURG

STRASBOURG - LYON

LYON - BORDEAUX

BORDEAUX - NANTES

NANTES - RENNES

RENNES - BRUXELLES

BRUXELLES - LUXEMBOURG

LUXEMBOURG - FRANCOFORT

FRANCOFORT - BERLIN

BERLIN - DRESDEN

DRESDEN - GOTTINGEN

GOTTINGEN - HAMBURG

HAMBURG - KÖLN

KÖLN - MÜNCHEN

MÜNCHEN - WÜRZBURG

WÜRZBURG - ZÜRICH

ZÜRICH - GENÈVE

GENÈVE - LAUSANNE

LAUSANNE - MILAN

MILAN - NAPLES

NAPLES - PALERME

PALERME - ROME

ROME - VATICAN

VATICAN - ATHÈNES

ATHÈNES - SOFIE

SOFIE - BULGARIE

BULGARIE - ALBANIE

ALBANIE - MACÉDOINE

MACÉDOINE - SERBIE

SERBIE - CROATIE

CROATIE - HONGRIE

HONGRIE - TCHÉCOSLOVAQUIE

TCHÉCOSLOVAQUIE - Pologne

Pologne - ALBANIE

ALBANIE - MACÉDOINE

MACÉDOINE - SERBIE

SERBIE - CROATIE

CROATIE - HONGRIE

HONGRIE - TCHÉCOSLOVAQUIE

TCHÉCOSLOVAQUIE - Pologne

Pologne - ALBANIE

ALBANIE - MACÉDOINE

MACÉDOINE - SERBIE

SERBIE - CROATIE

CROATIE - HONGRIE

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une réserve en vue de l'engagement d'un nombre estimé de 2 agents scientifiques (carrière A7/A6) spécialisés dans la

ÉVALUATION DES TECHNOLOGIES

TACHES: dans le cadre des programmes communautaires de recherche et développement technologique, analyser les questions, les procédés et les produits technologiques pour évaluer l'impact de la technologie sur le système industriel, économique et social. En particulier, analyser les interactions et les développements socio-économiques des technologies, et les dangers qui en découlent pour la société, afin d'améliorer les capacités de la communauté européenne à l'élaboration de la politique scientifique et technologique.

FORMATION: formation universitaire dans le domaine concerné, sanctionnée par un diplôme.

PROFIL: expérience professionnelle acquise dans des organismes publics ou privés; les candidats devront posséder une très bonne connaissance des technologies (systèmes de production, gestion de la production, etc.); outils théoriques de l'analyse technologique; connaissance approfondie du travail de recherche, du fonctionnement de la communauté scientifique en Europe; maîtrise des rapports avec la société et le milieu industriel.

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: ne pas dépasser 55 ans; dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour les agents des institutions de la C.E., les militaires ou autres, l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais); connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/01/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés de préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME 2/54, rue Montoyer 75, 8-1040 Bruxelles (tel.: 02-235.56.60 - fax: 02-235.56.60).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Dans le cadre de la création d'une grande école d'ingénieurs télécommunications Franco-Polonaise, située à Poznan, associant l'Etat Polonais et les industries françaises, France Télécom recherche son

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT GESTION ET ECONOMIE

Il sera chargé, dès 1992, de mettre sur pied les enseignements et les recherches en gestion et économie, et d'en assurer le développement pendant au moins 3 ans. L'Ecole a pour objectif d'accueillir, au moins 300 étudiants polonais et 200 étudiants français.

Diplômé d'enseignement supérieur (doctorat, grande école...), vous avez 30 ans environ, une expérience professionnelle acquise en industrie et à l'université, une recherche et développement, et un enseignement dans les domaines du management. Une expérience dans l'enseignement supérieur et la formation continue constituera un atout.

Vous parlez couramment français et l'anglais. La connaissance du polonais sera appréciée. La rémunération sera liée à l'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V. et photo) avant le 12 février 1992 à:

DEST/DRH
A l'attention de G. POGOREL
46, rue Barzani
75014 PARIS CEDEX 13 - FRANCE



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une réserve en vue de l'engagement d'un nombre estimé de 2 agents (carrière A7/A6) spécialisés dans la

ECONOMIE DE LA RECHERCHE

TACHES: dans le cadre des programmes communautaires de recherche et développement technologique, analyser les questions, les procédés et les produits technologiques pour évaluer l'impact de la technologie sur le système industriel, économique et social. En particulier, analyser les interactions et les développements socio-économiques des technologies, et les dangers qui en découlent pour la société, afin d'améliorer les capacités de la communauté européenne à l'élaboration de la politique scientifique et technologique.

FORMATION: formation universitaire dans le domaine concerné, sanctionnée par un diplôme.

PROFIL: expérience professionnelle acquise dans des organismes publics ou privés; les candidats devront posséder une très bonne connaissance des technologies (systèmes de production, gestion de la production, etc.); outils théoriques de l'analyse technologique; connaissance approfondie du travail de recherche, du fonctionnement de la communauté scientifique en Europe; maîtrise des rapports avec la société et le milieu industriel.

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: ne pas dépasser 55 ans; dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour les agents des institutions de la C.E., les militaires ou autres, l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais); connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/01/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés de préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME 2/54, rue Montoyer 75, 8-1040 Bruxelles (tel.: 02-235.56.60 - fax: 02-235.56.60).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36015 L M

مكتبات الأصل

Le Monde des Carrières Internationales

Le Monde • Mardi 21 janvier 1992 23

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve en vue de l'engagement d'un agent scientifique (catégorie AB/AS) spécialisé dans le domaine suivant:

CARDIOLOGIE

TÂCHES: dans le cadre du programme de recherche médicale et de santé, assurer l'organisation et la gestion administrative et scientifique des activités de recherche en cardiologie, plus particulièrement dans les domaines de l'épidémiologie clinique et des facteurs de risque et de l'évaluation de nouvelles thérapies.

FORMATION: formation universitaire sanctionnée par un diplôme de docteur en médecine et une spécialité en cardiologie.

PROFIL: expérience professionnelle acquise en milieu universitaire et/ou hospitalier; les candidats devront posséder de bonnes connaissances en matière de cardiologie clinique et de nouvelles techniques de diagnostic et de traitement des facteurs de risque et de l'évaluation de nouvelles thérapies; les connaissances dans la modélisation des procédés hydrauliques et en chimie analytique constituent un atout.

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée, renouvelables; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: né après le 01/03/1956. Des dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour: les agents des institutions des C.E. les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais) et connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/02/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés en préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME R2/54, rue Montoyer 75, B-1040 Bruxelles (tél.: XX-32-2/235.56.60 - fax: XX-32-2/236.30.25).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve en vue de l'engagement d'un agent scientifique (catégorie AB/AS) spécialisé dans le domaine suivant:

REDUCTION DES EMISSIONS

TÂCHES: dans le cadre des activités de la Commission dans le domaine du développement technologique et de la recherche, participer à la formulation, à la sélection et à la supervision de l'exécution des activités de recherche dans le domaine des technologies de réduction des émissions.

FORMATION: de niveau universitaire, sanctionnée par un diplôme de docteur en ingénierie ou en chimie.

PROFIL: expérience professionnelle acquise dans l'industrie ou dans la recherche; la préférence sera donnée à un ingénieur ou à un chimiste ayant des connaissances et une expérience dans la conception et/ou le fonctionnement des installations pour le traitement des eaux usées, des boues, des eaux résiduaires industrielles; les connaissances dans la modélisation des procédés hydrauliques et en chimie analytique constituent un atout.

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée, renouvelables; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: né après le 01/03/1956. Des dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour: les agents des institutions des C.E. les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais) et connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/02/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés en préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME R2/54, rue Montoyer 75, B-1040 Bruxelles (tél.: XX-32-2/235.56.60 - fax: XX-32-2/236.30.25).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve en vue de l'engagement d'un agent scientifique (catégorie AB/AS) spécialisé dans le domaine suivant:

NEUROLOGIE

TÂCHES: dans le cadre du programme de recherche médicale et de santé, assurer l'organisation et la gestion administrative et scientifique des activités de recherche en neurologie, plus particulièrement en neurobiologie, neuropsychopharmacologie, neuroendocrinologie et neuroimmunologie.

FORMATION: niveau universitaire sanctionné par un diplôme de docteur en médecine et une spécialité en neurologie.

PROFIL: expérience professionnelle acquise en milieu universitaire et/ou hospitalier; les candidats devront posséder une très bonne connaissance des outils de la recherche clinique en neurologie; dans différents domaines concernés: génétique moléculaire, neuropsychiatrie, marqueurs biologiques, techniques d'imagerie médicale, approche multidisciplinaire de l'étude des troubles mentaux, etc.

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée, renouvelables; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: né après le 01/03/1956. Des dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour: les agents des institutions des C.E. les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais) et connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/02/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés en préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME R2/54, rue Montoyer 75, B-1040 Bruxelles (tél.: XX-32-2/235.56.60 - fax: XX-32-2/236.30.25).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve en vue de l'engagement d'un agent scientifique (catégorie AB/AS) spécialisé dans le domaine suivant:

GESTION DE PROGRAMMES

TÂCHES: définir, gérer et coordonner une série d'activités de recherche dans le programme-cadre communautaire pour la recherche et le développement technologique, participer à la formulation, à la sélection et à la supervision de l'exécution des activités de recherche sur les aspects socio-économiques et les problèmes et des politiques de l'environnement.

FORMATION: de niveau universitaire, sanctionnée par un diplôme de docteur en sciences.

PROFIL: expérience professionnelle acquise dans une université, dans l'industrie ou dans la recherche; la préférence sera donnée à un ingénieur ou à un chimiste ayant des connaissances et une expérience dans la conception et/ou le fonctionnement des installations de triage, de traitement et d'élimination des déchets industriels et/ou urbains, la conception de sites d'évacuation sûrs, la gestion d'anciens sites d'évacuation; une expérience en chimie analytique constitue un atout.

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée, renouvelables; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: né après le 01/03/1956. Des dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour: les agents des institutions des C.E. les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais) et connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/02/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés en préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME R2/54, rue Montoyer 75, B-1040 Bruxelles (tél.: XX-32-2/235.56.60 - fax: XX-32-2/236.30.25).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve en vue de l'engagement d'un agent scientifique (catégorie AB/AS) spécialisé dans le domaine suivant:

ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

TÂCHES: dans le cadre des activités de la Commission dans le domaine du développement technologique et de la recherche, participer à la formulation, à la sélection et à la supervision de l'exécution des activités de recherche sur les aspects socio-économiques et les problèmes et des politiques de l'environnement.

FORMATION: de niveau universitaire, sanctionnée par un diplôme de docteur en sciences.

PROFIL: expérience professionnelle acquise dans une université, dans l'industrie ou dans la recherche; la préférence sera donnée à un ingénieur ou à un chimiste ayant des connaissances et une expérience dans la conception et/ou le fonctionnement des installations de triage, de traitement et d'élimination des déchets industriels et/ou urbains, la conception de sites d'évacuation sûrs, la gestion d'anciens sites d'évacuation; une expérience en chimie analytique constitue un atout.

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée, renouvelables; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: né après le 01/03/1956. Des dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour: les agents des institutions des C.E. les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais) et connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/02/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés en préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME R2/54, rue Montoyer 75, B-1040 Bruxelles (tél.: XX-32-2/235.56.60 - fax: XX-32-2/236.30.25).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve en vue de l'engagement d'un agent scientifique (catégorie AB/AS) spécialisé dans le domaine suivant:

TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

TÂCHES: dans le cadre des activités de la Commission dans le domaine du développement technologique et de la recherche, participer à la formulation, à la sélection et à la supervision de l'exécution des activités de recherche sur les aspects socio-économiques et les problèmes et des politiques de l'environnement.

FORMATION: de niveau universitaire, sanctionnée par un diplôme de docteur en sciences.

PROFIL: expérience professionnelle acquise dans le secteur privé ou dans le secteur public; la préférence sera donnée à un ingénieur ou à un ingénieur chimiste (éventuellement à un géologue) ayant des connaissances et une expérience dans la conception et/ou le fonctionnement des installations de triage, de traitement et d'élimination des déchets industriels et/ou urbains, la conception de sites d'évacuation sûrs, la gestion d'anciens sites d'évacuation; une expérience en chimie analytique constitue un atout.

CONDITIONS GÉNÉRALES: contrats temporaires à durée déterminée, renouvelables; nationalité: de l'un des États membres de la C.E.; lieu d'affectation: dans tous les lieux de travail de la Commission; âge: né après le 01/03/1956. Des dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour: les agents des institutions des C.E. les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats; connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais) et connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; détail d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 29/02/1992 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés en préférence par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, S0ME R2/54, rue Montoyer 75, B-1040 Bruxelles (tél.: XX-32-2/235.56.60 - fax: XX-32-2/236.30.25).

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas recevable.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

cherche un
AGENT TEMPORAIRE QUALIFIÉ (m/f)
réf. TT/92/IX - (catégorie A - niveau A/7 - A/6)

Domaine: DIRECTION GÉNÉRALE PERSONNEL ET ADMINISTRATION.
Fonctions: négociations avec les instances nationales compétentes et autres institutions internationales en vue de la conclusion d'accords en matière de transfert de droits de pension du personnel des institutions européennes.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire appropriée à la fonction d'au moins deux ans; avoir une connaissance approfondie des régimes de pension des fonctionnaires internationaux et des fonctions publiques nationales; avoir une bonne expérience de négociation au niveau international avec les instances compétentes en vue de la conclusion d'accords permettant le transfert des droits de pension; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; être né(e) après le 31 décembre 1955.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des institutions Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et aura une durée maximale limitée à 5 ans.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié (pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplômes et attestations des employeurs, au plus tard le 14 février 1992 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, en précisant sur l'enveloppe également, la référence TT/92/IX.

RECRUTEMENTS

INTERNATIONAUX

Le Monde

avec 14 % de sa diffusion

1^{er} quotidien français à l'étranger

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15 L M

LA VIE DES ENTREPRISES

Démission de M. René Jaeggi, président du directoire

M. Bernard Tapie perd son bras droit chez Adidas

Le président du directoire d'Adidas, M. René Jaeggi, a annoncé, jeudi 16 janvier, dans un entretien à l'agence de presse DPA, qu'il ne souhaitait pas, au janvier 1992, le renouvellement de son mandat pour cinq ans, pour « raisons personnelles ».

Nommé à ce poste en 1987, quelques mois seulement après la mort de Horst Dörner, le fils du fondateur, M. Jaeggi était resté en fonction lorsque M. Bernard Tapie avait repris le prestigieux fabricant allemand d'articles de sport en 1990.

L'homme d'affaires et député français avait en effet choisi d'appliquer le plan de redressement au point par M. Jaeggi. Un plan qui avait été complété par une série d'amalgames (cession de la filiale de mar-
Pony, Le Coq sportif à la

droits sur Arena, fermetures de sites). Le fabricant allemand renoue alors avec les bénéfices, passant de 130 millions de pertes en 1990 à 177,3 millions de profits en 1991. Le chiffre d'affaires a atteint 4,7 milliards de deutschemarks (+3 %) dont 1,3 milliard de licences, n'augmentant que de 3 % seulement. Les bonnes performances enregistrées sur les marchés britanniques (+10 %), français (+9 %) et américain (+8 %), ont en effet contrebalancé par un important recul sur le marché allemand (-7 %). Le redressement est donc loin d'être achevé.

La fragilité du montage financier réalisé par M. Tapie, pour reprendre Adidas, n'a pas été prise en

compte. L'absence d'affaires françaises d'abord a contraint à céder à des investisseurs institutionnels une partie de la participation pour rembourser certains des prêts contractés lors de l'achat d'Adidas. Et il se garde, désormais, de parler de 300 millions de deutschemarks qu'il avait promis d'injecter dans l'affaire. Dans un entretien au Monde, le 12 janvier 1991, il affirmait qu'après les cessions, l'augmentation de capital qu'il avait évoquée était en quelque sorte devenue inutile.

Au-delà de ses « raisons personnelles », M. Jaeggi, qui était devenu un des cibles de la presse allemande, a-t-il été que, faute de moyens nouveaux, le jeu n'en valait plus la chandelle ?

P.-A.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

TECHNOLOGIE

■ NTT se lance sur le marché des semi-conducteurs. - Un consortium japonais se lance sur le marché des semi-conducteurs : Nippon Telegraph and Telephone Corp. (NTT), qui se contentait jusqu'ici de développer des circuits intégrés, se lance sur le marché, via une filiale commerciale des circuits intégrés, selon le journal *Nihon Keizai Shimbun*. NTT s'attaque à ce marché afin de développer des activités. Le dernier classement de la société *Nihon Keizai Shimbun* - qui se situe dans un secteur - montre que les groupes nippons occupent six des dix premières places de classe-

ment mondial des producteurs de semi-conducteurs.

SOCIAL

■ Sextant-Avionique a pu être racheté. - Un nouveau plan de licenciements a été présenté, samedi 18 janvier, en mission municipale, en présence de M. Edith Cresson, premier ministre et maire de Châtelleraut, et de M. Francis Martin, PDG de la société. Quatre mesures nouvelles ont été prises : l'activité globale qui intéresse la direction nationale serait développée à la faveur d'une révision de la loi attendue au prin-

temps et par regroupement avec une autre société, la SAGEM ; le centre de logistique international (service après-vente), implanté dans la région parisienne, serait délocalisé à Châtelleraut ; le département « horloges », qui équipe les tableaux de bord des avions, ne partirait pas à Vendôme ; la mécanique, enfin, serait reprise par une autre société châtelleraudaise, qui s'engagerait à conserver les emplois. Ces mesures permettraient de réduire de 250 à 70 le nombre des suppressions d'emplois et d'éviter les licenciements massifs. Les syndicats se déclarent satisfaits. (Correspondant)

RÉSULTATS

■ Pierre et Vacances maintient son résultat 1991. - Le groupe Pierre et Vacances, créateur d'Avoriaz, a maintenu à 70 millions de francs en 1991 son résultat net (par le groupe), a annoncé son PDG, M. Gérard Brémont, lors du Festival du film fantastique. Ce résultat, équivalent à celui de l'exercice précédent, a été réalisé sur un chiffre d'affaires, en « forte hausse », de 1 milliard de francs dans le tourisme et sur un volume de « légère réduction » dans l'immobilier, également à 1 milliard de francs.

RACHATS

■ Dassault-Aviation a fait une offre de rachat à l'indépendance Cessna. L'avionneur français Dassault a offert à l'américain General Dynamics de lui racheter sa filiale Cessna. Un tel rachat permettrait à Dassault-Aviation, déjà présent dans le secteur des avions d'affaires avec la gamme des Falcon, de se renforcer considérablement dans le secteur civil. Bien que le constructeur aéronautique français n'ait pas révélé le montant de son offre, certains analystes estiment la valeur de Cessna entre 600 et 900 millions de dollars (entre 3,3 et 5 milliards de francs).

■ Candy : le groupe italien d'électroménager s'apprête à racheter l'espagnol Oscein. - Le groupe italien d'électroménager Candy a annoncé, vendredi 17 janvier, la signature d'un accord préliminaire pour le rachat du groupe espagnol Oscein. Cette société basque, qui fabrique des machines à laver. Fondé en 1961, Oscein emploie plus de 700 personnes et a produit plus de 300 000 pièces d'électroménager en 1991 pour un chiffre d'affaires de 650 millions de francs. Le groupe Candy, qui regroupe les marques Candy, Rosières, Zerowatt et Kelvinator, emploie 5 000 personnes en Europe et a facturé pour 6 milliards de francs en 1991.

NOMINATIONS

■ ICI Protection de l'agriculture : M. Bernard Graciet nommé directeur général. - M. Bernard Graciet, quarante-quatre ans, nommé directeur général d'ICI Protection de l'agriculture, dont les deux départements SOPRAO et Stauffer font un des chefs de file de l'agrochimie en France. Il prendra ses fonctions le 1^{er} avril 1992 et remplacera à ce poste M. Roger Delonze, qui quitte la société à la fin de l'année.

EMPLOI

Chaque mardi
daté mercredi

Le Monde
INITIATIVES

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 20 janvier

Tassement

Début de semaine maussade rue Vivienne. Pour le troisième jour de suite, la Bourse de Paris s'est en effet orientée à la baisse. Faible à l'ouverture, le mouvement s'accroît un peu par la suite. Aux alentours de 13 heures, l'indice CAC 40 avait pris un retard de 0,48 %. Dans l'après-midi, il s'inscrivait à 0,50 % au-dessous de son niveau précédent.

De l'avis général, après quatre semaines de hausse, le tassement des positions qu'on aura vu la liquidation de janvier, qui s'annonce devoir être la meilleure (+13,29 %) du mois de 1991 (+18,43 %). Les ventes bénéficiaires ont encore enregistré. Mais leur ampleur est restée limitée. A mi-parcours, le volume des transactions a atteint tout juste 1 milliard de francs. « Une hausse de 13,5 % en si peu de temps se gère », assure un gérant de portefeuille, en recommandant la prudence. D'une façon générale, l'optimisme continue de régner sous les colonnes. L'étonnante vigueur de Wall Street n'est pas étrangère au phénomène. Même si la grande Bourse new-yorkaise est appelée un moment ou un autre à corriger le tir, nul ne se laisse entraîner. C'est l'impression, la fin du mois approche et bien des investisseurs attendent avec une grande impatience le discours sur l'état de l'Union que le président Bush prononcera la semaine prochaine. Le chef de l'exécutif américain devrait à cette occasion donner la teneur des mesures prises pour favoriser la reprise de la croissance aux

Et le record de hausse de la séance est revenu à Gerland. Mais la plus grosse activité s'est concentrée autour de BSN avec plus de 200 000 titres échangés. L'action du groupe a atteint son plus haut niveau depuis le 1^{er} 1991.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de 1991

21 décembre 1991

17-01-92

Indice global	1991	1992
Indice global	100,0	100,0
Indice des actions	100,0	100,0
Indice des obligations	100,0	100,0
Indice des valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice des valeurs françaises	100,0	100,0
Indice des valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice des valeurs françaises	100,0	100,0
Indice des valeurs étrangères	100,0	100,0
Indice des valeurs françaises	100,0	100,0

Base 100 : 31 décembre 1991

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

17-01-92

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3840	3840	Internat. Computer	155	155
Amstel Assemblée	278	278	LP&M	70	70
B.S.G.	98	97	Locat. invest.	185	185
Banque Paribas	800	800	Locat. invest.	90	90
Banque Paribas	380	380	Mercat. Comm.	79 80	80
Banque Paribas	788	781	Motex	205 80	205 80
Banque Paribas	400	400	Publi-Paris	370	383
Banque Paribas	270	270	Rand	325	325
Banque Paribas	252 80	252 80	Rhone-Alp. Est. (P.)	155	155
Banque Paribas	270	270	S.H.M.	97 50	93 50
Banque Paribas	270	270	Société Invest. (P.)	280	280
Banque Paribas	270	270	S.M.T. Comp.	130	130
Banque Paribas	270	270	Sopra	255	255
Banque Paribas	270	270	TPI	342	337
Banque Paribas	270	270	Thomson H. (P.)	310	310
Banque Paribas	270	270	Unilog	217 80	213 10
Banque Paribas	270	270	Val et Cie	98	97
Banque Paribas	270	270	Y. St-Laurent Group	823	800

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notation 10 % - Cotation en pourcentage du 17 janvier 1992

Nombre de contrats estimés : 127 713

COURS	MAI 92	JUIN 92	SEPT. 92
Dernier	108,72	109,72	110
Précédent	108,72	109,72	109,78

Options sur notation

Options d'achat Options de vente

MAI 92 JUIN 92 MAI 92 JUIN 92

110 0,19 1,09 1,29 1,26

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 11 416

COURS Janvier Février Mars

Dernier 1 388 1 385 1 382

Précédent 1 374 1 380 1 386

CHANGES

Dollar : 5,4190 F

Lundi 20 janvier, le dollar poursuivait son mouvement de repli amorcé avant le week-end, suite à une intervention surprise, vendredi, de la Réserve fédérale américaine, et à la baisse du Japon contre le dollar. A Paris, le franc cotait en baisse à 5,4190 F au lieu de 5,4275 F à la cotation officielle de vendredi 17.

FRANCOFRANCE 17 jan. 20 jan.

Dollar (en DM) 17 jan. 20 jan.

TOKYO 17 jan. 20 jan.

Dollar (en yen) 17 jan. 20 jan.

MARCHÉ MONÉTAIRE

(privé)

Paris (20 janvier) 9 1/16-9 1/8

New-York (17 janvier) 9 1/8-9 1/4

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

16 jan. 17 jan.

Industriel 104 104,2

Valeurs étrangères 104 104,2

BSEF, base 100 : 31-12-91

Indice global CAC 40 383

Indice CAC 40 : 31-12-91

NEW-YORK (indice Dow Jones)

16 jan. 17 jan.

Industriel 104 104,2

Valeurs étrangères 104 104,2

BSEF, base 100 : 31-12-91

Indice global CAC 40 383

Indice CAC 40 : 31-12-91

NEW-YORK (indice Dow Jones)

16 jan. 17 jan.

Industriel 104 104,2

Valeurs étrangères 104 104,2

BSEF, base 100 : 31-12-91

Indice global CAC 40 383

Indice CAC 40 : 31-12-91

NEW-YORK (indice Dow Jones)

16 jan. 17 jan.

Industriel 104 104,2

Valeurs étrangères 104 104,2

BSEF, base 100 : 31-12-91

Indice global CAC 40 383

Indice CAC 40 : 31-12-91

NEW-YORK (indice Dow Jones)

16 jan. 17 jan.

Industriel 104 104,2

Valeurs étrangères 104 104,2

BSEF, base 100 : 31-12-91

Indice global CAC 40 383

Indice CAC 40 : 31-12-91

NEW-YORK (indice Dow Jones)

16 jan. 17 jan.

Industriel 104 104,2

Valeurs étrangères 104 104,2

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 20 JANVIER

[illegible]

COMPTANT (selection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frain Insl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frain Insl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frain Insl.	Rachet net
Action.	218 38	■	France.	484 01	440 78	PIV Associations.	2848 42	28408 42
Aéroports.	788 40	■	French Films.	100 76	100 76	■	■	■
Aéro-Rég.	633 06	8015 94	■	1308 09	1172 82	Quint.	133 91	130 04
Amélie.	287120 20	287120 20	Franch Associations.	34 17	34 17	Rhône-P.	824 11	807 88
Amphidun.	842 70	■	Franch Cap.	40 89	40 89	Rhône-P.	182 96	180 94
Archimède Court. T.	8886 12	8886 12	Franchid.	282 97	237 41	Rhône-Triest.	6392 19	5338 80
Aseatic.	1198 04	■	Franchid.	840 98	861 44	Rhône-Van.	1159 17	1141 87
Atout Parc.	384 84	366 01	Genest.	1384 05	1331 37	St Honoré Bo-Alm.	889 11	844 26
Auric.	1286 40	1287 67	■	14287 51	14287 51	St Honoré Bois St.	10886 70	10022 08
Avenir Alsace.	1780 83	1726 11	Gr. Associations.	174 19	180 38	St Honoré Glori.	236 43	235 71
Axa Capital.	187 48	180 24	Hobson.	1221 25	1196 93	St Honoré Invest.	769 72	734 82
Axa Court Term.	7649 04	■	HLM Monaco.	13436 82	14938 82	St Honoré Mut. Pac.	189 29	180 10
Axi Europe.	180 72	128 08	■	11187 22	11187 22	St Honoré Mut. P.	888 11	857 49
Axi Investments.	118 18	■	International Fin.	1308 11	1308 11	St Honoré Mut. P.	5 18	■
Axi INFL.	123 59	■	■	144 71	84 08	St Honoré Red.	1462 18	1438 58
Axi PER.	115 43	119 08	Jagson.	534 26	534 26	St Honoré Services.	444 44	438 90
Axi Sélection.	148 38	141 96	Jeanpierre.	278 24	274 13	Stimac.	1886 91	1886 91
Axe Values PBL.	134 82	114 84	Lafite.	111 87	117 18	Stimac.	12383 08	12150 87
BBD Avenir.	110 26	107 17	Lavent C.T.	12145 88	12145 88	Stimac.	1344 12	1344 12
■	1024 81	1024 81	Loers L.T.	689 39	689 39	Stimac.	721 21	710 88
■	1026 48	1025 48	Lois Association.	1910 78	1910 78	Stimac.	1785 18	1785 18
■	1024 04	1024 04	Lois Invest.	28882 90	28820 48	Stimac.	679 86	656 89
Capitex.	8086 19	8182 11	■	255 92	537 21	S.G. opportunit.	1114 08	1052 22
Capitex.	130 02	610 30	Lois Trévis.	2645 92	2622 78	S.G. opportunit.	435 18	435 18
Casino.	1381 58	1382 58	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
Casino.	1380 95	1265 10	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
Chrysotile.	3280 90	3385 02	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
Chrysotile.	352 31	345 40	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
Cinéma.	481 28	487 28	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
Credit Mutuel Capital.	1284 04	1223 48	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
■	1262 00	1261 07	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
Drouot Parc.	889 27	830 17	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
Drouot Invest.	380 84	348 17	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
Drouot Sicil.	231 30	249 77	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
Ecofin.	1061 30	1026 87	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
■	1061 30	1026 87	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
■	134 95	125 14	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	■	2480 51	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677 17
European Capital.	2058 82	2058 82	Lois Trévis.	25384 29	25384 29	S.G. opportunit.	1677 17	1677

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/1	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Euro-Unité (1 unit.)	5 547	4 118	5 311	5 800
Ecu	5 391	6 952		
Allemagne (100 DM)	340 890	341		351
Autriche (100 Sch.)	10 551	16 559	10 050	10 550
Payas-Bas (100 fcs)		302 810	292	312
Italie (100 lire)	4 327	6 526		6 520
Grèce (100 dr.)	87 10	57 580	83	91
G.Lire (100 L.)	5 742		6 300	10 100
Grèce (100 drachmes)	30 10		30	3 300
Portugal (100 Esc.)	20 10		372	392
Suède (100 kr.)	48 658		89	87
Finlande (100 Mk)	85 820		89	87
Belgique (100 francs)	48 658		48 900	48 900
Espagne (100 pes.)	5 385		5 050	5 800
France (100 francs)			4 300	4 300
Japan (100 yen)	6 808		4 850	4 950
Canada (100 can.)			4 180	4 380
Pour (100 yen)				

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20
Or fin (kilo en barre).....	53300	82000
Or fin (en lingot).....	53600	82800
Napoleon (200).....	368	368
Pièce Fr (10 fr.).....	520	520
Pièce Suisse (20 fr.).....	366	366
Pièce Latine (20 fr.).....	368	368
Souverain.....	470	480
Pièce 20 dollars.....	2080	2080
Pièce 10 dollars.....	1082 50	1082 50
Pièce 5 dollars.....	590	590
Pièce 50 pesetas.....	2365	2315
Pièce 10 florins.....	375	385

Grds Moulines Paris...	1480
Gray Degreons...	442

Jager.	125
Locuteurs du Monde.	200 180 50a
Nicoles	1055	1040
Palmelle RO.	1410
Parap. Ponder.	350	330
Quadrat	22	22
Remont N.V.	216	215 40
St-Gobain-Emballage	1800
S.E.P.R.	905
S.P.R. int. R.	348
Telephonique Elec.	3350
Waelman	400	768 d

c : coupon

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46 63 72 67

Renseignements :
46 62 72 67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché contre

COMMUNICATION

Suppression d'emplois à Région câble // Générale d'images

La Générale des eaux modère ses ambitions audiovisuelles

La Générale d'images, filiale de la Générale des eaux, l'audiovisuel, a supprimé une vingtaine de postes d'emplois dans le cadre d'une restructuration interne. La Générale d'images, au départ holding qui portait des participations dans diverses sociétés, a révisé sa vocation, se consacrant à des activités opérationnelles qu'elle avait engagées, notamment dans la production de longs-métrages.

La Générale d'images joue un rôle de coordination des trois chaînes locales hertziennes dont le groupe est actionnaire : Toulouse, Lyon et dans Midi (le Monde du 18 septembre 1991). Elle supervise aussi les participations du groupe aux chaînes thématiques du câble (Planète, Canal Jimmy, etc.). La direction explique la restructuration par une décentralisation traditionnelle dans le secteur d'un besoin d'économies face à une conjoncture difficile.

dans l'industrie du câble. Pour certains observateurs, il s'agit aussi d'une inflexion de stratégie et du renouveau d'un « pôle image » autonome contrebalançant l'influence croissante de la Plus (dont le groupe est aussi actionnaire) dans les programmes du câble.

La conjoncture médiocre frappe aussi une autre filiale : la Générale des eaux. Région câble, qui exploite des réseaux dans le Nord, Elle va licencier 52 de ses 347 salariés, et compte développer la production d'abonnements par téléphone à la place du démarchage à domicile. Malgré un taux d'abonnements supérieurs à la moyenne nationale, Région câble envisage des réductions d'emploi seraient envisagées dans les secteurs d'exploitation et réseaux du groupe.

M. C. I.

Arthur Ochs Sulzberger cède la place à son fils

Succession en famille à la tête du « New York Times »

NEW-YORK

Après avoir passé vingt-neuf ans à la tête du New York Times, Arthur Ochs Sulzberger, âgé de soixante-cinq ans, a confié le 16 janvier à son fils de quarante ans le soin de diriger le plus prestigieux quotidien de la presse américaine et une affaire qui a su résister à la main de la famille depuis quatre générations et près de cent ans d'existence.

Arthur Ochs Sulzberger Junior, qui succède à son père depuis 1988, après avoir fait ses armes pendant dix ans à la rédaction dans les services administratifs du journal, a simplement pris en prenant ses nouvelles fonctions qu'il n'entendait pas opérer de changement profond à brève échéance. Le quotidien, qui a recours à la couleur pour l'édition dominicale après le démarrage de la nouvelle imprimerie installée à Edison (New-Jersey), retardé pendant plusieurs années une longue négociation menée avec les ouvriers d'imprimerie qui a finalement abouti en décembre dernier. L'usine ultramoderne a coûté 25 millions de dollars (2,5 milliards de francs) d'investissements.

Patronnés par des industriels nippons et « le Monde »

Les concours d'expression sur le Japon ont couronné six étudiants et trois lycéens

Les prix des trois concours d'expression sur le Japon ont été décernés, samedi 11 janvier, à la Maison de la chimie, à Paris, à six étudiants et à trois lycéens. Ces concours étaient organisés à l'initiative de l'IBCC (International Business Communications Council), qui regroupe les fédérations japonaises des industries électrique, électronique et automobile, sous le patronage des ministères français et nippon des affaires étrangères et de l'éducation nationale, de l'ambassade du Japon à Paris, de la Conférence des grandes écoles, de l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales), du Centre japonais du Japon (JETRO), des quotidiens le Monde, Asahi Shimbun, les chaînes de télévision Antenne 2, NHK et des compagnies aériennes Air France, All Nippon Airways et Japan Airlines.

Les lauréats du concours de japonais, réservé aux étudiants en langue japonaise, ont été, par ordre alphabétique, M^{lle} Nathalie Girod, étudiante en deuxième année à Sciences-Po, qui a fait état de son expérience personnelle au Japon, M. Philippe Joalland (INALCO, 3^e année), les difficultés de communication entre le Japon et la France, M^{lle} Védini Paronail (INALCO, 2^e année), sur une amitié japonaise, une jeune Japonaise. Les vainqueurs du concours d'expression en français, réservé aux élèves des grandes écoles, ont été M^{lle} Anne Bourdon (INSA Rouen, 5^e année), qui a discoursé sur la notion de pureté au Japon, M. Marc-Philippe Hag (ESC Reims, 4^e année), sur la pénurie de main-d'œuvre, M. Pierre-Emmanuel Moog

(ESC Lyon, 1^{re} année), sur le thème « Japon, sois des nôtres ! ». Chacun des six lauréats a obtenu un billet d'avion Paris-Tokyo ainsi qu'une bourse de 100 000 francs.

Un troisième concours était réservé aux lycéens étudiant le japonais. Trois d'entre eux ont obtenu un vol gratuit pour le Japon et une bourse de 300 000 francs. Il s'agit de M^{lle} Sandra Cohen, élève de terminale A1 au lycée Paul-Valéry, de M. Julien Mastouk, un terminal C au lycée Racine, de M. Cyril Roth, en première supérieure au lycée Condorcet. Trois jeunes Parisiens qui avaient rédigé sur le même sujet : « Le Japon : une culture, une société ». Plusieurs centaines de personnes ont assisté à la manifestation, qui a montré l'intérêt croissant des jeunes Français pour le pays à la fois lointain et de plus en plus proche dans notre vie quotidienne.

Les lauréats du concours de japonais, réservé aux étudiants en langue japonaise, ont été, par ordre alphabétique, M^{lle} Nathalie Girod, étudiante en deuxième année à Sciences-Po, qui a fait état de son expérience personnelle au Japon, M. Philippe Joalland (INALCO, 3^e année), les difficultés de communication entre le Japon et la France, M^{lle} Védini Paronail (INALCO, 2^e année), sur une amitié japonaise, une jeune Japonaise. Les vainqueurs du concours d'expression en français, réservé aux élèves des grandes écoles, ont été M^{lle} Anne Bourdon (INSA Rouen, 5^e année), qui a discoursé sur la notion de pureté au Japon, M. Marc-Philippe Hag (ESC Reims, 4^e année), sur la pénurie de main-d'œuvre, M. Pierre-Emmanuel Moog

Décès
- Nous regrettons la douleur et le profond regret de faire part du décès de M. **Alban BECKER**,

né le 18 juin 1922, porteur de la grande croix de l'Ordre du Mérite de la RFA, commandeur de l'Ordre pontifical Saint-Grégoire, porteur de la Grande Décoration de la République d'Autriche, officier de l'Ordre de Léopold II de Belgique.

survenu le 13 janvier 1992, au domicile d'une maladie.

Nous faisons adieu à une grande personnalité.

Union internationale des automobilistes-clubs médicaux, Francfort-sur-Main, janvier 1992.

Docteur Michel Mohr, premier secrétaire.

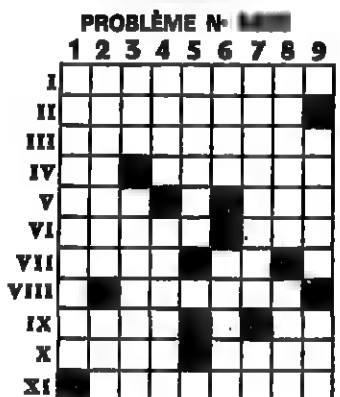
- M. K. Edé, M. M. Pierre Philippe, Xavier, Christian, le deuil de faire part de M. de

M. Keizaburo EBE,

survenu le 13 janvier 1992, à Tokyo.

19, rue Pouchet, 75001 Rouen.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. M. en page. - 2. Pas solide. - 3. S'il est heureux, prouve qu'on n'a pas pris une pilule. - 4. Une tête d'oiseau. Une réponse à un bête. - 5. Un des fils. Une unité. - 6. Comme une maison. L'architecture pré-boudhique s'y perpétue. - 7. Chantier qui exploite des héros. Bienheureux. - 8. Assurances mutuelles. - 9. Il n'y a rien à prendre. Note. - 10. Héros légendaire. La vitesse acquise. - 11. Exprimée avec une énergie.

19756	20135
1 16 26 27 31 40 23	1 16 26 27 31 40 23
2 12 438 020 F	2 12 438 020 F
3 10 610 F	3 10 610 F
4 208 F	4 208 F
5 19 F	5 19 F

LOTOS 6/49	RESULTATS OFFICIELS
1 16 26 27 31 40 23	1 16 26 27 31 40 23
2 12 438 020 F	2 12 438 020 F
3 10 610 F	3 10 610 F
4 208 F	4 208 F
5 19 F	5 19 F

COLLOQUE
« La place des arts plastiques dans l'évolution de l'identité culturelle »
Les 21 et 22 janvier 1992 de 14 h à 18 h. Entrée libre.
ESPACE CARPEAUX, 15, bd Aristide-Brand, 92400 COURBEVOIE.
Rens. : 46-67-71-23.

CARNET DU Monde

Avis de messe
- Christian Charrière-Bournazel, Geneviève de Haye-Saint-Hilaire, vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la messe qui sera célébrée le vendredi 22 janvier 1992, à 10 h 30, à l'église Saint-Eustache, en souvenir de

M. André ROUSSEL, ancien professeur à la Faculté des sciences de Strasbourg (institut de mathématiques) de 1945 à 1970.

survenu dans un quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont lieu à Luzarches (Val-d'Oise), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Saint-Côme, 93270 Luzarches.

- M. **SECANOVE**, survenu le 13 janvier 1992, à l'âge de soixante ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 22 janvier, à 10 h, à l'église de la principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 h 15.

Un car sera à disposition pour les personnes désirant assister à l'inhumation. Départ à 9 h 15 à l'Amphithéâtre de la Pitié, 22, rue Bruant, Paris-13^e (métro Chevaleret). Retour par le métro.

Le deuil est assuré.

M. **SECANOVE**, survenu le 13 janvier 1992, à l'âge de soixante ans.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Avis de messe
- Christian Charrière-Bournazel, Geneviève de Haye-Saint-Hilaire, vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la messe qui sera célébrée le vendredi 22 janvier 1992, à 10 h 30, à l'église Saint-Eustache, en souvenir de

M. André ROUSSEL, ancien professeur à la Faculté des sciences de Strasbourg (institut de mathématiques) de 1945 à 1970.

survenu dans un quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont lieu à Luzarches (Val-d'Oise), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Saint-Côme, 93270 Luzarches.

- M. **SECANOVE**, survenu le 13 janvier 1992, à l'âge de soixante ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 22 janvier, à 10 h, à l'église de la principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 h 15.

Un car sera à disposition pour les personnes désirant assister à l'inhumation. Départ à 9 h 15 à l'Amphithéâtre de la Pitié, 22, rue Bruant, Paris-13^e (métro Chevaleret). Retour par le métro.

Le deuil est assuré.

M. **SECANOVE**, survenu le 13 janvier 1992, à l'âge de soixante ans.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Le deuil est assuré.

Communications diverses
- « Chances » perspectives des pourparlers « paix israélo-arabes », un grand débat organisé par le Centre juif laïque entre M^{lle} Sambar, directeur d'« Etudes palestiniennes », M^{lle} Théo Klein, ancien président du CRIF. Présidence : Jean Elieinstein, le mercredi 22 janvier, à 20 h 30, Cercle Amical, 52, rue René-Boulanger, Paris-10^e.

Soutenances de thèses
- Le 23 janvier 1992, M. Amaitari-Niger soutiendra sa thèse de doctorat : « Les problèmes d'extension des villes nigériennes » le delta littoral du Niger ». Paris-IV, Sorbonne, salle Actes, 14 heures.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94

JOURNAL OFFICIEL
Sont publiés le Journal officiel du dimanche 17 janvier 1992 :

UN DÉCRET
N° 92-57 du 17 janvier 1992 modifiant le décret n° 76-1304 du 28 décembre 1976 relatif à l'organisation des formations des lycées.

ARRÊTÉS
- Du 17 janvier 1992 autorisant l'électricité de France à souscrire l'augmentation du capital de la Compagnie holding d'applications et de réalisations thermiques hydrauliques ;

- Le 17 janvier 1992 portant organisation de la préfecture de la région Île-de-France.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Janvier 1992

Premier dossier

Les Jeux olympiques d'hiver

Formidable enjeu pour la Savoie, les Jeux olympiques d'hiver ont été l'occasion d'un épique marathon financier, on n'est pas encore au bout des comptes. Les difficultés ne doivent cependant pas faire oublier l'idéal olympique et la beauté du spectacle.

Second dossier

Les PME-PMI

Les PME-PMI occupent une place prépondérante dans le tissu industriel français. Souvent dynamiques et créatrices d'emplois, elles rencontrent de nombreux problèmes que le plan lancé à la rentrée par le premier ministre devrait aider à résoudre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
15, rue Falguière
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-25

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-25

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, IVRY-SUR-SEINE. Tél. : (1) 40-65-25-25

TARIF

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

572 F

1 123 F

2 086 F

790 F

1 560 F

2 960 F

ÉTRANGER : voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous

par MINTEL : LEMONDE d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à nous en faire part avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Par. RP

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Malgré la perte de sa majorité parlementaire

M. Shamir entend toujours se poser à la fois comme « l'homme du Grand Israël » et le « faiseur de paix »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La principale préoccupation officielle de la crise politique qui s'est concrétisée, dimanche 19 janvier, par la démission, attendue, des deux ministres d'extrême droite du gouvernement de M. Itzhak Shamir, les négociations de paix avec les Palestiniens et les Arabes devraient être, selon le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres, suspendues jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement stable.

Pour le dirigeant travailliste, dont le mandat était expiré dimanche à Tel-Aviv pour l'élection d'un nouveau secrétaire général, M. Micha Harish a reconnu que la campagne électorale a déjà commencé. Les négociations de paix que M. Shamir entend ostensiblement poursuivre le mois prochain ne sont, pour M. Peres, qu'une combinaison destinée à attirer l'attention, et les voix, de l'op-

tion. On s'inquiète surtout, dans l'entourage du chef travailliste, du « machiavélisme » de M. Shamir, qui, tout en conduisant le gouvernement le plus à droite qu'Israël ait jamais connu, semble vouloir se présenter tout à la fois comme « l'homme du Grand Israël » et le « faiseur de paix ».

Multipliant les interviews au cours du week-end, le premier ministre, d'ordinaire bavard, a confirmé ses craintes, déclarant qu'il n'y a aucune contradiction entre les deux « grandes ambitions » du Likoud : « Parvenir à la paix tout en conservant la terre d'Israël ». Dans l'esprit de M. Shamir, il s'agit bien entendu de « la terre », c'est-à-dire des territoires occupés compris.

La fureur travailliste

« Le fait », a ajouté M. Shamir, que, jusqu'à présent, le pays n'a jamais eu un gouvernement plus déterminé que celui-ci à préserver la terre (...). Parallèlement, il n'y a jamais eu un plus de gouver-

nement ayant réussi, comme celui-ci, à amorcer un processus de paix que nous sommes bien décidés à poursuivre ».

La fureur travailliste est à la mesure du succès potentiellement dévastateur de cette approche électorale. C'est ainsi que, passant outre l'opinion de l'autre « grand chef » du Mapai, M. Itzhak Rabin, ancien premier ministre et principal rival de M. Peres, le grand parti d'opposition va déposer une motion de censure qui devrait être débattue la semaine prochaine à la Knesset.

Le gouvernement, par le biais des partis d'extrême droite, le vote de cette motion ne changerait pas grand-chose sur le fond. M. Shamir serait simplement contraint de présenter sa démission au président de la République d'avoir une date pour les élections anticipées, alors que le premier ministre souhaite fixer, d'abord, le calendrier politique.

En dépit des redondances et des attaques réciproques, les négociations entre le Likoud, le Mapai et les autres partis ont commencé à couler. S'adressant aux petits partis de gauche qui envisagent de soutenir le gouvernement chancelant de M. Shamir à condition que celui-ci poursuive le dialogue avec les Arabes, les travaillistes s'efforcent à démontrer que l'équipe au pouvoir n'a, en réalité, qu'une idée en tête : obtenir du Congrès américain les 10 milliards de dollars de garanties bancaires nécessaires à l'intégration des centaines de milliers d'immigrants soviétiques.

Le Congrès se propose de procéder à l'examen de cette demande à la fin de mars, mais la campagne israélienne à l'égard des immigrants soviétiques a mis en branle le lobby juif américain les jours précédents. L'administration Shamir a parvenu à Washington une lettre démontrant qu'à défaut d'obtenir les garanties en question, au moins 16,5 % de la population active israélienne se retrouverait au chômage d'ici à 1995.

PATRICE CLAUDE

D'après le « Washington Post »

L'Iran a payé les ravisseurs pour chaque otage américain libéré

Le gouvernement iranien a non seulement financé la détention des otages américains au Liban mais il a également versé de 1 à 2 millions de dollars pour la mise en liberté de chaque otage américain. Le quotidien américain Washington Post dans son édition de dimanche 19 janvier.

« La route des otages passait par Téhéran », a déclaré au journal un des responsables américains intervenus depuis la libération, le mois dernier, du dernier otage américain, M. Terry Anderson. Les responsables ont indiqué que la presque totalité des négociations importantes concernant les otages avaient eu lieu en Iran plutôt qu'au Liban. Les services américains de renseignement auraient remonté jusqu'au gouvernement iranien pour trouver la trace de paiements réguliers aux groupes détenteurs d'otages américains. Pourquoi l'Iran a-t-il payé pour les libérations ? Selon l'une des sources du journal, les Iraniens avaient le souci de « garder ces otages satisfaits et de leur côté ». — (AFP)

QATAR : une pétition pour la démocratie adressée à l'émir. — Une pétition, signée par une cinquantaine de notables qatari, a été récemment adressée à l'émir du Qatar, cheikh Khalifa bin Hamad El Thani, réclamant l'instauration de la démocratie dans le pays à la suite d'un conseil consultatif islamique. Les pétitionnaires, pour la plupart issus de grandes familles qatari, ont exprimé leur inquiétude et de la déception du peuple devant les « fréquents » abus du pouvoir au Qatar et la « dégradation du secteur économique et éducatif ». — (AFP)

Selon le quotidien « The Telegraph » de Dacca

Des centaines de musulmans birman seraient morts étouffés dans des camps

Des centaines de musulmans de la minorité musulmane des Rohingyas — cinq à sept millions selon les témoignages — sont exécutés ces derniers jours dans

des camps de concentration surpeuplés par la junte militaire de Rangoun près de la frontière du Bangladesh, a rapporté, lundi 20 janvier, la presse de Dacca citant des témoignages de réfugiés fuyant le Birmanie. Ils feraient partie d'un groupe de quelque trois mille jeunes arrêtés dans l'Arakan par l'armée, qui les soupçonnait d'être des rebelles.

La tension entre les deux pays persiste à la frontière, où, selon le quotidien The Telegraph de Londres, l'armée birmane a déployé au moins quatre bataillons, qui ont creusé des positions et sont soutenus par de l'artillerie de l'Arakan. L'armée birmane est en état d'alerte depuis le début.

L'afflux des musulmans birman cherchant refuge au Bangladesh — la plupart dans la ville de Cox's Bazar (sud-est) — a augmenté de manière alarmante, a leur nombre, estimé à 60 000 actuellement, pourrait atteindre 100 000 dans les prochains jours, prévoit d'autre part le quotidien anglais. Ces informations n'ont pu être confirmées de source indépendante. — (AFP)

SOMMAIRE

DÉBATS

Un débat avec Michel Serres... 2

ÉTRANGER

Bulgarie : la présidentielle... 3
Ukraine : M. Kravtchouk critique vivement la réunion des officiers à Minsk... 3
Comment Staline et Churchill se partageaient les Balkans... 4
Algérie : le pouvoir s'apprête à adopter la loi sur l'FLN... 5
L'administration américaine divise sur l'attitude à adopter envers M. Sedouk Hussein... 6

ESPACE EUROPÉEN

« Vague xénophobe sur l'Europe » : Rock... 7
Remplir le vide idéologique dans l'UE... 7
M. Wilhelm Heilmeyer : « Casser du Noir » dans les UE... 7

POLITIQUE

M. Le Pen poursuit sa campagne... 10
Au-delà de l'opposition, M. Chirac prône l'union et M. Giscard d'Estaing pour l'unité... 12

SOCIÉTÉ

Les lycées sur l'écologie... 13
L'affaire des comptes de l'Olympique de Marseille... 13
La France bien placée dans la bataille de l'uranium enrichi... 14
Football : la Coupe d'Afrique des nations... 15

CULTURE

Musiques : Le premier Festival de l'audiovisuel musical... 16
Expositions : Les Lumères de la ville, à l'esplanade de la Défense... 17

ÉCONOMIE

M. Bérégovoy : un projet de loi sur l'assurance... 19
Résistances autour des transferts de services publics... 19
La vie des entreprises : Bernard Tapie perd ses... 24

COMMUNICATION

La télévision des eaux souterraines... 26
Succession en famille au New York Times... 28

L'ÉCONOMIE

Mode d'emploi : le pari des emplois familiaux... 20
Perspectives : la Lorraine, banlieue du Luxembourg... 20
Dossier : la Conté-dérégulation générale du travail... 20
Opinions : la chronique de Paul Fabre : « Le bluff du réformisme » ; la double leçon de la guerre du Golfe : « Fragilité et interdépendance », par Anton Brender... 20
Conjoncture : le commerce extérieur ; l'Amérique du Sud ; le Brésil ; le textile... 28 à 40

Services

Abonnements... 26
Annonces classées... 21 à 23
Carnet... 26
Marchés financiers... 24-25
Météorologie... 27
Mots croisés... 26
Radio-télévision... 27
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19-20 janvier 1992 a été tiré à 514 472 exemplaires.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Cache-cache

INSTALLER des distributeurs de préservatifs dans les lieux publics, lycées, collèges, enfin, où elle se trouve, Véronique... parce qu'aux États-Unis et chez la plupart de nos voisins on en trouve tous les coins de rues, sans parler des cours de prison et de récré, qu'il faut inciter les enfants à prendre des gants pour faire l'amour. L'amour, c'est beau, c'est grand, c'est sacré, mais moi je ne sais plus quel côté, hier, sur France Info.

Et ce matin, dans France-Soir, les élèves d'un lycée... Commencez par en mettre dans les... du métro. Et les stations d'autobus. A quoi le RATP rétorque que ça risque de poser des problèmes. De quoi, je vous le donne en mille. De sécurité, justement. Comment ça ? En favorisant des attroupements sur les quais et des actes de violence.

Imaginez un peu, des hordes de libidineux prenant d'assaut, deux à deux, les... il capote, et se battant à coups de carabines pour être les premiers à se servir et pas risquer d'arriver en retard au bahut ! A

moins que ne les... à sécher le... enfilant leur imper et s'envoyer en l'air dans les couloirs !

Sans parler des petits malins qui vont tout casser pour s'emparer du butin et aller le revendre. Où ça ? Ben voyons, à la sortie des écoles. Remarque, c'est pas un commerce très lucratif. Vous savez combien de Français prennent leurs précautions en prévision d'un rendez-vous galant ? 11 %. Au grand dam... fabriquer d'armes anti-sida, qui ne trouvent pas plus de débouchés que ce pauvre Dessault.

Faut dire, question propagande, campagnes d'information, de lutte contre ce danger, un danger de mort, contrairement aux pays scandinaves où la... Ici, on a toujours... à la pudeur. Il faut craindre que de choquer ! Permettre à des potaches d'une ignorance crasse de s'acheter un caoutchouc aussi... un chewing-gum, mais, c'est un vrai scandale, ça, madame ! Pourquoi pas des spots télé pour leur expliquer dans le détail à quel ça sert, pendant que vous y êtes ? Alors, oui, pourquoi pas ?

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Barre : « Il faut faire très attention au Front national »

Interrogé, dimanche 19 janvier, au « Grand Jury RTL-le Monde », sur la situation de l'opposition, M. Raymond Barre a souligné que « dans certaines régions, il est nécessaire pour obtenir une majorité... des accords se fassent entre républicains ». « Il faut faire très attention au Front national », a-t-il précisé, car il y a là des conceptions, des comportements, des attitudes qui ne paraissent pas compatibles avec le fonctionnement normal, souhaitable, de la démocratie. (...) Je préfère pour ma part m'entendre avec des républicains plutôt que m'allier à des non-républicains ».

A propos du chômage, M. Barre a déclaré : « Nous mesurons l'impact de notre système d'enseignement et les conséquences de l'incapacité qui a été celle du patronat et de l'enseignement public à s'accorder pour la formation professionnelle et l'enseignement technique. » Il a souligné que l'on s'inspire de l'exemple japonais, où les entreprises assurent à leur main-d'œuvre une rémunération stable et, en plus de cette rémunération, une part variable... en fonction des résultats de l'entreprise... de la conjoncture. Interrogé enfin sur sa situation personnelle, M. Barre, se présentant comme « le veuf, l'incorrigible », a répondu : « Je réjouis qu'il existe, en dépit de tout ce qui a été fait pour qu'il n'existe plus ».

MODE, STARS EN SOLDES !

En 91, ces Stars défilent à toutes les fêtes, toutes les présentations. Elles sont applaudies sur tous les podiums. Somptueuses et désirables ! C'est fini, on s'ennuie... Les Stars magnifiques sont soldées. Offertes à des prix presque choquants, tellement bas ! Vous choisirez bien les plus séduisantes... Elles sont toutes disponibles pour presque rien... Les tresses - Stars de la mode soldées depuis 15F le mètre !

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

HYPERLYTE RIVE GAUCHE

Liquidation totale -50%

Nino Cerruti Giorgio Armani Gianfranco Ferré Ermengildo Zegna Basil Byblos Krizia Uomo Karl Lagerfeld V2 et Istante by Gianni Versace Iceberg

19-21, rue de l'Ancienne-Comédie Paris 6°. M° Odéon

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mlle... Adresse... Code postal... Ville... Niveau d'études 91-92... Age...
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

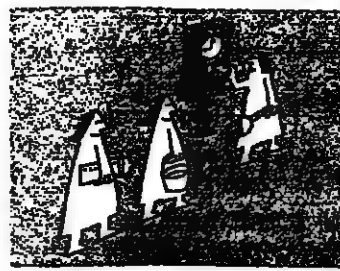
<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Dessin
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Prépa en USA	<input type="checkbox"/> Ethnologie, Comptabilité
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Médiers de la Culture	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture d'intérieur	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Aménagement d'intérieur et Logistique	<input type="checkbox"/> Ingénierie Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimie
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Pathologie Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance, Expertise Comptable	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémollice 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel 3615 0000 ORIENTATIO

صكزامن الاصل

Le Monde

MODE D'EMPLOI page 30



Le pari des emplois familiaux
Lancé à grand renfort de publicité, le plan d'action du gouvernement vise à créer 200 000 emplois chez les particuliers. Il profite surtout aux moyennes, qui supportent l'essentiel de l'impôt sur le revenu. Comment se fera-t-il ?

AUJOURD'HUI pages 31 et 32

Cuisine française à l'italienne

Quand les transalpins investissent en douceur l'agro-alimentaire français.

Le combat du dimanche

Une nouvelle loi se prépare : l'ouverture du dimanche... dans un flou complet.

PERSPECTIVES page 36

La Lorraine banlieue du Luxembourg

L'Europe au quotidien est mal vécue du côté de Longwy. Le grand-duché ne pompe pas seulement les travailleurs les plus qualifiés, il attire aussi les consommateurs et ponctionne les recettes fiscales.

DOSSIER page 37

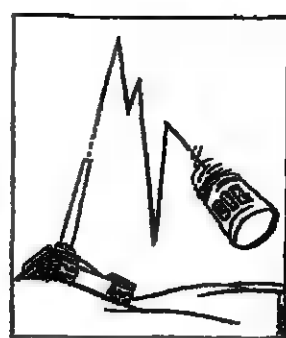
La Confédération générale du travail

La CGT, dont le congrès va s'ouvrir le 26 janvier, aura bientôt cent ans. Un anniversaire sans allégresse. Le nombre des adhérents est retombé à un niveau inférieur à celui de 1920...

OPINIONS page 39

La double leçon de la guerre du Golfe

Anton Brender, directeur du CEPRI, la crise économique par l'impact du conflit par l'Irak, qui a montré la fragilité des économies industrielles et l'interdépendance de fait qui existe entre les plus riches et les moins développées du globe.



CONJONCTURE page 40

Indicateur : le commerce extérieur. Région : l'Amérique du Sud. Pays : le Brésil. Secteur : le textile.

L'ÉCONOMIE

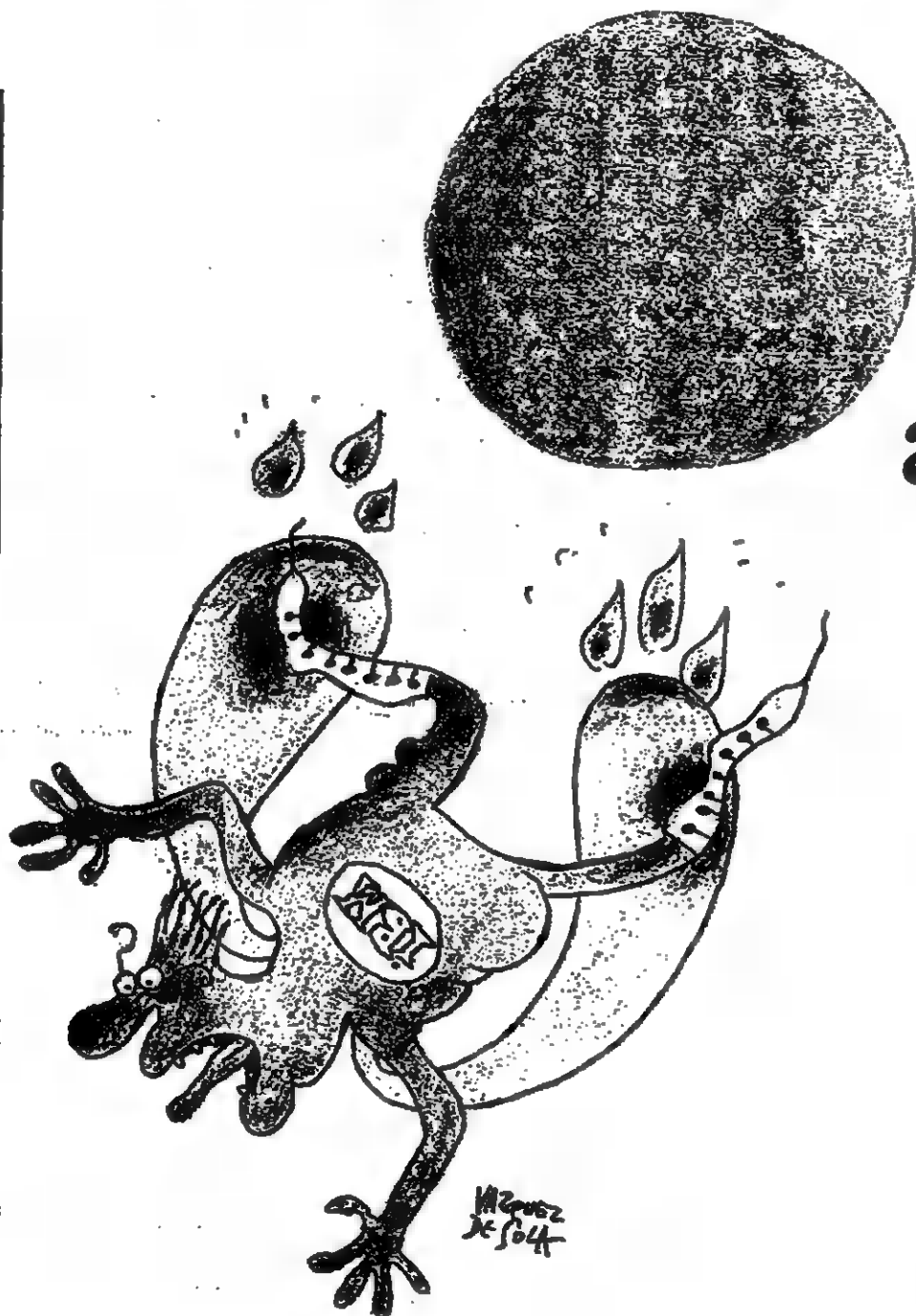
Reflets de paradis

Il y a une face cosmopolite de l'économie qui se trahit dans les petites annonces...

QUAND un ex-agent de K&N recherche un monde un peu différent, quand un employeur, quand un anglais propose de travailler titre et manoir, quand un réfugié cherche à échanger un Ferrari F40 contre un avion Beechcraft ou que le détenteur californien du brevet de réfrigération des chocolats cherche des franchiseurs sur les cinq continents...
Quand une comtesse italienne souhaite se délester d'un petit hôtel particulier situé à Venise, le long du Grand Canal, et pense qu'il constituerait un excellent pied-à-terre ; quand un cabinet d'avocats de Chicago veut promouvoir ses talents à l'étranger ; quand un livreur par correspondance et en quarante-huit heures ; quand une ferme de plusieurs milliers d'hectares se libère au Costa-Rica, un domaine en Italie, un château du dix-septième siècle près de Bordeaux, un loft à New York ou un petit chalet à Gstaad...
Et puis quand, être ni milliardaire, ni lord, ni PDG, ni millionnaire, on souhaite observer, comme par le trou d'une serrure, la société la plus cosmopolite qui soit, celle qui passe « global » (entendez « à l'échelle de la planète »), vit « global », travaille « global », aime « global », et fait fi des frontières, sauf pour en jouer...
Alors, la page petites annonces de l'International Herald Tribune, installée à Paris depuis près de cent cinquante ans, sera tout à la fois message, porte-voix, mine d'or et véritable régal.

Annick Cojean

Lire la suite page 36



ENQUÊTE

IBM : l'échec au roi

IBM est en « crise ». C'est son big boss, l'Américain John Akers, qui l'affirme, et ses trois cent mille salariés n'en sont pas encore revenus. Ils étaient les meilleurs, les plus riches et les plus performants. Le drapeau de « Big Blue » flottait, souverain, sur cent trente-deux pays, et les voilà aux prises avec des soucis, très triviaux, de constructeur d'automobiles : pertes de marchés, profits en chute libre et compression d'effectifs... Le conte des fées a tourné au cauchemar nippon et, pour la première fois de sa riche histoire, l'homme IBM, l'« IBMeur », doute. Echec au roi. La compagnie a subi en 1991 ses premières pertes et, bien qu'elle ait du ressort — elle l'a prouvé, — trois quarts de siècle de succès ininterrompus l'ont sclérosée. Il lui faut s'adapter à un marché qui n'en fait qu'à sa tête alors qu'IBM lui dictait sa loi, se remettre en cause et rentrer dans le rang. L'enjeu est la hauteur de ses certitudes d'hier. Ses dirigeants le savent : c'est dans l'adversité qu'on juge les grands généraux.

Lire page 34 l'article de Bertrand Le Gendre

La tentation du Meccano industriel

Du « plan calcul » à Thomson-CEA Industrie. Du champion national au conglomérat...
Vingt-cinq ans de restructurations et de recompositions des grandes entreprises par l'Etat, deux ex machina

CURIEUX pays. Et curieux retournement. Dix ans de socialisme pour arriver à... Dix ans pour... d'Edith Cresson, invoquant des raisons surprenantes, place sa politique de restructuration industrielle sous le signe protecteur du gaullisme triomphant. La politique de Thomson-CEA Industrie ? « La plus grande opération industrielle depuis la création d'Elf-Erap par Pierre Guillaumat ! » L'alliance du nucléaire et de l'électronique ? « Le retour aux grandes opérations industrielles initiées par Georges Pompidou ! » (1). Le jeu de Meccano que l'on croyait démodé avec la révolution industrielle est de retour.

Edith Cresson n'est pas Georges Pompidou. Les temps changent, les méthodes diffèrent, l'ennemi aussi — hier, c'était l'Amérique impériale, aujourd'hui ce sont les « fourmis » japonaises. Mais les objectifs sont différents. Au cours de ces vingt-cinq dernières années, les grandes entreprises industrielles, menées sous l'impulsion de l'Etat, se sont multipliées. Elles relevaient jusqu'ici de deux types de Meccano. Le premier visait à garantir l'indépendance nationale, en construisant, parfois à grands frais, un champion industriel hexagonal, opérant dans un secteur jugé sensible. Le second avait des ambitions stratégiques : amputer, réduire à plat pour mieux remodeler et sauver des emplois. La filiation de Thomson-CEA Industrie est tout autre. Il s'agit, pour s'en persuader, revenir quelque peu en arrière. Le général de Gaulle, dit-on, ne se préoccupait guère d'industrie. Et, souvent, les contraintes budgétaires. Au départ, tout va bien. Les résultats d'aujourd'hui sont décevants. C'est la raison d'être d'un industriel pour faire du Bull un groupe informatique impérialiste mais de taille modeste. Et il en a fallu à peu près autant pour qu'Elf-Aquitaine, sous la houlette de Pierre Guillaumat, s'arroge 22 % du marché national de raffinage des compagnies pétrolières.

INDÉPENDANCE. C'est le 14 juillet 1966 que le général de Gaulle préside un conseil interministériel consacré à l'avenir de l'informatique française. Le président de la République est furieux. Et veut. Furieux d'abandonner 44 % de la Compagnie des machines Bull à l'Amérique. C'est d'ailleurs — mais d'avoir appuyé le temps une solution européenne. Voilà que le jeu de Meccano américain de vendre le jeu informatique que le CEA et l'Elf-Aquitaine ont décidé. Des filiales de la CGE, la CSF et la Schneider fusionnent et donnent naissance à la

Compagnie informatique pour l'informatique (CII). Les industriels sont privés, mais c'est l'Etat qui pourvoit à son financement, pour assurer que l'entreprise développe des ordinateurs « n'ayant rien à voir avec la technologie américaine ». La saga de l'informatique à la française est lancée. Elle dure encore. En 1976, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac choisissent le parti de l'Amérique et donnent leur feu vert à la création de CII-Honeywell-Bull.

Sur arbitrage de l'Elysée, la CII sort, Saint-Gobain entre, Saint-Gobain... ressort. CII-HB devient la mini-informatique de Thomson et de la CGE. La Compagnie retrouve son nom, Bull, renoue avec l'Europe dans le programme Esprit, son informatique à Honeywell, reprend Zenith Data System. La France a-t-elle enfin son champion tricolore ? Oui, si l'on veut Bull l'informaticien reconnu internationalement, premier européen, numéro dix mondial.

Pierre-Angel Gay
et Caroline Monnot

Lire la suite page 33

(1) Déclarations de conseillers de M^{me} Edith Cresson (Le Monde du 11 décembre 1991).



3 ans pour acquérir le pouvoir de la réussite. INSEC
Institut des Hautes Etudes Economiques et Commerciales.
55, cours Xavier-Arzon, 33000 Bordeaux. Tél. : 56 44 95 97.
PARIS : 31, quai de la Seine, 75019 Paris. Tél. : 42 09 99 17.
Service centralisation concours INSEC Com : Tél. : 56 51 33 21.

MODE D'EMPLOI

CONSUMMATION

Le pari des emplois familiaux

Pour créer ou faire émerger 200 000 postes de travail nouveaux chez les particuliers, le gouvernement a accordé une réduction d'impôt importante, complétée par des aides pour les ménages non imposables

L'ANCÉE le grand renfort de publicité, l'aide aux « emplois familiaux » fait d'ores et déjà florès dans les dîners en ville. Ce n'est pas une surprise : les premiers bénéficiaires en sont les classes moyennes, qui supportent l'essentiel de l'impôt sur le revenu. Et les avantages sont loin d'être négligeables.

En vertu de la loi de finances pour 1992, les dépenses pour les « emplois familiaux », depuis le 1^{er} janvier, sont largement déductibles de l'impôt sur le revenu (payé en 1993) (1). On peut en effet déduire la moitié des dépenses sociales (en salaires, charges sociales ou dépenses diverses) au cas de recours à une association) jusqu'à 25 000 francs par an, soit une économie pouvant atteindre 12 500 francs. Elle est valable que l'on embauche directement quelqu'un ou que l'on s'adresse à une association.

Que sont les « emplois familiaux » ? Pratiquement tous les travaux à domicile sont concernés, à l'exception des entreprises commerciales ou artisanales (entretien des bâtiments, dépannage, jardinage, « actes relevant d'une prescription médicale »). Cela va des tâches ménagères à la garde des enfants, en passant par l'assistance aux personnes âgées ou handicapées ou au soutien scolaire.

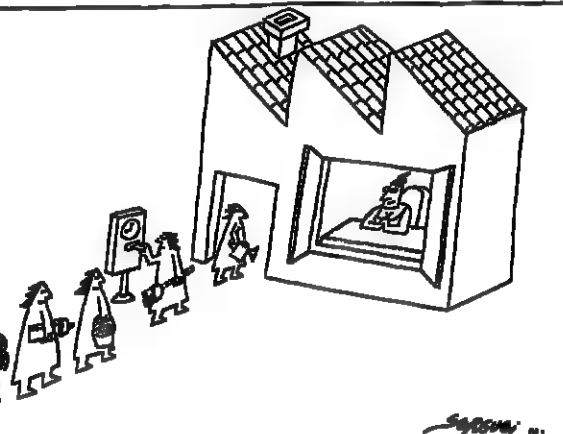
GARDE D'ENFANTS • La formule remplace avantageusement les réductions actuelles accordées aux handicapés ou aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans, mais les parents et les autres bénéficiaires dispensés des cotisations sociales d'employeur (hors assurance-chômage et retraite complémentaire). Pour la garde d'enfant à domicile, la nouvelle disposition, plus profitable, ne peut pas se cumuler avec l'ancienne. Si le ou les enfants ont moins de trois ans et que les parents travaillent, ils peuvent toujours toucher une « allocation de garde d'enfant à domicile » (AGED) égale au montant des cotisations sociales jusqu'à 2 000 francs par mois. Mais elle doit être soustraite du montant des dépenses prises en compte pour les « emplois familiaux ».

Pour la garde d'enfant hors du domicile (crèche, nourrice, halte-garderie), rien n'est changé : les familles bénéficient toujours d'une réduction d'impôt de 25 % des dépenses —

dans la limite de 15 000 francs par an par enfant (la somme d'allocations familiales peut accorder un complément, pour les cotisations sociales, de 500 francs par mois pour un enfant de moins de trois ans et de 300 francs entre trois et six ans). Simplement on peut y ajouter l'emploi d'une personne à domicile et profiter ainsi de la nouvelle formule.

Le nouveau régime s'applique quelle que soit la situation antérieure : si l'on recrute quelqu'un, que l'on régularise une situation « au noir » ou que l'on continue à employer une

personne déjà employée. Il comporte quelques obligations. Il faut signer un contrat de travail ou une lettre d'engagement, respecter la réglementation en matière de sécurité au travail (horaire : de 26,50 francs net pour un débutant de moins de six mois (30,26 francs brut) à 27,05 francs pour un employé à 27,95 francs pour un titulaire du CAP (correspondant à 28,35 francs pour l'aide au maintien à domicile). Pour se conformer à la convention collective, l'employeur devra accorder en outre, de la troisième année, 1 % d'augmentation par an (avec un maximum de 10 %) ainsi que deux jours et demi de congés par mois de travail. En cas de maladie, d'accident du travail ou de licenciement, comme de retraite, les deux parties sont couvertes.



Heureusement, l'ensemble de ces procédures a été simplifié. Il suffit d'adresser une déclaration à l'URSSAF, qui se chargera de l'immatriculation à la Sécurité sociale, de l'inscription annuelle pour les impôts et d'affranchir le bulletin trimestriel des cotisations : elle enverra une facture globale puisqu'elle assurera elle-même la répartition entre les différents organismes. Enfin, elle fournira des bulletins de paie, qu'il faudra seulement compléter.

Un particulier peut aussi s'adresser à une association pour des services ou (dans le cas d'une « association intermédiaire ») pour un prêt de main-d'œuvre — celle-ci restant alors l'employeur. Il peut également demander à l'une de ses associations de lui prêter un salarié. Dans tous les cas, il peut inclure les frais dans le montant de ses dépenses pour un « emploi familial ». Le gouvernement a prévu des aides importantes aux associations à but non lucratif, pour améliorer et développer l'offre, puis professionnaliser le secteur.

TRAVAIL AU NOIR • Afin de ne pas réserver les avantages aux seuls particuliers, des entreprises particulières ont été créées pour les familles non imposables, qui réunissent 45 % des Français, pour un coût net de 1 milliard de francs. L'aide aux familles pour l'emploi d'une aide-ménagère agréée sera augmentée, les salaires consacrés aux auxiliaires de vie seront, sur une période de trois ans, de 1,5 à 1,7 milliard, pour une aide temporaire de 1 milliard.

Le succès de ces gigantesques opérations dépendra d'un changement psychologique. Aujourd'hui, employeurs et salariés à domicile ont un intérêt commun au travail au noir. Vous-ils admettent, les uns, que la situation fiscale est assez attrayante, les autres que les garanties sociales sont assez protectrices pour accepter une régularisation ? Réponse dans trois mois, quand les pouvoirs publics feront le bilan des premiers résultats. Actuellement, il existe 520 000 emplois au noir, pour une moyenne de sept heures hebdomadaires, et l'on estime entre 200 000 et 300 000 le nombre d'emplois au noir. Le gouvernement espère en faire émerger 50 000 et en faire créer 150 000 — le temps partiel — dans les deux ans. Le coût net pourrait être ramené de 3 milliards de francs à 1,5-1,7 milliard, grâce aux aides fiscales prévues.

Alain Lebaube

(1) Le système est exposé dans un document, disponible dans les mairies, les centres de services, les centres d'information familiales et les URSSAF.

HUMEUR • par Josée Doyère

L'ami... banquier

LES banquiers ont un train de vie très particulier. Ils remplacent les garagistes. Dans les conversations. Que l'ambiance soit bonne, que les échanges s'épuisent, il suffit de lever la main « banque » — comme naguère celle de « voiture » — pour que la mayonnaise reprenne, ferme, goûteuse, et transforme une soirée délicate en un franc succès, où chacun brûle de raconter son histoire, où les paroles se chevauchent, où les expériences vécues s'entremêlent sur les anecdotes significatives... C'est gagné. Le soir, on termine par petites touches, sur le thème du jour, d'avoir le même ennemi, le colimateur...

Partout, le sujet resurgit, d'autant plus insistant que chacun a le droit de se plaindre de son banquier. On gougnerait jouer sur les dettes de valeur comme un voleur du synthétiseur, débiter votre compte, vous vous prévenir, les sommes plus ou moins légères, les justifications circonstanciées, vous êtes un jour un « client » substantiel et vous refusez, le lendemain, d'honorer un chèque... modeste. Mieux vaut : il vous interdit de chèque... vous avoir donné une chance de combler un micro-trou de quarante-huit heures, et prétendait naguère vous faire payer les chèques, sans pour autant rémunérer les comptes...

Sujet d'actualité plus permanent qu'on ne l'est obligé d'avoir une banque : le temps où l'on se passait la main de l'entreprise, dans le pays, en liquide, toutes les semaines ou tous les quinze jours.

Les banquiers ont une tâche pour devenir ces boudets sur lesquels tout le monde compte. Toutes-puissances sur nos comptes, ils ne sont pas indispensables, et, chemin faisant, ils ont oublié le respect de la personne que l'on leur confie. Ils nous traitent comme des clients que nous sommes, pour nous traiter comme des assujettis. Rien d'étonnant que l'exaspération monte de plus en plus dans le public.

Et quoi qu'on en pense, changer de banque est beaucoup plus compliqué que de changer de crémerie...

LOIS ET DÉCRETS

Chèques en bois

Une loi modifie le régime des sanctions applicables aux chèques sans provision, de façon à le rendre dissuasif. Désormais, le remboursement du chèque impayé est assorti d'une amende égale à 120 francs par tranche de 1 000 francs, sauf si l'auteur du délit n'a pas émis d'autre « chèque en bois » au cours des douze mois précédant l'incident. Le montant de l'amende est doublé si le titulaire du compte a déjà trois incidents.

L'interdiction de chèque sera également appliquée au colimateur du compte. Si l'émetteur du chèque n'a pas régularisé sa situation, cette interdiction ne sera levée qu'à l'issue d'un délai de dix ans. Des peines d'emprisonnement d'un an à cinq ans et des amendes de 3 600 francs à 2,5 millions de francs sont prévues pour qui émettrait des chèques en violation de l'interdiction prononcée. Loi n° 91-1382 du 11 décembre 1991. J. O. du 1^{er} janvier 1992.

Association de services aux personnes

Le dispositif législatif de la création d'emplois familiaux (lire ci-dessus l'article d'Alain Lebaube) est complété par un décret fixant les modalités d'agrément des associations pour les services aux per-

Indice du coût de la construction

L'indice du coût de la construction, qui sert de référence pour les révisions de loyers et des baux d'habitation et commerciaux, s'établit pour le troisième trimestre 1991 à 996. Pour les baux d'habitation ou à usage mixte, le taux de variation ressort à 4,18 % sur un an ; pour les baux commerciaux, elle est de 8,38 % sur trois ans et 37,07 % sur neuf ans. Avis du ministère de l'économie. J. O. du 9 janvier 1992 (page 455).

LA COTE DES MOTS

Raider(s)

Un raid, c'est le vol (même ceux qui ajoutent à ce mot un final superlatif autant qu'erroné), c'est une opération militaire ou assimilée, menée « à la hussarde », ou, au mieux, sur une durée limitée, par un groupe mobile.

Ce mot anglais monosyllabique (les gens d'Albion s'expriment compendieusement — c'est-à-dire succinctement — n'est-il pas ?) s'est imposé dans la langue depuis la guerre de Sécession (1), et il y a fait florès, notamment dans le domaine du sport. Cela n'est pas étonnant dans la mesure où, dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, la langue française n'a pas permis aux lexicologues et lexicographes de forger un mot court, mais en abrégant un mot déjà existant... On aurait probablement dû recourir à une expression du type « opération éclair », « opération commando ».

Beaucoup plus intéressant est apparu l'anglicisme raider (pluriel : raiders), qui désigne une personne ou une entreprise qui fait des « coups », qui mène des « opérations de conquête », afin de prendre le contrôle d'une société, en procédant à des achats systématiques de titres de ladite société, le plus souvent afin de la dépecer ultérieurement.

Le fait que ces opérations soient rondement, quasi brutalement, comme s'il s'agissait d'opérations militaires, évoque les raids des unités de choc. D'où le mot raider, qui, malgré quelque... raideur désapprobatoire chez les usagers de la langue.

Il n'est encore temps de proposer un équivalent français qui lui soit autre chose qu'une circonlocution battue d'avance... ni « capitaine d'industrie », par exemple, ni « saurait convenir ! Et on hésite — peut-être à tort — à le traduire littéralement, « pillard », « prédateur ».

Jean-Pierre Colignon

(1) D'après le Larousse du XX^e siècle, Le Grand Robert, plus récent, donne comme première datation, ce qui confirmerait l'origine.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

ALAIN PRESTAT a été nommé, le 10 janvier, président de Thomson Consumer Electronics (le Monde du 12-13 janvier).

AUX ÉTATS-UNIS, le taux de chômage, publié le 10 janvier, a atteint 7,1 % de la population active en décembre, au lieu de 6,9 % le mois précédent (le Monde du 12-13 janvier).

EN RUSSIE, les dignitaires du régime s'opposent, le 12 janvier, à la politique de libéralisation des prix décidée par M. Boris Eltsine (le Monde du 12 et 17 janvier).

FRANCIS LORENTZ, président du Bull, a annoncé, le 13 janvier, que les négociations avec les américains IBM et Hewlett Packard, en vue d'un accord sur des produits Unix à microprocesseur Risc, sont sur le point d'aboutir (le Monde du 15 janvier).

LE GROUPE SNECMA est proche de l'équilibre en 1991, a indiqué, le 13 janvier, son président Louis Gallois : le résultat net sera compris entre 100 et 110 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 14,4 milliards de francs (le Monde du 15 et 16 janvier).

LE RAPPORT COTTAVE SUR LES RETRAITES, publié le 14 janvier, propose une répartition partielle pour aider le financement des pensions (le Monde du 15 janvier).

GEORGE MULL annonce, le 15 janvier, des mesures d'allègement fiscal dont le coût sera de 15 à 17 milliards de dollars. Le taux d'inflation en 1991 a été de 3,1 %, contre 6,1 % en 1990 (le Monde du 17 et 18 janvier).

LES PRIX À LA CONSOMMATION en France ont augmenté de 0,1 % en décembre, contre 0,3 % en novembre, selon l'INSEE le 15 janvier. Soit 3,1 % sur l'ensemble de l'année 1991 (le Monde du 16 janvier).

ELF AQUITAINE, aux termes d'un accord signé le 15 janvier, à Berlin, prend le contrôle du réseau de distribution des produits pétroliers de l'ex-RDA. L'apport de 12 milliards de francs est la plus grosse opération d'investissement franco-allemande depuis 1945 (le Monde du 17 janvier).

LUNDI 20 JANVIER. — Taipei : Visite prioritaire à Taiwan de Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'État au commerce extérieur (jusqu'au 24/01).

BRUXELLES : Négociations entre la Communauté européenne et le Canada en coopération du GATT pour un nouvel accord de libre-échange (jusqu'au 21/01).

MARDI 21 JANVIER. — Paris : Présentation du rapport sur la qualité de l'Institut du commerce et de la consommation.

Corée : Entretiens Nord-Sud avec échanges de 40 exemplaires signés de l'accord sur la désamiantation.

MERCREDI 22 JANVIER. — Washington : Conférence des sept ministres des affaires étrangères sur l'aide à la Communauté des États indépendants (ex-URSS) (jusqu'au 23/01).

New-York : Discussion américano-nord-coréenne sur la nucléaire de Pyongyang.

JEUDI 23 JANVIER. — Paris : Manifestation nationale à l'initiative du collectif contre les colimateurs.

Londres : Conférence des États latins en vue de leur réintégration dans la communauté mondiale (jusqu'au 24/01).

VENDREDI 24 JANVIER. — France : Publication du chiffre du commerce extérieur (pour décembre et l'année 1991).

SAMEDI 25 JANVIER. — Washington : Réunion du G7.

DIMANCHE 26 JANVIER. — Montreuil (Seine-Saint-Denis) : Quarante-quatrième congrès de la CGT (jusqu'au 31/01).

Paris : Présentation des affiches de printemps de la haute couture (jusqu'au 30/01).

Allemagne : Le syndicat de la métallurgie IG Metall organise un appel à la grève.

LUNDI 27 JANVIER. — Singapour : Quatrième sommet de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) (jusqu'au 28/01).

Bruxelles : Rencontre des ministres de l'agriculture de la Communauté européenne.

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991

est paru

212 pages - 49 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الأمل

La tentation du Meccano industriel

Suite

Non, il n'est pas le juge à l'aune de l'indépendance. Dans les grands systèmes, le groupe n'est que le sous-traitant du japonais NEC. Pour le fabricant de composants RISC, il doit épouser ces jours-ci IBM ou Hewlett-Packard. Les groupes ont leur logique, qui n'est pas forcément celle de l'Etat. « Impossible aujourd'hui de tout faire soi-même », a déjà tranché le PDG, Francis Lorentz.

En plaçant Bull sur orbite, les pouvoirs publics installaient un groupe français dans un secteur stratégique, l'informatique. Ils procédaient de même, avec un réel succès, dans le pétrole, orchestrant la montée en puissance d'Elf-Aquitaine (lire encadré), et dans les télécoms, favorisant l'essor d'Alcatel. Deux secteurs, il est vrai, où la présence des pouvoirs publics est forte.

Pour autant, les industries plus traditionnelles ne sont pas exclues du jeu de Meccano. Sans répondre aux mêmes préoccupations d'indépendance nationale, la sidérurgie et plus encore la chimie vivent, dans la houle de l'Etat, des réorganisations d'importance, de savantes rectifications des frontières. D'inspiration nouvelle, elles sont surtout utilisées à des fins cliniques, comme réponse à la crise, pour pallier les défaillances de l'initiative privée. Il s'agit alors de sauver des groupes tricolores du suicide à la faveur des nationalisations de 1982-1983. Nationalisations dont elles constituent même la première justification.

ARINE « Si l'on voulait nationaliser des entreprises, c'est principalement pour transformer leurs structures, que nous jugions à l'époque à fait inadaptables aux exigences de la concurrence internationale », explique Alain Boubillat dans le *«Séminaire du 21»*. Avant d'être impliqué, en tant que directeur du cabinet de Pierre Bérégovoy dans l'affaire Pechiney, l'homme occupait tout le premier semestre du président Mitterrand, le poste de directeur industriel de l'Elf. Il est l'un des plus éminents protagonistes et l'un des principaux architectes de cette seconde version du Meccano.

C'est qu'il y a urgence. L'industrie de l'acier poursuit sa marche vers l'abîme. Les compressions d'effectifs s'y succèdent. Par vagues. De plus en plus massives, de plus en plus rapprochées. L'impasse financière est énorme. Epuisés par les investissements surdimensionnés, incapables sinon de s'entendre, du moins de mettre un terme à la guerre absurde que se livrent les hommes du Nord et ceux de Lorraine, Usinor et Rhône-Poulenc

dû déposer leur bilan depuis au moins trois ans. La nationalisation « officielle » des deux géants intervient en octobre 1981.

Le Meccano, lui, tarde à venir. L'Etat attend 1984 pour qu'une véritable restructuration industrielle – la première depuis 1974 – soit engagée. Celle-ci n'en sera

la première revêtue dans le jeu. Tel n'est pas le cas dans la machine-outil, que les plans de sauvetage, à l'image des grandes entreprises en crise réalisées par les socialistes dans l'acier ou la chimie.

Peut-il mieux faire avec Thomson-CEA Industrie ? Le mariage inédit de la puce et de l'atome ne peut pas de la théorie gaullienne du « champion tricolore », garant

de l'indépendance nationale, incarnée par Bull ou Elf-Aquitaine. Ni de la logique de sauvetage, à l'image des grandes entreprises en crise réalisées par les socialistes dans l'acier ou la chimie.

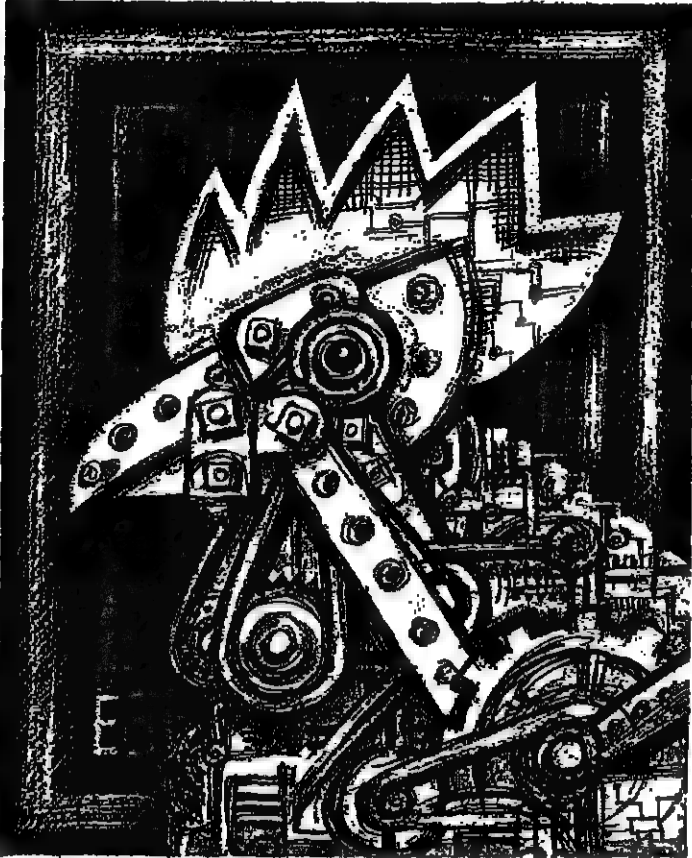
CONGLOMERAT Avec Thomson-CEA Industrie, il ne s'agit pas seulement de défendre les couleurs de la France dans la compétition internationale, mais bien de bâtir un conglomérat à activités durables financièrement qui ne soit pas l'Etat... du moins pas directement. Faute de moyens. Faute de pouvoir le faire sans encourir les foudres de Bruxelles. Sir Leon Brinn veille et traque les aides publiques comme les chasseurs de capital.

Quoi de commun, en effet, entre le « champion national » traditionnel – l'Etat pour passer dans un métier – et cette construction qui relève d'une logique totalement nouvelle : l'appariement d'une activité à cycle long – le nucléaire – avec une industrie en perpétuel renouvellement – l'électronique. Les commandes d'entreprise sont appelées. L'une vit des commandes publiques, l'autre de la technique, du mode et de l'engouement du grand public. Les synergies industrielles sont secondaires dans ce Meccano du troisième type. Ce sont des idées qu'on cherche. Des idées que l'on transfuse. Des entendements que l'on affine.

La machine à elle un sens ?

Pierre-Angel Gay
et Caroline Monnot

(2) Le *«Séminaire du 21»*, d'Alain Boubillat, dans *Le Monde*.



que plus douloureuse. Deux ans plus tard, après une rationalisation drastique des effectifs, les deux sidérurgistes ont fait faillite.

REDÉCOUPAGE Avec Usinor-Sacilor, l'Etat reprend enfin une indispensable contribution des investissements. Les réorganisations (cession des activités non sidérurgiques, notamment, et réductions d'effectifs) se poursuivent sous la tutelle d'un président unique, Francis Mee. En 1988, la sidérurgie française gagne de l'argent... pour la première fois depuis treize ans.

Le redressement, même fragile, est inespéré. Numéro 1 mondial et premier européen, Usinor-Sacilor, avec 9,1 milliards de francs de chiffre d'affaires, ont été converties par l'Etat en fonds propres, la figure de champion national de l'acier.

Le redécoupage de la chimie est plus spectaculaire encore. Toutes les unités sont rebattues. L'Etat a la main plutôt heureuse. Avec Elf-Atochem et Rhône-Poulenc,

Les réussites exemplaires du pétrole et de la chimie

Il y a des mariages heureux. La saga de la société nationale Elf-Aquitaine est un conte du monde moderne. Un conte en trois chapitres, dont le premier s'écrit avant-guerre avec une loi, en 1928, qui donne à l'Etat le monopole de l'importation et de la distribution du pétrole en France. La société marque le triomphe de la volonté de Pierre Guillaumat, avec la fusion, en 1949, du Bureau de recherches du pétrole (BRP), qu'il a fondé à la Libération, et de la Régie autonome des pétroles (RAP), née avant-guerre.

Un coup de génie en même temps qu'un miracle auquel les « majors » américaines ne peuvent s'opposer. C'est trop tard. Partie en rien, la France a forcé, développée, l'industrie d'exploration et de distribution, conçue méthodiquement des parts de marché en s'appuyant sur la loi de 1928. Avec la création de l'ERAP et le lancement de Elf, un groupe est formé. Il sera parachevé, dix ans plus tard, par la fusion avec la Société nationale des pétroles d'Aquitaine. Elf joue désormais dans le jeu des grands. Au point de devenir, quelques années plus tard, le pivot de la réorganisation de la chimie française.

Au début des années 80, toutes les entreprises chimiques sont dans le rouge. Lorsque l'équipe du nouveau ministre de l'Industrie, Pierre Dreyfus, découvre les chiffres, elle est effrayée. Les pertes dépassent les 3 milliards de francs en 1981. La situation ne cesse de

dégrader. Le diagnostic est facile à établir. Les groupes français englobent des secteurs considérables dans une chimie de base en pleine crise de débouchés. Essanges, ils continuent à édifier de gigantesques cathédrales industrielles, sans grand espoir de rentabilité. Leurs concurrents, eux, défendent leurs marges en développant leur chimie fine.

Un grand ménage s'impose donc. Sept secteurs sont regroupés. Le Meccano est à nouveau spectaculaire. Cinq groupes sont créés par la loi de 1982. L'Etat tranche, au propre comme au figuré. Il faut sauver Pechiney et Rhône-Poulenc, qui disposent de réels savoir-faire. Le premier se reconstruit sur l'électrometallurgie et la chimie nucléaire ; le second sur la chimie fine.

Au prix de négociations laborieuses, Elf reprend l'essentiel de la chimie de Pechiney. La pharmacie du PCUK, qui avait le pétrole, est néanmoins transférée à Rhône-Poulenc. Total doit abandonner ses activités dans la pétrochimie. Son rival rival en sera le chef de file. Avec la création d'Atochem, Elf devient le premier chimiste français. Le sort de CDF-Chimie, devenu Orkem, sera décidé quelques années plus tard. En 1989, le groupe est racheté. Elf reprend la chimie lourde, Total la chimie lourde, Total la chimie lourde. La chimie française est enfin d'accord.

P.-A. G. et C. M.

Comment utiliser son corps pour se détendre l'esprit. Bienvenue à bord de la Connaisseur Class.



CONNAISSEUR

Bonne nouvelle pour votre confort : les fauteuils de notre Classe Affaires, plus larges que jamais, dotés de repose-pieds motorisés. Pour vous, ils sont le nez plus ultra de la détente. Autre bonne nouvelle : il y a maintenant sept sièges par rangée sur nos 747 et dix par rangée sur nos 767. Résultat : vous n'êtes jamais à plus d'un pas d'une allée. Vous trouverez aussi ces nouveaux sièges dans l'espace non-fumeur situé dans la partie supérieure de l'appareil, sur

notre Boeing 747.

Ces sièges vous sont proposés sur la Connaisseur Class United Airlines. Un espace où l'attention portée à chaque détail bouleverse les normes de la Classe Affaires internationale et fait de la Connaisseur Class la référence de qualité en matière de service. Venez vous détendre le corps et l'esprit sur tous nos vols transatlantiques et sur la plupart de nos vols à destination du Pacifique.

Prenez votre envol avec la compagnie qui unit le monde. Come fly the friendly skies. Consultez votre agence de voyages, ou United Airlines à Paris au : 48.97.82.82. En Province, numéros 1111 et 1112.

*Voyagez en bonne compagnie.

UNITED AIRLINES

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT



LA RUSSIE

Histoire des mouvements spirituels

G. FLORENTIN - L.A. NIKOL
T. SPIDLIK - E. NIKOL
B. MARABOUT - F. ROULEAU

pour mieux connaître les mouvements spirituels qui ont animé la Russie.

180 pages 72 FF

BEAUCHESNE
22, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

Le Monde
EDITIONS

LE DROIT

Guide des formations supérieures à débouchés professionnels
Collection "Vos Etudes" dirigée par Frédéric Gaussen

EN VENTE EN LIBRAIRIE

PERSPECTIVES

ENQUÊTE

IBM : l'échec au roi

Le drapeau de « Big Blue » flottait, souverain, sur cent trente-deux pays. Mais le conte de fées a tourné au cauchemar nippon et, pour la première fois, le cadre d'IBM doute. L'enjeu est à la hauteur des certitudes d'hier. Ses dirigeants le savent : c'est dans l'adversité qu'on juge les grands généraux

NUMÉRO 1 mondial de l'informatique, IBM a été le sujet de débats dans les affaires d'une crise polymorphe. Mais « Big Blue » (le bleu est la couleur de la compagnie) n'a pas dit son dernier mot. Erroné ou non, ce pronostic s'élève sur les vingt et un mille salariés d'IBM France malgré les fissures qu'on voit ici et là. A en croire les dirigeants, ceux qui prédisent la chute de la PanAm - les empires américains - seraient les faux. IBM a du ressort et des ressources, et la culture maison, si nulle dans la culture d'entreprise, garantit un rapide redressement. Original et même décalé, l'esprit IBM l'a certainement. La voie pour la première fois sommée de faire preuve de talent dans l'adversité.

Au commencement était un homme colporteur qui, au crépuscule du siècle dernier, courait la campagne pour proposer des machines à calculer aux fermiers de l'Est américain. Thomas J. Watson n'est entré qu'à quarante ans à la Computing Tabulating Company, qu'il n'a pas fondée. Mais, son fils aîné, Thomas Watson Junior, qui lui a succédé en 1916 et 1917, il est à l'IBM. Pour un « IBMeur » d'aujourd'hui, cette américaine appartient au passé. Pourtant la préhistoire de la compagnie imprègne encore profondément les mentalités. Elle façonne les comportements des salariés, les inconscients, au point de faire de l'IBMisme un point de fierté, une parure sentimentale d'appartenance à la tribu.

Avant que le conte de fées ne tourne au cauchemar nippon, les

exhortés les uns les autres à « rester » leurs manches, mais qu'il leur « préche » le changement.

Le changement, pour IBM, c'est d'abord changer de mode de pensée. C'est de faire à l'idée du marché de l'informatique n'est plus gouverné par « Big Blue », la chose au monde à laquelle les « IBMeurs » sont le moins préparés. C'est de persuader que la concurrence, qui leur montre aujourd'hui les mollets, risque un jour de leur prendre la tête. Qu'il leur bouger et vite.

« Big Blue » n'est plus une compagnie unique, comme le fut la firme maison. C'est, pour ses salariés, une révolution, un choc culturel, la mise à l'épreuve de la culture d'entreprise. Les « IBMeurs » doivent se convaincre que ce temps-là n'est plus. Pas facile, pour des superhéros, d'apprendre l'humilité.

Ce qui est arrivé il aurait paru inconcevable il y a quelques années. C'est juste à d'autres qu'IBM existait : « On doit concéder certains succès à nos concurrents », certains « progrès remarquables ». A force de croire au rythme de 20 % par an, depuis 1955, le revenu d'IBM France n'aurait-il pas dû atteindre, en 1992, le PNB de la France ? Les « IBMeurs » qui s'étaient livrés à ce délirant exercice au début des années 70 évoquaient avec un frémissement les dangers de l'autophagie. « Big Blue » glorieux, IBM raquait de lui-même, jusqu'à l'asphyxie.

Un vent de panique s'en est suivi dans l'opinion, dont le support de MM. Simon Nora et Alain Minc, *L'informatisation de la société* (1978), porte témoignage. L'Express résumait l'inquiétude générale : « Une société prise par le feu de la machine à calculer. Pour une entreprise qui a connu un tel honneur et qui a inventé le mot ordinateur, une telle dégringolade est véritablement traumatique ».

« VISCOSITÉ » C'est ce qui explique la « viscosité » dont souffre aujourd'hui la compagnie. Le mot est du numéro deux d'IBM France, M. Andreuza. Il désigne la « résistance au changement » qui, dans une conjoncture mouvante, est une forme de suicide. Empêchée par trois quarts de siècle de succès, IBM a du mal à faire ses nouvelles lois du marché. A l'heure où la souplesse et la rapidité sont les qualités maîtresses, la compagnie ressemble à un albatros, les ailes du géant l'empêchant de voler au-dessus du terrain.

« Nous avons réagi avec un air de retard », concède M. Andreuza, qui affirme malgré tout que, si « la culture d'IBM est un handicap », elle est aussi une « valeur ». Les « valeurs » de la compagnie subsisteraient intactes, fournissant les énergies. Là serait le salut, dans une capacité inchangée des « IBMeurs » à sacrifier le meilleur d'eux-mêmes à la réussite de la compagnie.

Cette foi en IBM est l'un des traits dominants de l'entreprise. Dieu (Watson) s'y connaissait à merveille pour l'inculquer à ses disciples auxquels il imposait toujours plus. C'était le temps où les épouses des « IBMeurs », qui ne voyaient jamais leur mari, toujours par ailleurs en par vau, décrocher des commandes, étaient surnommées « les veuves Watson ». Une plaisanterie courait à la même époque, affirmant que la devise d'IBM, qui figurait en bonne place dans les locaux de la compagnie au-dessous de la photo du patron, n'était pas « Think » (« Réfléchissez ») mais « It's never enough » (« Jamais assez »).

Rarement à court de formules, Watson lançait à ses troupes : « Mettez votre cœur dans votre travail et votre travail dans votre mission ». C'est encore à cela qu'on reconnaît un bon « IBMeur », à son dévouement à la compagnie, à ses exigences, à sa rapidité, à l'aphorisme watsonien, dépassant ce qu'on attend d'un salarié ordinaire : qu'il ait du cœur à l'ouvrage. Moyennant quoi la compagnie soigne ses salariés. L'individu,

quel que soit son niveau de compétence, n'y est jamais considéré comme un numéro. Les salariés qui lui sont assignés, secrétaire ou chef d'agence, font l'objet d'une discussion annuelle avec son « manager ». A charge pour lui de montrer à la hiérarchie des objectifs atteints. Comme l'a un jour avoué Thomas Watson Junior, ce n'est pas un « altruisme » qu'IBM se soucie ainsi de « la bonne entente » avec ses salariés mais parce que la compagnie escompte en tirer « le plus grand profit ».

« MORALE INDEX » Appliquée aux commerciaux, la voie royale qui mène aux sommets, cette politique (ou policy) dans le jargon maison tissé d'américanismes, est un signe de reconnaissance, un extrême incitatif. Un fort pourcentage du salaire des « IC » (ingénieurs commerciaux) dépend actuellement de leur capacité à atteindre leurs objectifs annuels de ventes. Divers honneurs et avantages récompensent ceux qui réussissent : voyages seuls ou avec le conjoint vers des destinations plus ou moins exotiques, selon une gradation soigneusement étudiée. Sans parler des autres carottes, primes ou concours que les délégués internes détaillent avec une poésie de langage fortan : « Mmes MM les DIRPME / CDM / CDVME / CDV / CDM / SBU et 310, pour un voyage au Canada en relation avec vos affaires dans les Etats-Unis à fin juin et septembre ».

Ce système de récompenses, destiné à galvaniser les énergies, est

aussi, en négatif, un système de sanctions qui ravale celui qui tombe au rang d'exclu. Destabilisé au sein de la hiérarchie, il incite les « IBMeurs » à aller perpétuellement à l'avant, à la poursuite des effets pervers. Lorsque le marché s'assèche, aujourd'hui, il engendre le découragement. Une certaine morosité est perceptible depuis plusieurs mois chez les « IC », les commerciaux de la compagnie, qui ne voient pas le bout du tunnel. Et cette morosité est contagieuse. Le dernier morale index, l'indice qui mesure l'enthousiasme, mesure tout les deux ans la satisfaction du personnel, enregistré à l'automne une baisse d'enthousiasme préoccupante dans les usines françaises.

HANDICAP C'est une telle conjoncture, les salariés auxquels « Big Blue » doit son succès se retournent facilement contre elle. Ainsi la tradition qui veut qu'on entre chez IBM à vingt-deux ans n'en partit qu'à l'âge de la retraite. Non seulement ceux qui n'auraient pas mieux réussi mais aussi ceux qui ont un excellent moyen pour la compagnie de s'assurer le concours de talents strictement calibrés à « Big Blue ». Longtemps considérée comme un gage d'efficacité, cette consanguinité professionnelle devient un handicap lorsque le marché de l'informatique tangue comme il le fait aujourd'hui et qu'il faut imaginer des solutions nouvelles.

Justifiée par une rationalisation générale des profits, l'IBMisme, le système menace de se faire moins fervent au profit de vaches maigres. Fusillées sur le seul mérite

depuis 1987, les augmentations de salaire sont inexistantes en 1992, hormis pour les promotions. Excepté aussi la correction de quelques injustices. Venant après deux années fastes (+ 5,3 % en 1990 et + 5,5 % en 1991), ce serrage de ceinture est d'autant moins apprécié qu'il aurait été imaginable il y a quelques années. A cette époque, le mot d'ordre d'IBM de travail - d'une heure, ou chez IBM... - lancé le 11 janvier à l'usine de Chartres (Eure-et-Loire) résonnait comme un avertissement d'une incongruité. En 1978, la quasi-totalité des salariés d'IBM France étaient restés à leur poste.

MYTHE EN MIETTES Un autre mythe du système se fissure, la garantie de l'emploi. L'IBM qu'ils ne connaissent jamais le chômage est si profondément ancré chez les « IBMeurs » qu'ils ne comprennent pas sa venue. Ne leur a-t-on pas assuré qu'ils étaient à l'abri d'un tel accident ? Watson, toujours lui, n'a-t-il pas prêché l'exemple ? C'était en 1939, lors de la grande dépression américaine. Pas un seul « IBMeur » n'a été mis à la porte malgré la dureté des temps, au point que la jeune compagnie avait manqué de trépasser.

Mille six cents salariés ont quitté volontairement IBM France en 1991, poussés dehors par d'alléchantes perspectives financières. Presque le même nombre de personnes ont suivi cette année. C'est l'objectif, non encore avoué officiellement, de la direction. Au-delà, c'est l'incertitude. Soit l'entreprise sort de l'ornière, soit il faudra susciter de nouveaux

Pour la première fois, le géant américain enregistre des pertes

Suppressions d'emplois massives, réorganisation totale et profonde de l'ensemble du groupe, réduction des axes stratégiques : confrontée à une crise sans précédent de ses résultats (voir graphique), attaquée par une concurrence japonaise toujours plus agressive, IBM a dû jusqu'à présent faire face à une situation historiquement très délicate. Les grands systèmes ou mainframes, ses gros ordinateurs qui contribuent aujourd'hui à la moitié de son chiffre d'affaires, « Big Blue » a imposé la réduction de son personnel, John Akers, un américain expérimenté. Un seul objectif : le

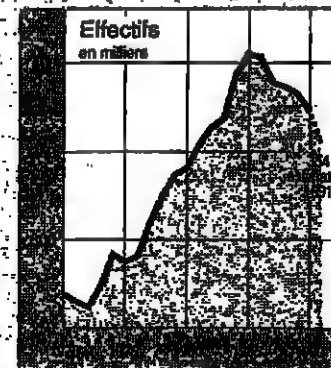
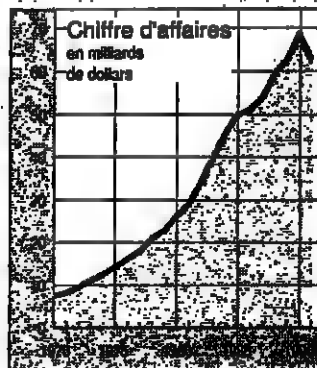
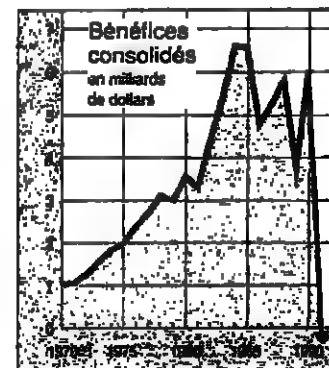
compétitif, les marchés sont désormais le terrain d'implantation des guerres de prix, notamment dans le micro-informatique où les produits se banalisent. Les industriels, eux, s'efforcent d'une part de tenir coûte que coûte et, d'autre part, de procéder aux meilleurs choix possibles pour s'imposer dans la prochaine génération de matériel informatique.

Sur ce terrain, IBM a une puissance financière et humaine considérable. IBM, longtemps convaincu du pouvoir occuper tous les échelons de l'informatique à la meilleure

rehaussee à 20 000. A l'automne dernier, John Akers arrêtait des mesures d'une ampleur sans précédent pour 1992, en provisionnant une charge exceptionnelle de 3 milliards de dollars (environ 18 milliards de francs) pour frais de restructuration.

Ces réductions d'effectifs ne concernent pas autant qu'un tiers du vaste plan de réorganisation envisagé par l'état-major de la firme d'Armonk. Présenté par John Akers au personnel le 4 décembre dernier, le nouveau schéma organisationnel d'IBM a pour but de responsabiliser les

TROIS CLIGNOTANTS AU ROUGE



maintien de son leadership mondial alors que les coûts se redistribuent dans l'informatique.

Le diagnostic est connu. Il s'applique indifféremment à tous les acteurs de l'informatique. Les barrières techniques qu'utilisaient tous les constructeurs pour se protéger s'effondrent. Les ordinateurs plébiscitent désormais les systèmes dits « ouverts », c'est-à-dire capables d'accepter n'importe quel programme indépendamment de la marque du matériel. Conséquence : dans le monde des ordinateurs individuels, les clones du « PC », le fameux « Personal Computer » d'IBM, aujourd'hui légion. Rien qu'aux Etats-Unis, la part du marché d'IBM, qui frise 70 % dans le micro-informatique en 1984, en atteignait à peine 17 % en 1990. Ultra-

place et tout seul, IBM se trouve en concurrence directe avec les constructeurs japonais.

La déconvenue est venue au long de 1991 (IBM a terminé l'exercice dans le rouge, une perte de 2,8 milliards de dollars - 15 milliards de francs - pour la première fois de son histoire), la perspective d'un autre phénomène sans précédent, le recul de l'ordre de 6 % du chiffre d'affaires, qui s'est tout juste ramené à 12 milliards de dollars, ont amené les dirigeants à réagir brutalement en lançant un programme de réorganisation.

Pour enrayer le déclin de sa rentabilité, le groupe a d'abord paré au plus pressé en annonçant de drastiques compressions d'effectifs. Les 14 000 suppressions d'emplois initialement prévues pour 1991 ont été portées une première fois à 17 000, pour être, au final,

troupes et à les rapprocher davantage du marché. Le président d'IBM, qui n'a eu de cesse depuis ces derniers mois de fustiger la bureaucratie à l'intérieur de son groupe, a décidé de frapper un grand coup.

IBM a l'organisation très structurée, hypercentralisée, avec désormais les procédures informelles de son concurrent Apple. Au cœur de l'été dernier, « Big Blue » nouait d'ailleurs avec son anti-modèle une alliance historique. Et multipliait les coopérations techniques... jusqu'à prendre langue avec les français Bull. Cette remise en question sera-t-elle suffisante ? Les analystes financiers, eux, n'y croient pas. Le jour où l'annonce du plan Akers, le titre IBM enregistrerait une chute de 4,4 %.

Caroline Monnot



départs. Ou l'inverse. Un renie-

ment. Le mythe IBM, déjà ébranlé, en souffrirait en mieux, surtout au yeux de ses salariés, mais la direction s'efforce de pousser dans la voie d'une profonde « transformation ». Un mot d'ordre affiché partout dans l'entreprise, du hall monumental de la tour Descartes aux ateliers de Chartres où se trouvent les usines de la dernière génération de machines à calculer.

L'« IBMeur » lambda a dû se plier à tant de succès d'ordre matériel d'Armonk depuis son entrée dans la carrière qu'il n'y prête peut-être pas autant d'attention que M. Andreuza met de conviction à commenter ce nouvel aggrandissement. En mode, il s'agit de passer le monolithisme maison pour fractionner la compagnie en unités (ou « segments ») plus autonomes, donc plus dynamiques.

Les remises en cause ne sont pas étrangères à la culture d'IBM, mais de là, IBM est même capable de remettre en question. En vertu de cette politique, les salariés de « Big Blue » ont pu de changer de fonctions, au sein de la compagnie, sans avoir que l'air de le faire. Une fois lancée, la fameuse vent même par les initiales « IBM » ne signifient pas International Business Machines mais « I've Been Moved » (« J'ai été muté »).

Malgré de multiples « viscosités », ce parti pris de transformation perpétuelle favorise l'adaptabilité. Il a toujours permis à IBM de rattraper son retard - et de quelle façon ! - lorsque le marché s'est permis d'évoluer sans consulter les prévisions de « Big Blue ». Lors de l'apparition des ordinateurs, par exemple, auxquels Watson père ne croyait guère... Et, plus récemment, lorsque la clientèle s'est tournée vers le micro. Jamais, pourtant la culture d'IBM n'a été plus à l'épreuve. Jamais plus, Ever O'ward, l'hygiène de la compagnie, que les années entonnaient encore en 1977 pour le départ à la retraite du président d'IBM France, n'a été autant d'actualité : « Toujours en avant ! Toujours en avant ! »

Bertrand Le Gendre

(1) Jacques Vernay. *Chroniques de la compagnie IBM France, 1914-1987*. 1988. 1988. 1988.

A LIRE :

■ Thomas J. Watson Jr. *Une entreprise en sa descendance*. Les livres qui ont marqué le monde d'IBM. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par M. Périneau. Editions Hommes et techniques, 1968 (épuisé).

■ Thomas J. Watson Jr. et Paul H. Werhane. *Father, son & Co. My Life in IBM and Beyond*. Bantam Books (New York), 1990.

■ William Rodgers. *L'Empire IBM*. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par P. et M. Olcina. Robert Laffont, 1971 (épuisé).

■ Max Pagès, Michel Bonetti, Vincent Ganiac et Daniel Descendre. *L'entreprise IBM*. PUF, 1984 (épuisé).

■ Jacques Maisonneuve. *Manager international*. Robert Laffont, 1991 (épuisé).

■ Peter Halbherr. *IBM : Mythe et réalité. La quotidienneté chez IBM France*. Editions Pierre-Marcel Favre (Lausanne), 1987.

Palmares des



صك: امت الأصل

CREDIT LYONNAIS

**4 médailles d'or
2 médailles d'argent**



**avant même
les J.O.
d'Albertville**

Palmarès des opérations financières des banques françaises en 1991

- 1^{er} au palmarès des offres publiques
- 1^{er} au palmarès des augmentations de capital
- 1^{er} au palmarès des introductions en bourse
- 1^{er} au palmarès des émissions obligataires en francs
- 2^e au palmarès des émissions obligataires domestiques
- 2^e au palmarès des émissions en euro francs

Au palmarès des opérations financières réalisées en 1991*, le Crédit Lyonnais remporte 4 médailles d'or et 2 médailles d'argent sur 7 classements.

Ces succès sont le fruit du travail de toutes les équipes du Crédit Lyonnais présentes sur les grandes places financières du monde, équipes qui développent leur expertise dans tous les métiers financiers au service de leurs clients.

* Source Option Finance du 6 janvier 1992

LE POUVOIR DE DIRE OUI... SUR LES MARCHÉS DE CAPITAUX, AUSSI.



CREDIT LYONNAIS



P E R S P E C T I V E S

REPORTAGE

La Lorraine banlieue du Luxembourg

Le grand-duché paie mieux. Il ne se contente pas de ponctionner 31 000 travailleurs qui traversent quotidiennement la frontière : il attire aussi les commerces... et les acheteurs. Comment lutter contre cette concurrence « déloyale » livrée par un petit voisin ?

LONGWY
de l'envoyé spécial

HARO sur le Luxembourg ! Avec un tel cri de ralliement, un démagogue pourrait tailler un franc succès en Lorraine. Au nord de la Moselle, on ne peut pas rencontrer un habitant qui n'évoque le cas des travailleurs frontaliers et parle de la « concurrence déloyale » que livre le petit État aux commerçants français. Président du Comité économique régional (CESR), banquier de profession, M. Pierre Dap, qui habite lui-même à 100 mètres de la frontière, s'est ainsi proclamé le champion de cette campagne.

Avec 31 000 frontaliers, dont la moitié se rend quotidiennement dans le grand-duché, ce territoire des confins se découvre au cœur de l'Europe du demain et, brutalement, éprouve les difficultés de voisinage inconnues ailleurs. Vu de Sarreguemines ou de Thionville, le marché unique est devenu une réalité qui n'enchantait pas toujours.

En dix ans, tout a changé. Le nombre de frontaliers a doublé et, en Lorraine, l'économie

luxembourgeoise ponctionne autant le marché transfrontalier du travail que l'opulente Sarre. A Longwy, par exemple, 4 000 personnes traversent « de l'autre côté », soit 10 % de la population active d'un bassin d'emploi qui se croyait clos. L'ANPE y publie des annonces pour des entreprises de la région, le voisin, au grand dam des employeurs locaux qui manquent de main-d'œuvre. Sur les routes, qui n'ont pas été conçues pour ce trafic, on connaît des embouteillages dignes d'une mégapole. Chaque année, en Lorraine, le volume des abonnements SNCF en direction de Luxembourg augmente de 10 %, et cela risque de continuer.

« Quand on est un petit pays riche de la Lorraine, on a le département français, avec 360 000 habitants, il est facile de rien faire », déclare sans vergogne chez le voisin, déclarent les tenants de l'accusation. Pour instruire leur procès, ils notent que le grand-duché dispose pas d'un système d'habitats correspondant à ses besoins, et encore moins d'université ou de grande école. « C'est très simple, disent les dirigeants patronaux de Moselle, plus on forme nos salariés, plus on vient nous les piquer. »

Cette fuite s'explique par des conditions salariales et fiscales que les employeurs français limitrophes ne peuvent pas tenir compte de. Pour un même emploi, le travailleur lorrain peut espérer gagner de 20 % à 40 % de mieux. Au Luxembourg, comme à Genève, une infirmière gagne de 12 000 à 15 000 francs.

RACKET • En outre, le coût de la protection sociale y est moins élevé et, mieux que les impôts, plus faibles, sont prélevés directement sur le revenu. Pour un frontalier, font remarquer les Lorrains, séduits, le « bon plan » consiste à trouver un emploi « de l'autre côté » et son conjoint travaille en France pour la Sécurité sociale et les allocations familiales. Mais, pour cela, il convient d'avoir élu domicile dans la zone de 30 kilomètres où la fiscalité nationale s'étend devant celle de l'étranger.

Cette situation exaspère M. Pierre Dap car, faute de convention spéciale, le Luxembourg ne contribue pas aux cotisations de 1,5 milliard sur cinq ans, contrairement à l'Allemagne et la Suisse. « C'est un racket intolérable »,

grogne-t-il, en pensant à ce que la région pourrait faire avec autant d'argent. Mais là n'est pas l'essentiel : avec leurs revenus élevés, les frontaliers sont soupçonnés d'entretenir une prospérité « artificielle » en Lorraine. Et « provisoire », il en est persuadé, car, un jour, les Luxembourgeois se débarrasseront des Lorrains, alors voués au chômage.

Sur le terrain commercial, d'autres griefs existent aussi, qu'un expert parisien résume d'une phrase : « Les Lorrains créent de la valeur ajoutée au Luxembourg, ils paient des impôts et des charges sociales au Luxembourg et, dans un même temps, ils achètent au Luxembourg... » De fait, grâce à une TVA de 8 à 10 points inférieure, les magasins du grand-duché attirent les frontaliers mais aussi la clientèle lorraine. Tabacs, alcools et carburants — au point qu'il n'y a plus une station-service près de la frontière, — mais aussi, de plus en plus, quantité de produits, dont la bière, le petit voisin jouant « le rôle de la FNAC ».

Progressivement, les commerçants des environs souffrent de cette concurrence, les artisans de la

automobile plus que d'autres. Acquérir une voiture au Luxembourg est si avantageux que rares sont les consommateurs rebutés par un changement d'immatriculation les six mois.

HARLEM • Pour les Lorrains, « pareille distorsion économique », M. Dap réclame d'employer les grands moyens. Depuis longtemps il revendique la création d'une « zone franche de 30 kilomètres pour rétablir la parité », mais peine de disparaître le tissu commercial. A l'abri de ce glacis que préconisent certains milieux patronaux, les entreprises pourrissent, assure-t-il. N'aura-t-il fait que déplacer le problème à l'intérieur du territoire national ? « Je ne veux pas de Forbach, de Metz, de Carling, de femmes de ménage, de la Harlem de Sarrebruck », assène-t-il.

A quoi les spécialistes répondent par une formule. Si la Lorraine ne s'adapte pas à cette nouvelle donne, due à l'Europe, « la région frontalière risque de devenir le désert de la Sarre », une banlieue populaire. Entendez par là que cet espace, désormais transfrontalier,

doit relever les défis en matière de formation, de salaires et de politique sociale. Bref, il faut perdre les mauvaises habitudes nées de la mono-industrie (la sidérurgie, les mines), pour aller vers des activités soit équivalentes, soit complémentaires, capables d'équilibrer la comparaison. Economiquement, les Lorrains doivent trouver des créneaux plus porteurs, « tirer enfin profit de leur position géographique. « L'harmonisation européenne ne sera peut-être qu'anecdotique, veut-on croire dans les ministères. L'orientation demeure juste. » D'ailleurs, et avec des conséquences différentes selon le pays voisin — Belgique, Allemagne, Suisse, Italie, Espagne, — des distorsions semblables affectent les territoires de dix régions françaises.

Les mêmes experts reconnaissent cependant que l'agressivité commerciale des Luxembourgeois sera difficile à rattraper, « sauf à installer des filiales dans le grand-duché », ou à inventer une nouvelle attractivité grâce à des magasins qui capteront à leur tour la clientèle du Luxembourg.

Alain Lebaube

Reflets de paradis

Suite de la page 29

Le dépaysement est garanti, le rêve sans doute aussi. On y parle voyages, investissements offshore, et emplois à pourvoir sur les cinq continents. Et l'on prend en quelque sorte le pouls d'une société transnationale pour qui la planète est la seule dimension. S'y côtoient pêle-mêle les spéculateurs, les familles épatées, dispersées par les guerres, les exils politiques ou les drames familiaux ; les intellectuels et les hommes d'affaires dont la communauté est par nature « mondiale » ; les hommes qui ont pris l'habitude de faire leurs bagages selon les offres d'emploi mettent leurs enfants dans les meilleures écoles internationales et changent de climat comme d'agenda.

BABEL • Le Herald, le Herald Babel. Avec un espéranto qui s'appellerait l'anglais. Avec près de 200 000 exemplaires distribués chaque jour à 164 pays, distribués par 11 lignes aériennes, grâce à un satellite, par 11 centres d'impression répartis dans le monde. C'est, sans doute, une clientèle particulière : un plusieurs diplômes universitaires, un revenu moyen par foyer de 100 000 dollars annuels (environ 700 000 francs), un patrimoine de 600 millions (4,2 millions de francs) et une capacité d'investissement de 170 milliards de dollars. Sans compter une précieuse propension à bouger.

Les petites annonces suggèrent tout cela. Mais elles laissent aussi pressager autre chose. Et lire entre les lignes réside à New-York, Singapour, Francfort ou Paris, une ligne de pointe qui pointe sur une ligne méconnue du monde mondial. Celle qui échappe aux statistiques et perturbe les habitudes des paiements ; inquiète les gouvernements qui n'en peuvent mais et laisse le champ libre aux trafics les plus extravagants. Celle qui trouble le diagnostic sur la situation économique du monde et profite des interstices que les nations organisées ont laissés fleurir près d'elles.

Les paradis fiscaux sont le plus bel exemple, et leurs petites annonces ne manquent pas d'étonner. Quoi ! La création de sociétés à l'étranger est si facile que l'on peut choisir son régime fiscal avec le même souci qu'en faisant son marché : en optant pour le plus avantageux ? Quoi ! C'est par ce moyen que juristes et banquiers avertis, capables de dénicher les gigantesques échecaux réglementaire et fiscal, l'entrepreneur en mal de combiner pour échapper au fisc et trouver le

paradis ? Quoi ! Les ultra bien connus qui servent de relais à des opérations couronnées par un secret bancaire absolu et abritent des banques sans vraies garanties peuvent si ouvertement démarcher leurs clients ? Oui, et ils ne s'en privent pas.

L'île de Man (69 000 habitants entre l'Ecosse et l'Irlande) n'est pas la seule à offrir ce genre de paradis : elle a ainsi régulièrement fait état de ses trente années d'expérience dans la création de sociétés à multiples vocations, y compris l'assurance, la banque ; telle autre propose la gamme complète de services « à l'homme d'affaires pourrait rêver pour sa nouvelle société enregistrée à Douglas, la capitale de l'île. Les clés en main. Un cabinet établi à Gibraltar, autre havre fiscal, élargit la palette, et propose le choix entre Hongkong, les Bahamas, Gibraltar ou l'île de Man. Le réseau bancaire y est toujours présent et le réseau téléphonique le plus étendu du monde.

L' Est, disent les spécialistes, va réserver de belles surprises, car tout y est à vendre.

Il est des paradis qui cherchent à attirer et proposent, en une petite annonce, la disponibilité d'un immeuble capital. Il en est d'autres qui en recherchent et le font savoir en promettant la lune : « Le secours », c'était l'une d'elles, le 23 décembre dernier, en se présentant comme « une société grand trop vite, avec 35 millions de dollars, mais pour un investissement de 100 millions » et en réclamant un partenaire financier pour l'aider dans une opération asiatique à haut profit, au lieu d'en beaucoup.

CARTE VERTE • Il est des petits malins qui ont pitié de ceux qui cherchent une femme pour disposer de la fameuse carte verte qui donne un accès permanent au marché du travail américain. Pour 99 dollars, un cabinet de Washington se charge de traiter les démarches pour participer à la grande loterie. Et pour quelques millions de francs, un entrepreneur américain propose une franchise de lavage de voitures, tandis qu'un agent d'Honolulu suggère un investissement immobilier à Hawaï : une façon, assure-t-il, de gagner de l'argent temporaire en visa permanent.

Des objets s'échangent et laissent songeur. Quelqu'un vendait

récentement 5 000 téléphones sans fil provenant des équipements de la poste allemande, usagés, précisait-il, mais en état de marche ! Une société américaine mettait en vente deux Boeing datant de 1969. Les demandes n'ont pas surchauffé le fax du vendeur puisque, renseignements pris, le prix initial de 4,7 millions de dollars (par avion) est devenu 2,5. Mais « à prendre en l'état, et avec les défauts » ! Plus récemment encore, un particulier habitant le Danemark vendait 1,5 milliard de roubles... mais retirait l'annonce, la veille de sa parution, « l'affaire ayant été conclue ». Cela n'empêche pas d'autres détenteurs de monnaie spéculative d'en proposer l'achat. De Suisse. Et du Canada... L'Est, disent les spécialistes, va réserver de belles surprises, car tout y est à vendre. Enfin, le 10 janvier, un certain M. Clarke mettait en vente une participation à un procès devant le tribunal de la Cour suprême de la mi-1992...

MODELS CONNECTION • Aurions-nous fait le tour de la rubrique saugrenue de l'investiture mondiale ? Ah, mais on ne peut pas oublier les « guides », glissés, presque en catimini, en avant-dernière page, sous la rubrique sports... Elles s'appellent Marilyn, Bernadette, « débutante » ou « Models connexion » et se contactent à Londres, Munich, Amsterdam ou Zurich. Paris en est exclu depuis que le Quai d'Orsay a manifesté auprès de l'administration du Herald une irritation qui aurait pu être évitée par une consultation de proximité. Plusieurs jeunes femmes — qui payaient toujours cash leurs services — en ont été, assure-t-on, quasi désemparées. Mais le Japon montre encore plus radical, qui oblige le journal à retirer en bloc l'ensemble des annonces sur son territoire !

Le Herald, lui, ne lève pas son public haut la gamme mais bien quelques souplesses, même s'il existe un code. Ne sont refusées que les annonces appelant à des donations, proposant la vente d'armes, recherchant rencontres ou mariages (sauf émanant d'agences), ou évoquant des formes de voyance (sauf par ordinateur). La rédaction se réserve cependant d'apprécier au coup par coup les annonces litigieuses. Et le particulier qui, il y a quelques mois, voulait mettre en vente une machine à écrire qu'il attribuait à Hitler, aurait sans doute été plus inspiré de frapper à d'autres portes. Il fut prestement éconduit. Car il y a des choses avec lesquelles le Herald ne plaisante pas.

Annick Cojean

Voilà imagine

Information France :
OCM Snc
11, rue Bergère,
F 75009 Paris.
Tel. : (33-1) 49 23 08 16.
Fax : (33-1) 48 24 01 01.
Contact :
Danièle Cogniez.

Information Monaco :
OCM Snc
31, avenue Hector-Otto,
MC 98000 Monaco.
Tel. : (33) 93 15 93 34.
Fax : (33) 93 25 95 95.
Contact :
Isabelle Sabatier.

- Images de synthèse
- Effets spéciaux
- Mondes virtuels
- Conférences
- Prix Pinet-INA
- Exposition
- Monte-Carlo 29, 30 et 31 janvier 1992

Des images qui dépassent l'imaginaire

☐ Je souhaite recevoir des informations sur les conférences d'Imagine.

☐ Je souhaite recevoir un dossier d'inscription à la compétition Prix Pinet-INA.

☐ Je souhaite recevoir un dossier d'inscription à l'exposition Imagine.

Bulletin à retourner à :
Imagine/Monte-Carlo
BP 300, 98 000 Monaco.

Nom, prénom : _____

Fonction : _____

Société : _____

Secteur d'activité : _____

Téléphone : _____

Adresse : _____

Ville, pays : _____

صكنا من الأصل

PERSPECTIVES

DOSSIER

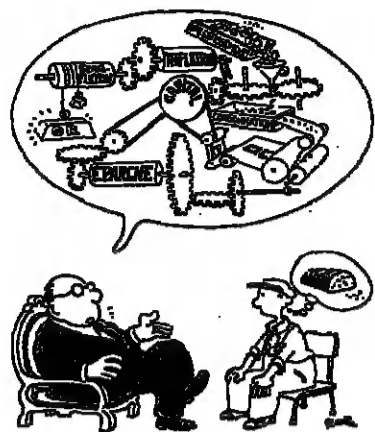
La CGT

Combien le syndicat compte-t-il d'adhérents ?

Une filiale du Parti communiste français ?

Où la Confédération est-elle implantée ?

Quelle sera l'influence des changements en Europe ?



La Confédération générale du travail (CGT), dont le congrès va s'ouvrir dimanche 26 janvier, aura bientôt derrière elle un siècle d'histoire. Une histoire riche et mouvementée - trois scissions, deux réunifications - mais qui, depuis une vingtaine d'années, cherche de nouveaux horizons. Dans trois ans, en 1995, le centenaire de la CGT ne se fera probablement pas dans l'allégresse.

Hormis quelques rares périodes (le Front populaire, la Libération, Mai 68), la CGT n'est jamais apparue en position de force. Si, aujourd'hui comme hier, elle fait pâle figure comparée aux grandes organisations allemandes, anglaises ou même italiennes, elle n'en reste pas moins la première centrale de l'Hexagone. Même l'effondrement du communisme, auquel elle s'est convertie depuis...

quarante-cinq ans après avoir abandonné ses originelles tendances anarcho-sindicalistes, ne suffit pas encore à menacer sa prééminence. Malgré consolation.

Aujourd'hui, la CGT s'interroge sérieusement sur sa propre survie et admet que sa dégringolade est en partie imputable à elle-même. L'inspection est courageuse. Elle porte sur les rapports que la centrale doit entretenir avec les salariés, auxquels elle s'est trop longtemps contentée d'indiquer les « bonnes » revendications sans prendre en compte les réalités. Toutefois, l'autocritique épargne encore les conceptions traditionnelles de la CGT, qui continue de se référer au sacro-saint « syndicalisme de classe et de masse ».

Si l'influence de la CGT est restée modeste, c'est que le syndicalisme français dans son ensemble ne s'est jamais développé. Selon une récente étude de l'OCDE, 12 % des salariés français seraient syndiqués (ce qui paraît pour le moins optimiste), soit la proportion la plus faible parmi les vingt-quatre pays membres de cette organisation...

Dossier établi par Jean-Michel Normand

BIBLIOGRAPHIE

- Les Syndicats en questions (Michel Noblecourt), Éditions ouvrières.
- Les Syndicats en France (Jean-Daniel Reynaud), Seuil.
- La CGT (René Mouriaux), Seuil.
- Un syndicalisme moderne ? Oui (Henri Krasucki), Éditions sociales.

■ Officiellement, la CGT revendiquait 855 631 adhérents en 1990. À l'heure actuelle, elle n'en compterait que 710 000. C'est une comparaison : en 1920, elle en annonçait 1 193 250 et, en 1947, 5,5 millions. Hormis la parenthèse de Mai 1968, la chute des effectifs a été irrésistible. Entre 1977 et 1987, ils ont baissé de moitié, ce qui correspond à une hémorragie de 1,3 million de militants.

Cet affaiblissement s'accompagne d'un vieillissement des adhérents. Depuis 1984, les troupes ont fondu de 58 %, mais la fédération qui regroupe les retraités n'a subi qu'une érosion de 20 %, près du quart des cotisants sont des anciens salariés. Sur le plan électoral, les revers

■ Depuis la création du PCF, la CGT a directement subi les vicissitudes de l'histoire de la gauche française. Ses trois scissions ont été l'expression : la première fut la conséquence de la création du PCF, la seconde celle du pacte germano-soviétique et la dernière, qui a donné naissance à Force ouvrière, a consommé le déclenchement de la guerre froide.

Les derniers secrétaires généraux de la CGT (Benoit Frachon, Georges Ségué, Henri Krasucki) comme le prochain (Louis Vianet, selon toute probabilité) sont non seulement membres du PCF mais siègent aussi au bureau politique. La totalité des secrétaires généraux d'unions départementales sont membres du PCF

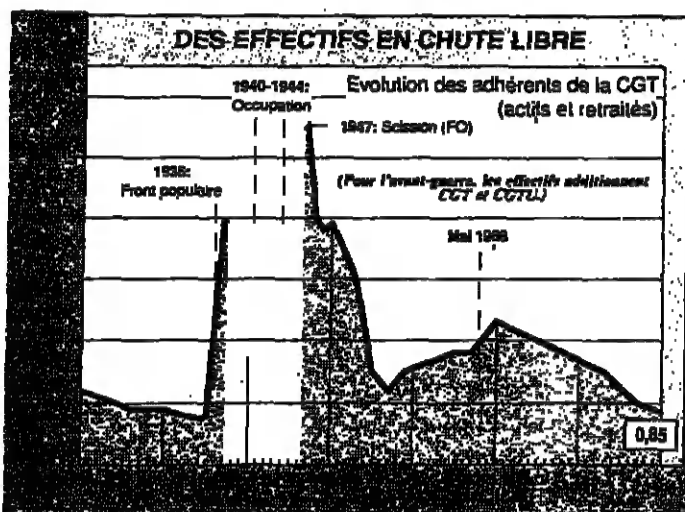
■ Parmi ses trente-deux fédérations professionnelles, certaines pèsent encore très lourd. Menacée chez les dockers, la centrale reste solidement accrochée à son monopole de l'embauche dans le Livre.

“Il faut élargir l'éventail des sensibilités politiques [...] S'il faut aider la nature, nous le ferons.”

Louis Vianet (août 1991).

■ La CGT, qui affirme avoir pris ses distances avec les régimes communistes d'Europe de l'Est bien avant leur disparition, reste pourtant l'un des derniers membres de la Fédération syndicale mondiale (FSM), d'inspiration communiste, dont il ne reste aujourd'hui plus grand-chose.

Au plan européen, la CGT réclame vainement depuis plusieurs années son adhésion à la Confédération européenne des syndicats (CES), mais celle-ci exige au préalable que les cégétistes rompent avec la Fédération syndicale mondiale (FSM). D'ailleurs, la CGT s'oppose à l'actuelle construction communautaire, y compris celle d'une « Europe sociale », considérant qu'elle « est marquée à la fois par la montée des tensions et par la multiplication, au nom du réalisme, des abandons du gouvernement français ».



moins cinglants, sont indéniables. Aux élections pour les comités d'entreprise, la part cégétiste est passée de 32 % en 1981 à 25,1 % en 1989.

Cette perte d'audience se répercute directement sur les finances de la confédération. « Malgré des efforts sérieux pour équilibrer les comptes, nous n'y sommes parvenus qu'en une seule occasion, en 1990 », constate amèrement le rapport financier préparatoire au 44^e congrès. Reste que, si le résultat 1990 est légèrement positif (0,7 million de francs alors que les dépenses représentent 37 millions de francs), les dettes à long terme de la centrale de Montreuil représentent tout de même 105 millions de francs.

Quant aux ressources provenant des cotisations (23 millions de francs), elles « s'amenuisent d'année en année », indique le même document. Les autres sources de revenus consistent pour l'essentiel en subventions, sans oublier les salariés du secteur public détachés auprès de leur syndicat (201 sur un total de 449 permanents).

et, lors des consultations électorales, les dirigeants cégétistes apportent plus ou moins ouvertement leur soutien au PCF.

Pourtant, la CGT n'est pas une simple courroie de transmission du « parti des travailleurs », comme le voudrait la théorie léniniste. Ainsi, MM. Ségué et Krasucki ont fini par prendre leurs distances avec la Place du Colonel-Fabien. Et la majorité des adhérents de la CGT - contrairement à ses cadres - ne sont pas communistes. Enfin et surtout, la perte de vitesse du parti de M. Georges Marchais et le pluralisme de fait qui y prévalait contribuent à laisser davantage d'autonomie à la centrale syndicale.

Le 44^e congrès, qui doit s'ouvrir le 26 janvier, est d'ailleurs dominé par un débat sur la nécessaire « adaptation des pratiques syndicales » qui divise les communistes eux-mêmes.

Certains d'entre eux (et pas seulement les fondateurs ou les rénovateurs) estiment que la CGT « ne doit pas couler avec le PCF » et doit impérativement gagner en indépendance.

LEXIQUE

Toute organisation a son propre langage. À cet égard, la CGT n'a jamais cherché à faire exception. Le vocabulaire cégétiste comporte quelques expressions et formules « incontournables » que tout militant se doit de parfaitement maîtriser. En voici quelques échantillons.

- ACQUIS.** - On ne parle pas d'acquis sociaux mais d'« acquis sociaux et démocratiques ».
- ATTAQUE.** - Ne peut être que « sans précédent » et provoquer « un grave recul de société ».
- CAMARADE.** - Terme en perte de vitesse dans les autres syndicats. Il demeure l'adresse classique de tout discours cégétiste qui se respecte.
- CAPITAL.** - Il est recommandé de toujours accorder à cette valeur sûre un C majuscule, surtout lorsque l'on en vient à évoquer « l'antagonisme fondamental qui existe entre le Capital et le Travail ».
- MAUVAIS COUPS.** - Dirigés par le patronat ou le gouvernement (souvent les deux à la fois), il faut « une riposte massive » pour leur « barrer la route ».
- MOBILISATION.** - Doit impérativement être « de haut niveau » pour s'avérer efficace.
- PERCUTER.** - Cette expression en vogue à la CFDT commence à apparaître à son tour dans les écrits cégétistes (« oui, la crise que traverse notre pays percuté, traverse le syndicalisme lui-même, qui est bel et bien en présence de graves difficultés »).
- REPRISE DU TRAVAIL.** - Terme inconnu. À la CGT, on ne connaît que « la poursuite de la lutte sous d'autres formes ».
- REVENDEMENT.** - S'exprime toujours « massivement ».
- SALARIÉ.** - Terme plus neutre qui tend à supplanter celui de « travailleur ». On dira par exemple que « se pose avec force le grand facteur de confiance et de perspectives que représentent les aspirations des salariés dans leur diversité ».
- SYNDICALISME.** - Celui qui est pratiqué par la centrale de Montreuil est « de classe et de masse, démocratique, indépendant et unitaire ». À l'extrême rigueur, on pourra parler de « syndicalisme de lutte pour les revendications ». Au contraire, les autres organisations s'en remettent au « syndicalisme d'accompagnement, qui pose comme postulat l'idée d'accommodement au système économique ». Une nuance importante.

Les transports (la SNCF, notamment), l'énergie (EDF-GDF), les PTT, les finances, la santé mais aussi les grosses entreprises privées de la chimie et de la métallurgie rassemblent l'essentiel des troupes de la centrale syndicale.

Mais les forteresses ne sont pas éternelles. L'exemple de Renault est éloquent : la CGT n'y est plus majoritaire, mais cela ne l'a pas empêché d'animer les récentes grèves des usines de Cléon et du Mans. Toutefois, sa capacité de mobilisation ne doit pas être surestimée : les autres établissements du groupe sont restés en dehors du conflit, et à Cléon la CGT a éprouvé les pires difficultés pour convaincre les grévistes de reprendre le travail. Selon des sources dignes de foi, il n'y aurait guère plus de 2 000 militants CGT à jour de leurs cotisations chez Renault (68 000 salariés)...

LES GRANDES DATES

- 1895. - Le VII^e Congrès national des chambres syndicales, groupes corporatifs, fédérations de métier, unions et Bourses du travail, réuni à Limoges, donne naissance à la Confédération générale du travail.
- 1902. - La CGT s'organise en unions départementales et en fédérations professionnelles.
- 1906. - Un an après la création de la SFIO, la CGT adopte la « Charte d'Amiens », qui affirme l'autonomie complète du syndicat à l'égard des partis politiques.
- 1921. - Les communistes quittent la CGT pour constituer la CGTU.
- 1936. - Au congrès de Toulouse, première réunification. En cours d'année, les adhérents passent de 1,2 million à presque 5 millions.
- 1939. - Nouvelle scission à la suite du pacte germano-soviétique.
- 1944. - Nouvelle réunification. L'année suivante, la CGT compte jusqu'à 5,5 millions d'adhérents.
- 1948. - Les minoritaires de Léon Jouhaux créent Force ouvrière.
- 1966. - Accord d'unité d'action entre la CGT et la CFDT.
- 1967. - M. Georges Ségué succède à Benoit Frachon, cosécétaire général (avec Léon Jouhaux) jusqu'à la création de FO puis secrétaire général.
- 1980. - Rupture entre la CGT et la CFDT.
- 1982. - Au congrès de Lille, M. Henri Krasucki remplace M. Georges Ségué.
- 1991. - M. Krasucki ne sollicitera pas un nouveau mandat. Le bureau confédéral propose M. Louis Vianet pour lui succéder.

“Certaines conceptions élitistes et étreintes (...) conduisent à un monolithisme de fait de nombreuses directions qui ne correspondent pas à ce qu'est la CGT et l'appauvrit dangereusement.”

Henri Krasucki (juin 1991).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La protection de l'environnement Une industrie en pleine croissance



De nombreuses sociétés françaises et étrangères contribuent par leurs activités à protéger l'environnement : traitement de l'eau, de l'air, des déchets.

Ce marché, à forte potentialité de développement est évalué à 600 milliards de francs pour l'Europe en l'an 2000.

CIC PARIS

On vous en donne plus pour votre argent

OPINIONS

CHRONIQUE • Par Paul Fabra

Le bluff du réformisme

QUATRE raisons expliquent pourquoi la réforme est à la mode, au moins dans le monde de la politique et celui des médias. La première, qui devrait dominer toutes les autres si l'objectif est vraiment de sortir la France de l'impasse, est de remettre en cause les fondements du consensus national tant sur les institutions que sur l'indépendance nationale, dans ses rapports avec la construction européenne, la défense et, bien sûr, l'économie de marché. Sur tous ces sujets, le consensus n'a le plus souvent été acquis que par l'absence de débat. La nécessité d'une remise en cause s'impose parce que la France est dans un état avancé de sclérose. En témoignant sa totale impréparation et la réaction négative de sa diplomatie devant la prodigieuse ouverture du monde — et en particulier de l'Europe — enfin rendue possible par l'effondrement de l'absurde et criminel régime marxiste.

La deuxième raison de la vague réformatrice, c'est de faire pièce au populisme d'extrême droite, et accessoirement de gauche, qui menace la France. La troisième, particulièrement périlleuse pour les candidats réformateurs, est la volonté affichée de corriger les échecs les plus cuisants de ce septennat et du précédent : en particulier le formidable morne du chômage.

La quatrième raison, c'est de se donner l'occasion de se livrer, sans grands risques, à un sport national : dénoncer les « tabous » avec la connivence des lecteurs les plus sophistiqués, partageant avec l'auteur le même conformisme « anti-conformiste ». Beaucoup des propositions récemment avancées apparaissent au moins aussi « raisonnables » que leurs auteurs respectifs le prétendent. Comment pourrait-il en être autrement ? Le souci constamment rappelé est de ne pas se laisser emporter par l'idéologie. Chaque fois que cela est possible, on se flatte que la recommandation mise en avant (souvent qualifiée de « limpidité » ou d'« évidente ») n'est en soi « ni de gauche ni de droite ». On n'aime ni les « doctrinaires » ni les « monomaniaques ».

A considérer la forme sous laquelle les programmes sont présentés, on risque, toutefois, de se méprendre sur l'ambition de leur initiateur, même lorsque celui-ci n'en fait pas mystère, comme c'est le cas pour Alain Minc. Son livre *Français, si vous osiez...* (1) ne recommande pas moins de quatre-vingts mesures (Jacques Julliard les a comptées) (2). Souvent inspiré par ces derniers, l'auteur de référence pour les projets émanant du centre gauche est encore plus prolifique. Les propositions de l'*Événement du jeudi* (3) sont au nombre de cinq cents. En présence de projets aussi détaillés, on s'empresse à les passer sous silence, nos consultants en affaires générales se sont convertis aux méthodes de l'ingénierie sociale : préconisée non sans cran dans les années 50 (où le marxisme était roi) par le philosophe pragmatiste et libéral Karl Popper. L'idée était qu'il est vain, et mortel pour la liberté, de révolutionner la société : qu'en l'amendant inlassablement, par touches successives dont aucune ne porte atteinte à ses ressorts profonds, on sert mieux à la fois la justice et l'efficacité.

C'est une autre impression qui se dégage de la lecture des documents qui nous invitent expressément au débat public (4). Pour un peu, on songerait aux cent dix propositions du candidat Mitterrand à la présidence de la République, en 1981. On y trouve de souhaitable et de l'anodin, mais aussi du « n'y-a-qu'à » et du franchement destructeur. Alain Minc rappelle que la réforme a « sa vocation révolutionnaire ». Vu les résultats de la révolution non réformatrice, on est en droit d'être sur ses gardes.

Il est un sujet, le plus grave et le plus douloureux de tous, que les modernes réformateurs ont le mérite de ne pas éluder. Dans l'ouvrage d'Alain Minc, on lit : « La société doit en priorité une protection aux quelques millions d'exclus, qu'elle, pour y parvenir, à rogner sur les prestations de la classe moyenne ». La proposition est formulée de telle façon qu'elle ne laisse aucune place à la critique. On ne peut s'empêcher, toutefois, de s'interroger sur l'emploi, sans explication approfondie, du terme « exclu » appliqué, de surcroît, à « quelques millions » de personnes.

Exclus par qui, par quoi, exclus comment ? S'agit-il de plusieurs millions d'hommes et de femmes congénitalement incapables de participer à la vie économique ? Dans ce cas, c'est l'idée même de marché qui pose problème, et même un problème de première grandeur. Pourtant l'expérience moderne des économies de marché ne suggère pas une réponse univoque. Vingt-cinq ans de quasi-plein-emploi du début des années 50 au début des années 70. Et depuis lors, deux exceptions de taille à la « fatalité » du chômage : l'expérience américaine, tant avec le dollar faible de Carter qu'avec le dollar fort de Reagan, le Japon. En Europe, plein emploi dans la Suisse conservatrice, ainsi qu'en Suède et en Autriche, deux pays plus ou moins imprégnés de « social-démocratie ».

Les « exclus » comprennent-ils les chômeurs de longue durée ou seulement ceux qui sont rayés des listes de l'ANPE ? Autrement dit, la définition implicite est-elle celle que donne Michel Charzat dans le nouveau manifeste du PS (*Un nouvel horizon*) : « ... les exclus, c'est-à-dire tous ceux qui échappent, délibérément ou non, au réseau de l'assistance : chômeurs en fin de droits, travailleurs clandestins, marginaux divers ». Cette dernière définition simplifie terriblement la question, à moins qu'elle ne la brouille totalement : aussi longtemps qu'on est « assisté » on ne peut être considéré comme exclu, mais comme c'est l'exclusion qui provoque l'assistance.

La réflexion sur le marché est, en France plus que dans tout autre pays, faussée par un certain nombre d'a priori. Et les analyses de nos modernes réformateurs-révolutionnaires contribuent à leur donner, en les renforçant, droit de cité. L'idée sous-jacente, c'est un marché « darwinien » où il n'y a de place que pour les meilleurs. Inconsciemment ou pas, cette idée rejoint une obsession nationale, symbolisée par la politique des « champions » et la politique industrielle. Bref, le marché, dans son essence ou, en tout cas, dans sa fonction primordiale, est conçu comme « le champ de la guerre économique ». On comprend qu'il y ait beaucoup d'exclus, comme dans une armée il y en a beaucoup qui sont inaptes pour le combat au corps à corps.

Si le marché était « darwinien », on ne comprend pas comment il aurait pu, à aucune époque, fût-ce passagèrement, assurer le plein-emploi. On oublie que la seule, on dit bien la seule, justification du libre-échange (même sous une forme très amoindrie), c'est le principe des avantages comparatifs, qu'il serait plus parlant (et plus exact) d'appeler le principe des « désavantages comparatifs ». On connaît la métaphore de l'économiste de Harvard Paul Samuelson (Nobel 1970), pour faire toucher du doigt l'enjeu : le tigre à la machine mais qui n'importe quelle secrétaire, dit-il, mais j'ai intérêt à en employer une, car j'utilise mieux mon temps à mes travaux de recherche.

COMBIEN d'entreprises trouvent leur place sur le marché, national ou international, parce que d'autres entreprises qui seraient capables de produire à meilleurs frais leur passent malgré tout commande, et cela pour consacrer tous leurs efforts aux tâches pour lesquelles elles sont encore plus performantes ? C'est dans cette perspective qu'il faut aborder la question, presque toujours mal posée, des « petits boulots », considérés, au mieux, comme des activités sympathiques à encourager, plus ou moins hors marché. Les exemples choisis par Alain Minc sont à cet égard significatifs. Il cite « l'assistance aux personnes âgées, au nettoyage des forêts domaniales », sortes de BA sociales (hautement respectables, au demeurant). Que ne parle-t-il aussi des porteurs de gare, pour lesquels il y aurait une demande sur le marché, et d'innombrables autres activités pratiquement disparues. Est-ce parce que ces dernières seraient considérées comme « dévalorisantes » ? Ce serait oublier que tout travail, quel qu'il soit, peut être bien ou mal fait, et qu'il y a plus d'honneur à bien balayer la cour qu'à conduire, moyennant une rémunération globale annuelle de 22,7 millions de francs, Chrysler à la faillite.

(A suivre.)

(1) *Français, si vous osiez...* d'Alain Minc. Éditeur : Grasset, 253 pages, 100 F.
(2) « Cinq défis aux Français immobiliers », article paru dans le *Notre Observateur*, 10 décembre 1991.
(3) *Événement du jeudi*, 21 novembre 1991.
(4) « Le manifeste réformatrice », article de Jean-Marie Colombani, le *Monde* du 23 novembre 1991.

LIVRES

Le « levier » maléfique

De la « tulipomania » du XVII^e siècle au krach de 1987, John Kenneth Galbraith propose un roman noir des krachs et des folies spéculatives

BREVE HISTOIRE DE L'EUPHORE FINANCIERE
de John Kenneth Galbraith.
Traduit de l'américain
par Paul Chemla.
Editions du Seuil,
128 p., 85 F.

« Chaque âge a ses plaisirs... » Ayant parcouru un bon bout de chemin, John Kenneth Galbraith aime donner des conseils... qu'il sait inutiles, connaissant fort bien ses semblables. Comme l'humour ne l'a jamais délaissé, sa *Breve histoire de l'euphorie financière* s'applique aux pires heures de l'histoire économique, celle des krachs. On la lit comme un roman noir, mais aussi comme une sorte de fable à la morale confondante : les maux qui s'abattent un jour ou l'autre sur les spéculateurs enivrés ne servent jamais de leçon à la génération suivante. Ils recommenceront les folies d'antan avec la même allégresse.

A l'origine de tout engouement spéculatif, on trouve la croyance en une bonne affaire, la contagion poussant à la hausse des achats, qui alimente elle-même la hausse. Les participants se rangent en deux types : ceux qui pensent que des facteurs nouveaux justifient la poursuite de l'euphorie ; ceux qui comprennent qu'il s'agit d'une spirale inflationniste mais croient qu'ils seront assez malins pour quitter le jeu avant que le château de cartes ne s'effondre. Mais « la spéculation achète, au sens strict de ce terme, l'intelligence de ceux qui s'y adonnent (et) comme on est toujours le plus crédule quand on est le plus heureux », peu de sages arrivent à se sortir de l'envoûtement avant la fin, qui ne survient jamais à petit bruit mais à grand fracas. Foin des mises en garde. Quand l'illustre banquier Warburg, avant le krach de 1929, critique « l'orgie de spéculation sans fin », il est traité dans la boue : en l'accusant de « maltraiter la prospérité américaine ».

Ce qui alimente aussi la répétition des désastres, c'est l'illusion, écrit Galbraith, que « l'argent et l'intelligence sont liés ». Dans l'attitude libérale, la tendance est très forte de penser que plus un individu a de la fortune, « plus subtils et pénétrants sont ses processus mentaux » et plus profonde sa vision des phénomènes économiques et sociaux. J. K. Galbraith

n'a pas eu le temps d'engranger dans sa démonstration le « cas Maxwell », mais il est particulièrement saisissant. Sa puissance financière était telle qu'elle a ébloui tout le monde et notamment ceux qui, par profession, auraient dû avoir les pieds sur la terre.

Quant à la mécanique de la spéculation, il existe toujours au départ un instrument bien connu des spécialistes : le « levier » (leverage). De quoi s'agit-il ? Tout simplement de la possibilité de s'endetter massivement sur la base d'un capital très limité, afin de générer des profits hors de proportion avec l'investissement initial. Cette découverte ne date pas des *junk bonds* (obligations à haut risque, dites « pourries ») soutenues les initiatives des raiders spécialistes du rachat d'entreprises. Quand les banques ont imaginé, il y a des siècles, qu'elles pouvaient imprimer des billets et prêter un volume très supérieur aux dépôts des métaux précieux qui les gageaient, elles utilisaient aussi ce « levier » qui, en s'allongeant trop, pouvait devenir maléfique.

FOLIE COLLECTIVE L'extraordinaire dans la spéculation débouchant sur la folie collective, c'est qu'on ne la reconnaît pas comme telle, notamment parce que trop de gens et d'institutions sont impliqués et parce que le marché n'est pas censé sécréter par nature « une dynamique d'erreur interne ». D'où les besoins de trouver au krach une cause qui soit extérieure au marché lui-même.

C'est par des exemples célèbres que notre auteur confirme son analyse. Il raconte d'abord l'histoire insensée de la « tulipomania », en Hollande au XVII^e siècle. Pouvant à l'époque sauver dans les pays de la Méditerranée, les bulbes de tulipes arrivèrent pour la première fois en Europe occidentale au XVI^e siècle. Avec le temps, cette fleur acquit un prestige de plus en plus grand. Il fallait, pour être considéré, non seulement en posséder beaucoup, mais aussi avoir les variétés les plus rares. Les prix montèrent au XVII^e siècle jusqu'à l'extravagance. Au sommet de la courbe, en 1636, un bulbe « jusqu'à sans valeur intrinsèque pouvait s'échanger contre un carrosse neuf, deux chevaux gris et leur harnais ». Selon Mackay, l'argent afflua vers

la Hollande de tous les horizons. Les opérations devinrent d'une telle complexité que l'on rédigea un code juridique pour guider les parties. Là où il n'y avait pas de Bourse, on utilisait la taverne du lieu pour les transactions. Bien sûr, pour acheter on empruntait. « Les petits bulbes faisaient lever pour les gros prêts ». En 1637, on ne sait pourquoi, quelques personnes en place commencèrent à prendre leurs distances, d'autres les virent partir et la ruée pour vendre se transforma en panique.

J. K. Galbraith s'attarde moins sur le cas de Law, dont les exploits à Paris sont beaucoup plus connus. Autre cas classique, à Londres cette fois et à la même époque, celui de Robert Harley, comte d'Oxford. Comme John Law, il offrit de consolider la dette publique en incitant dans le public les actions de la Compagnie des mers du Sud. Les titres passèrent de 128 livres en janvier 1720 à 1000 livres en juillet pour retomber à 124 livres en décembre ! Les Etats-Unis prirent le relais : krach en 1837, en 1857, mais c'est après la guerre de Sécession que survint l'un des plus grands booms spéculatifs qui allait engendrer une panique économique en 1873. Les chemins de fer avaient cette fois servi de « levier ».

DÉSINTOXICATION Sur la crise de 1929, on n'attendait pas de vues nouvelles, puisque J. K. Galbraith a consacré un livre entier au sujet (1). On nous détaille ensuite la déconfiture de l'IOS (Investors Overseas Services) de Cornfield et Cowett en 1969, la crise d'octobre 1987, les faillites des caisses d'épargne aux Etats-Unis.

Quoi faire ? Contre la drogue spéculative, la désintoxication est difficile. Galbraith demande simplement que l'on associe « l'opinion même trop affirmée à l'imbécillité probable ». Son petit livre n'est sans doute pas de circonstance. Raison de plus pour le lire. Quand la Bourse a le « profil bas », les opérateurs ont davantage le temps de réfléchir à la manière d'éviter l'overdose spéculative.

Pierre Drouin

(1) *La crise économique de 1929*, Payot, 1961.

NOTES DE LECTURE

SUCRE BLANC ET MISERE NOIRE
Le goût et le pouvoir
de Sydney Mintz.
Editions Nathan, 1991.
250 p., 160 F.

Apprécier le rôle du sucre dans la constitution et l'essor du capitalisme, « éclairer d'un jour nouveau la plus importante transformation sociale de ce millénaire : la révolution industrielle en Occident », tel était le propos de l'historien-ethnologue américain Sydney Mintz lorsqu'il publia, en 1985, dans sa langue maternelle, *Sucre blanc et misère noire*. Désormais traduit en français, cet ouvrage, allègrement écrit, trace l'itinéraire agité d'un conquérant — le sucre — avec pour fil conducteur un perpétuel paradoxe : l'alliance d'une douceur immémoriale (le goût « primitif » de l'homme pour le sucre, le fruit mûr) et d'une violence organisée à travers l'économie de la plantation, la traite et le travail forcé.

Carburant des armées arabes, le sucre a suivi le Coran. La Méditerranée sera, vers les neuvième et dixième siècles, l'un des premiers berceaux de la « saccharose ». Là se nouera le lien entre le sucre et l'esclavage, après que les guerres et la peste eurent décimé la main-d'œuvre volontaire. Si le Portugal et l'Espagne, à partir du quinzième siècle, ont développé une industrie sucrière sur les îles atlantiques, c'est la Grande-Bretagne qui a donné sa véritable dimension à un empire de la canne, dans un commerce triangulaire entre Londres, l'Afrique et le Nouveau Monde.

Afin de rendre le sucre des Antilles britanniques « plus purement anglais que les harengs blancs ne sont un produit hollandais », la Couronne abaissa les droits de douanes de ce sucre et découvrit les vertus du marché intérieur. Les générations d'ouvriers qui, ultérieurement, permirent la révolution industrielle, purent ainsi se procurer du sucre bon marché pour supporter la rude misère des temps. De produit de luxe, ce morceau de douceur est devenu une denrée d'usage courant, pendant que les plantations restaient des « prisons de cannes » pour les travailleurs serviles.

ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT
de Claude Albagli.
Préface de Christian Labrousse.
Editions Litec Librairie de la Cour de Cassation.
346 p., 150 F.

Expliquer de façon simple les tenants et aboutissants d'un environnement géopolitique et économique incroyablement chaotique, c'est notamment le rôle des livres conçus pour les étudiants. Ils devraient connaître aujourd'hui une nouvelle faveur... dans le grand public. Ainsi, l'Economie du développement de Claude Albagli offre, en moins de 350 pages, une très riche grille de lecture sur l'évolution d'un « tiers-monde en éclats », et les questions de fond qu'il pose en cette sortie de siècle.

L'auteur procède d'abord par grandes masses. Il braque son projecteur sur six régions culturelles :

la Chine, l'Inde, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine, les pays de l'Islam, l'Afrique noire. L'histoire, la géographie, la culture, l'économie se mêlent sur chacun des panneaux. La force de cette approche, c'est de faire éclater aux yeux du lecteur la spécificité de chaque ensemble. On a trop longtemps, en effet, noyé sous des débats doctrinaires l'analyse du sous-développement, sans références suffisantes aux composantes du tiers-monde.

Celui dit, des pesanteurs typiques se retrouvent à travers la plupart des pays du Sud. Six questions majeures ont été retenues ici : l'explosion démographique, l'alimentation, l'intégration planétaire, le verrou du pétrole, les affaires de l'endettement et le dilemme démocratie-développement. Ce large balayage thématique est, comme l'auteur, d'une grande précision et permet grâce au jeu des multiples titres et sous-titres, une excellente lisibilité.

LES CHIFFRES DU MONDE EN POCHES
par « The Economist »
Traduction française
de Marie-Françoise Durand.
Ed. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, en coédition avec Gründ.
208 p., 59 F.

On trouvera, dans cette traduction des travaux de *The Economist*, des données chiffrées sur deux cents sujets et sur les soixante principaux pays classés par ordre alphabétique.

OPINIONS

La double leçon de la guerre du Golfe

Fragilité et interdépendance

par ANTON BRENDER (*)

Il y a un an, la guerre éclatait dans le Golfe. En même temps que les premières vagues de bombes, les marchés explosèrent. En quelques heures, la Bourse de Paris allait gagner 7 % et le prix du pétrole s'effondra. Par leur rapidité et leur ampleur, ces mouvements révélèrent l'extraordinaire tension qui s'était accumulée depuis l'invasion du Koweït par les chars irakiens. À partir d'août 1990, l'épreuve de force engagée par Saddam Hussein a plongé les économies occidentales dans un véritable état de choc. Au-delà des seuls marchés financiers et pétroliers, c'est bien, presque partout, l'ensemble de l'activité qui, très vite, a été affecté. Dès la fin de l'été, les rythmes de progression de l'investissement, du crédit bancaire, de la consommation se sont infléchis sensiblement. Dans des proportions que l'effet mécanique des événements qui se déroulaient dans le Golfe ne pouvait en rien expliquer : à aucun moment le pétrole ne manquera vraiment, et la baisse de demande impliquée par la cessation des exportations vers l'Irak aura été, pour une large part, compensée par le surcroît de dépenses militaires lié au conflit lui-même.

Le rôle des autorités

Dans le bras de fer engagé avec la coalition, Saddam Hussein est parvenu, peu à peu, à prendre les économies occidentales en otage : le faisceau de risques que cette confrontation a fait naître, l'incapacité générale à en apprécier la vraisemblance, ont créé dans nos économies une incertitude qui a conduit à des reports de dépenses. Parler pour autant de récession purement psychologique serait bien sûr abusif. En mainte endroits, des signes de ralentissement étaient perceptibles depuis plusieurs mois. Mais la physiologie de la récession a été massivement marquée par le conflit du Golfe. Un trait particulier des économies occidentales a ainsi été souligné : leur puissance de production est formidable mais leurs nerfs sont fragiles.

L'effondrement de l'économie soviétique ne fait bien sûr qu'accentuer cette impression de puissance inégale, au risque toutefois de faire oublier la fragilité nerveuse qui l'accompagne. Confrontés à

trop d'incertitude, les « esprits animaux » des entrepreneurs — selon l'expression chère à Keynes — comme d'ailleurs la capacité d'analyse des marchés finissent par être troublés. Or, aujourd'hui, dans les économies occidentales, l'intensité des interdépendances, l'imbrication du jeu des décisions et des anticipations, les contraintes qui pèsent sur les politiques sont telles que la perplexité peut aisément s'installer et devenir vite difficile à dissiper. Le rôle des autorités politiques et économiques devient alors déterminant. Par leurs annonces, elles sont pratiquement les seules à pouvoir donner des repères aux agents privés, voire influencer leurs anticipations.

On l'a vu sur les marchés des changes, pendant la seconde moitié des années 80 : des interventions, somme toute modestes, ponctuées par des déclarations tantôt solennelles, tantôt subtiles, ont permis, dans une certaine mesure au moins, de contrôler le mouvement des monnaies. Aucune opération de communication d'une envergure et d'une détermination comparables n'a été engagée par le groupe des sept pays les plus industrialisés dans les mois qui ont suivi l'invasion du Koweït. Il aura fallu attendre le début de cette année pour que le président des États-Unis et le premier ministre japonais esquissent une telle action en affichant leur volonté conjointe de mettre en œuvre une « stratégie de croissance ».

Ce ne sont que des mots, dira-t-on ! Mais ne sous-estimons pas leur pouvoir, surtout s'ils viennent à être maniés avec un tant soit peu de conviction et d'habileté : des acteurs économiques qui ont les nerfs fragiles ont d'abord besoin qu'on leur parle. Si l'on parvient à capter leur attention, si l'on dessine un avenir auquel ils peuvent croire, les effets des politiques mises en œuvre pour aller dans cette direction se trouveront largement démultipliés.

A plus long terme, une deuxième leçon de la guerre du Golfe ne doit pas être perdue de vue. Elle découle de cette hypersensibilité « psychologique » des économies les plus industrialisées. La fonctionnement de telle ou telle d'entre elles, voire de leur ensemble, comme cela a été le cas l'année dernière, peut être sérieusement affecté par ce qui se passe dans la périphérie économique — la moins développée de la planète. Que des désordres, a fortiori des confrontations, apparaissent dans tel pays du Sud ou de l'Est et les pays industrialisés qui, économiquement ou politiquement, en sont les plus proches ont toutes chances de subir les conséquences de ce « mauvais voisinage » : les investissements risquent de s'y trouver freinés, l'activité de s'y ralentir ou la monnaie d'être soumise à des pressions baissières.

Il en résulte, pour l'Europe en particulier, une vulnérabilité qu'il est dangereux de négliger. Des trois pôles du monde industriel, l'Europe est en effet le plus concerné : de Moscou à Alger, en passant bien sûr par Zagreb, le potentiel de déstabilisation est énorme. Tenter de le réduire, en favorisant la consolidation politique et le développement de ces régions, devient désormais, pour nous, une nécessité économique. Jusqu'à présent, nous

nous préoccupions de l'Est ou du Sud d'abord par souci politique ; il en va désormais de notre intérêt bien compris.

De plus, la région du Golfe elle-même exige une attention particulière. On y trouve en effet un mélange parfaitement détonant de richesse et de misère, de dictatures modernes et de féodalités traditionnelles, complétés, depuis la naissance de l'État d'Israël, par un foyer permanent de conflits. Force est de constater, si l'on prend quelque recul, qu'en allant chercher fi-les le pétrole nécessaire au bouclage de son bilan énergétique l'économie mondiale n'a cessé de jouer à la roulette russe.

Le Proche-Orient prioritaire

L'été 1990 a fait prendre conscience des dangers impliqués par cette dépendance à l'égard d'une partie du monde profondément instable. Mais ces grands frissons sont oubliés, d'autant plus facilement que le prix du pétrole est plutôt à la baisse. Or, à l'horizon de la fin de cette décennie, si la croissance est un tant soit peu soutenue, nous n'aurons guère le choix : il faudra puiser toujours plus de pétrole au Proche-Orient. Contribuer à stabiliser cette région devient une priorité : la conférence pour la paix est un premier pas, décisif sur le plan politique, d'autres seront nécessaires, dans le domaine économique en particulier.

Le développement du commerce international, la globalisation financière, l'internationalisation des entreprises, jointes à la menace de pressions migratoires, ont ainsi une conséquence qui peut paraître inattendue : ils créent une certaine solidarité de fait entre les régions très industrialisées et une partie au moins des pays qui les entourent (1). L'horizon de notre planète économique s'en trouve quelque peu élargi. La guerre du Golfe nous en avait, pour quelques mois, donné l'intuition. Il importe, pour les années qui viennent, d'en garder mémoire.

(*) Directeur du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

(1) Voir sur ce point *La lettre du CEPII* n° 100 : « Économie mondiale 1990-2000 : l'impératif de croissance ».



Les douloureuses mutations de l'informatique

De la technologie au marketing

par LAURENT MARUANI et ALAIN BRON (*)

DEPUIS le plan calcul du général de Gaulle jusqu'au récent regroupement de l'électronique grand public Thomson et de CEA, il y a une continuité : les structures de l'industrie de l'information et de l'électronique se décomposent et se recomposent dans l'urgence et parfois la brutalité. Toute avancée est précaire, toute structure est rapidement vulnérable.

Cet ensemble d'activités, qu'on désigne, faute de mieux, sous les termes d'informatique ou d'électronique, représentent, directement ou indirectement, aujourd'hui près de la moitié de l'activité des pays riches. Il est temps de les aborder dans une optique différente si l'on veut être utile. Le traitement des images, des données et des voix se doit d'acquiescer une maturité économique jusqu'ici contestée.

Les alliances et les fusions entre constructeurs, pour n'être sans doute pas encore achevées, changent de nature car l'enjeu est aujourd'hui nouveau : il s'agit de la présence et du succès sur le marché des services et du traitement de l'information, et non plus des seuls exploits techniques.

Mais les entreprises du secteur et l'État sont-ils aujourd'hui capables de changer véritablement de perspectives et d'adopter le point de vue « marketing » qui doit prévaloir, quelles que soient les restrictions financières et techniques opérées ?

Il est vrai que la nouvelle stratégie n'est pas simple à définir. Les petites firmes qui se sont développées sur ces marchés préfigurent-elles justement cette approche « marketing », ou sont-elles les « oiseaux pique-bœufs » de grosses structures, vivant dans leur sillage ? Les dites grosses structures doivent-elles se recomposer horizontalement, entre firmes de même activité, verticalement, en intégrant fournisseurs ou clients, ou encore stratégiquement, en se dotant d'une force de domination des marchés ?

Les clients ont changé...

Plus pratiquement, vaut-il mieux, pour un constructeur informatique, s'associer avec un constructeur ou un opérateur de télécommunications, une entreprise de services informatiques, un cabinet de conseil en stratégie ou un distributeur spécialiste ? L'État, de son côté, ne doit-il pas rechercher un nouveau mode d'intervention ?

Pour répondre à ces questions, il convient en premier lieu d'analyser les faits marquants du marché. Nous en retenons dix.

Le premier a trait à la topologie du pouvoir dans l'entreprise. Le fait majeur est la montée de la responsabilité de l'encadrement moyen, aux dépens des gestionnaires de responsabilité de l'organisation centrale. Ce changement a des conséquences considérables pour des fournisseurs qui se demandent sérieusement quels sont les bons interlocuteurs chez les clients et quelle est, pour eux, la bonne organisation commerciale.

Le second changement de taille concerne la sociologie des directions de l'informatique et des télécommunications. Jadis elles étaient un véritable bastion. Aujourd'hui, le management du système

d'information tend à échapper aux ingénieurs et revient à des généralistes capables d'en faire l'outil au service de l'entreprise et de sa stratégie et non un obstacle autogéré. Les responsables de ces directions sont devenus vulnérables eux aussi et, afin d'éviter la brutalité du siège éjectable, ils ont tendance à acheter des produits et des services reconnus à des marques ayant un véritable nom.

Troisième évolution : le désir de sécurisation et d'indépendance croissant de l'acheteur. Le client ne veut plus être piégé et poigné par un constructeur unique. Il se réserve une alternative. La question n'est plus : quels fournisseurs choisir ? elle devient : quel est le nombre optimal de fournisseurs ?

Quatrième mutation : le recul des ensembles intégrés. Le client répugne de plus en plus à acheter un ensemble inviolable offert par un constructeur donné. Il recherche, un peu comme l'acheteur d'une chaîne hi-fi de qualité, à prendre ce qu'il y a de mieux chez chaque fournisseur. Les constructeurs se doivent alors de recomposer complètement leur offre en regard de ces nouvelles attitudes.

... les produits aussi

La cinquième fait marquant concerne les gros systèmes. Les « terminaux esclaves » se sont affranchis. Ils possèdent désormais leur propre logiciel, et ne dialoguent que rarement avec le système central, lui demandant essentiellement une fonction patrimoniale de mémorisation et éventuellement de distribution de données. Ce phénomène est une véritable segmentation du marché qui, sans remettre en cause l'utilité des gros systèmes, en change la mission.

Sixième point : le progrès significatif de la communication. L'entreprise internationale est un lieu de communication désormais aussi efficace qu'un village porté par le rumeur. Les difficultés à communiquer entre systèmes distribués sont tombées.

Septième modification notable : la banalisation des produits. Traitements de texte, tableurs, systèmes experts, messagerie électronique, bases de données relationnelles et demain transactionnelles sont ou seront aussi accessibles que la lessive en supermarché. Il faudra donc que les constructeurs apprennent un métier assez nouveau pour eux : quand mettre sur le marché un produit ou un service, et quand le retirer ?

Notre huitième point est la standardisation. Son heure est enfin arrivée : il existe aujourd'hui des standards de facto appliqués à l'hétérogénéité des machines. Ils permettent d'accéder à l'interopérabilité tant attendue par les utilisateurs. Voyant cette « Arlésienne » venir, ces derniers se troublent, craignent l'erreur et suspendent leurs achats.

Neufièmement, les techniques de production, elles aussi, se modifient. En même temps que les coûts d'assemblage se réduisent, la valeur ajoutée se dégrade et les usines modernes semblent condamnées à la surcapacité. La question est de savoir si ce noeud coulant débouchera sur la victoire de quelques colosses ou sur une intervention quasi permanente des pouvoirs publics.

Dixième point qui résume tous les autres : le rôle majeur donné au client. Le couple client-fournisseur

n'est plus un véritable couple. La valeur n'est plus déterminée par l'offre mais véritablement par le client. C'est une valeur d'usage qui se substitue à une valeur d'offre.

Ainsi les grands groupes informatiques sont en train de se reconstituer et aucun n'échappe à la règle. L'État français, principal actionnaire, ne peut que chercher au plus vite une alliance très forte entre constructeurs sous peine de voir purement et simplement disparaître l'industrie des ordinateurs en France, circonscrite à un pôle central constitué par Bull.

Mais cette alliance ne suffira pas car l'échelle de valeurs dans l'informatique s'est déplacée vers les logiciels et les services. Sans une stratégie claire dans cette direction, l'État risque d'entretenir une industrie viable mais structurellement peu profitable, donc repousser l'échéance de quelques années.

Une nouvelle culture s'impose. Fondée sur le

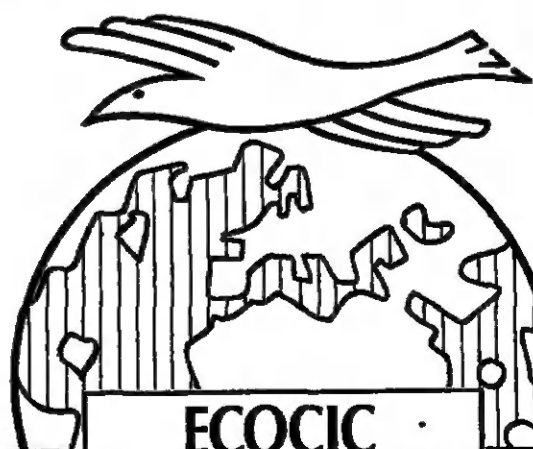
« marketing », cette culture ne doit pas renoncer, bien au contraire, à la compétence technologique. Elle doit viser à simplifier l'offre, et se résume en une seule question : comment rendre compétitives les entreprises ou les administrations qui utilisent l'outil informatique ? C'est la productivité du client qui est le moteur du développement du secteur de l'informatique et non plus, même si elle en est une des causes, la prouesse technologique.

Le chaos apparent de l'offre est aussi sa richesse, mais le prix de cette richesse est sans doute l'incertitude des clients et leur perplexité. Les constructeurs doivent désormais les guider. L'État saura-t-il, lui aussi, comprendre et tenir sa place dans ce processus ?

(*) Laurent Maruani est professeur de marketing au groupe HEC (Jouy-en-Josas), Alain Bron est directeur au groupe Bull.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La protection de l'environnement Un placement prometteur



ECOCIC
la sciv de l'environnement

ECOCIC la sciv environnement lancée par le CIC Paris, peut vous faire participer au formidable développement de l'économie de l'environnement.

Conseillée pour des placements supérieurs à deux ans, elle a adopté le régime de la capitalisation. Exonération des droits d'entrée jusqu'au 31 janvier 1992.

CIC
PARIS

On vous en donne plus pour votre argent.

BILAN
NOMIQU
SOCIAL
1991

CONJONCTURE

LES événements économiques et politiques majeurs de 1991 se sont cristallisés dans les résultats du commerce extérieur de l'ensemble des pays industrialisés.

Au début de l'année dernière, le renchérissement du pétrole consécutif à la guerre du Golfe provoquait une dégradation générale des positions commerciales, mais celle-ci, passagère, ne s'est pas prolongée au-delà du premier trimestre. A l'inverse, la contraction des demandes intérieures, liée à la détérioration mondiale de la conjoncture, a réfréné les importations de marchandises.

Dans les pays anglo-saxons, où les récessions ont été les plus sévères, les déficits se sont ainsi notablement réduits jusqu'au milieu de l'année dernière et demeurent depuis à des niveaux qui se révèlent très satisfaisants : - 60 milliards de dollars pour les onze premiers mois de l'année

INDICATEUR • Le commerce extérieur

Des déséquilibres réduits

1991 (compte tenu du résultat de novembre, - 3,6 milliards, inférieur à l'estimation du graphique) contre - 94 milliards durant la même période de 1990 aux Etats-Unis ; - 13 milliards de dollars au lieu de - 20 milliards pour le Royaume-Uni.

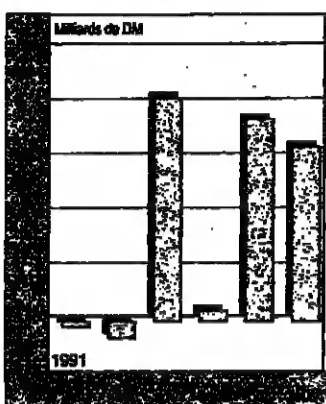
Ailleurs l'inflexion des demandes intérieures n'a pas été aussi nette, mais l'allègement de la facture énergétique et les bénéfices tirés de la réunification allemande ont généralement consolidé les quelques acquis

obtenus sur le front des importations. En France, la combinaison de ces éléments a entraîné une amélioration importante du solde commercial devenu excédentaire en octobre et novembre derniers.

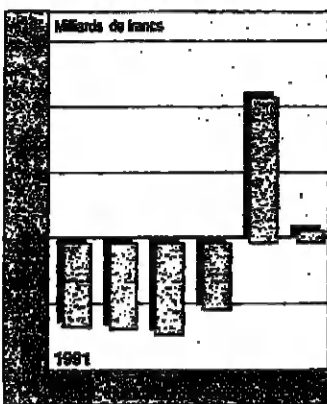
Au Japon, les exportateurs ont réorienté leurs ventes vers le marché allemand, compensant ainsi la faiblesse du marché américain ; l'excédent nippon s'est en conséquence accru de plus de 20 milliards de dollars par rapport à l'an dernier.

En contrepartie, l'excédent de l'Allemagne réunifiée a quasiment disparu, revenant de plus de 100 milliards de marks durant les onze premiers mois de l'année 1990 à 16 milliards pour la même période de 1991. Exception faite du Japon, l'année 1991 marque une atténuation sensible des déséquilibres des balances commerciales dans les six principaux pays industrialisés.

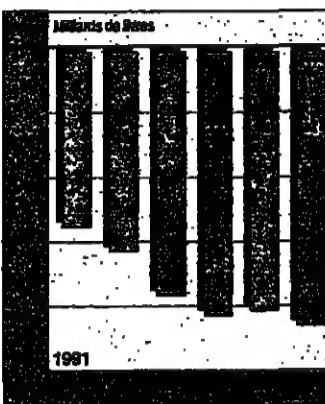
ALLEMAGNE



FRANCE



GRANDE-BRETAGNE



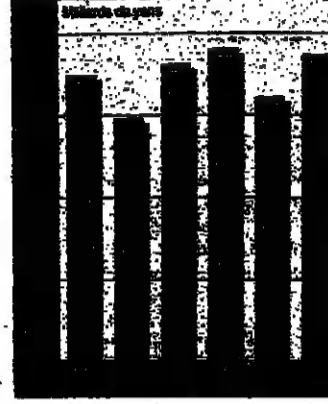
ITALIE



ÉTATS-UNIS



JAPON



Soldes commerciaux (exportations moins importations), en données corrigées des variations saisonnières (FOB-FOB pour tous les pays sauf le Japon, FOB-CAF) et monnaies nationales. Sources nationales.

RÉGION • L'Amérique du Sud
En convalescence

L'AMÉRIQUE du Sud revient de loin. Il y a dix ans, une série de pays cessaient de rembourser tout ou partie de leur dette extérieure, semant la panique dans la communauté financière internationale. Le Mexique, en août 1982, puis le Pérou, le Brésil, l'Argentine, la Bolivie se déclaraient incapables d'honorer leurs engagements et se jetaient dans des expériences économiques désastreuses.

L'irréparable a été évité grâce à l'intervention du Fonds monétaire international qui a encouragé les banques à temporiser. La majeure partie de la dette latino-américaine (alors près de 350 milliards de dollars) et une cinquantaine de milliards de crédits nouveaux ont été accordés en dix ans.

Aujourd'hui, tous les pays de la zone ont renoncé à résoudre leurs problèmes économiques par des politiques dites « hétérodoxes », telles que celles qui ont conduit l'Argentine, le Brésil et le Pérou au bord du gouffre, avec des déficits budgétaires astronomiques, des inflations galopantes, des baisses de production, etc.

En juin 1990, le président des Etats-Unis, George Bush, a apporté sa caution aux nouvelles politiques économiques de ses voisins sud-américains en lançant son « Initiative for the Americas » qui se présentait sous la forme de trois volets : un volet commercial prévoyant la création d'une zone de libre-échange entre les deux Amériques, un volet investissement, enfin un volet réduction de la dette.

Dix-neuf mois plus tard, on constate une accélération spectaculaire de l'intégration commerciale latino-américaine. En mars 1991 l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay ont créé le MERCOSUR, un marché commun qui sera effectif à partir du 1^{er} janvier 1995. Le pacte andin (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela) a été relancé, un traité Chili-Mexique a été conduit à bonne fin et de nombreux accords bilatéraux avec les Etats-Unis ont été conclus.

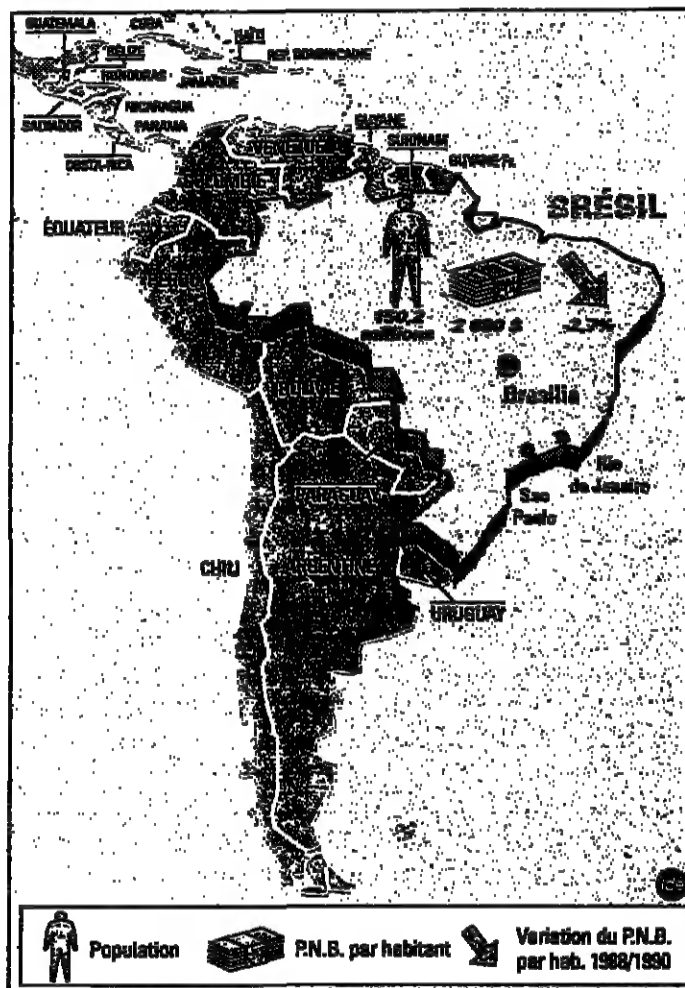
Le deuxième volet de l'Initiative pour les Amériques, le soutien à l'investissement, paraît

plus difficile à mettre en œuvre : un fonds d'investissement multilatéral sera créé au sein de la BID (Banque interaméricaine de développement), avec une dotation de 1,5 milliard de dollars, dont 500 millions déjà versés par les Etats-Unis et autant par le Japon. La dernière tranche doit être apportée par le Canada et les pays européens mais, parmi ces derniers, beaucoup réservent leur décision.

Quant au troisième volet, consacré à la réduction de la dette, il concerne les créances publiques des Etats-Unis sur la zone Amérique latine-Caraïbes, soit seulement 12 milliards de dollars, alors que la dette totale atteint 455 milliards. Le problème de la dette reste donc d'une gravité extrême et, tant qu'il ne sera pas résolu, les pays de cette région auront les plus grandes difficultés à financer des investissements pourtant absolument nécessaires.

Certains pays ont cherché à dégager des moyens par une politique de privatisations, et on constate que la conjoncture s'y améliore plus vite qu'ailleurs. Il s'agit d'abord du Chili, pionnier des privatisations puisqu'il a commencé en 1975. Il a recouvré la santé, après avoir subi des méconduites cruelles, en particulier dans le domaine social. Sa balance commerciale connaît des excédents record (1,5 milliard de dollars pour le premier semestre 1991), l'inflation, encore de 27,3 % l'an dernier, est en régression et la croissance atteint 5 %. L'Argentine se remet, quant à elle, de ses erreurs passées. Elle a stabilisé le taux de change du peso et pratiqué une politique d'excédent des finances publiques, donc de réduction de l'inflation, qui a permis le retour de la confiance. Cela s'est traduit dans un premier temps par la flambée de la Bourse, puis par le retour de capitaux placés à l'étranger et finalement par la reprise de l'activité économique (+4 % de croissance en 1991).

La situation du Brésil est moins encourageante (voir ci-contre). En revanche, celle de la Colombie, devenue exportatrice nette de pétrole, vaut à ce pays



une réputation plus flatteuse malgré la guérilla et les narcotrafiquants. Le président Cesar Gaviria poursuit la politique de réformes structurelles engagée par son prédécesseur : ouverture commerciale, privatisations, accueil des investissements étrangers. Il en a résulté un tel afflux de capitaux extérieurs à court terme que la Colombie a dû révaluer le peso de 10 % en novembre 1991.

Le Pérou retrouve un semblant de stabilité économique du fait de la politique rigoureuse, mais aux conséquences sociales très lourdes, du président Alberto Fujimori. Il a l'appui du FMI et le Club de Paris - les créanciers publics - lui a accordé un rééchelonnement très favorable. Le Venezuela a connu en 1991 une surchauffe économique, avec une croissance de 7 % à 10 % dans tous les secteurs - pétrole, agri-

culture, construction - qui n'a pas permis de ramener l'inflation au-dessous de 30 %.

Les autres pays, tels que le Paraguay et l'Uruguay, maltristement mieux les pressions inflationnistes, mais ne connaissent encore qu'une croissance modérée, de l'ordre de 2 % en 1991. Eux aussi ont adopté des programmes de privatisations et comptent bien retrouver la situation dont bénéficiait toute l'Amérique du Sud avant le choc pétrolier de 1979 : la croissance de la production, des exportations et des investissements. Encore faudra-t-il que les leçons de la « décennie perdue » ne soient pas oubliées et que l'on veuille à préserver une sagesse financière durablement acquise.

Jean-Luc Chalumeau
Chargé de cours
à l'université Paris-VIII

PAYS • Le Brésil
Une situation bloquée

DEPUIS 1979, le Brésil doit faire face à l'accroissement incontrôlé de sa dette extérieure qui atteint aujourd'hui 113 milliards de dollars. Plutôt que de pratiquer les ajustements économiques internes qui ont fait leurs preuves ailleurs, il a longtemps préféré favoriser les exportations en dévaluant sa monnaie. Il a certes obtenu de spectaculaires excédents du commerce extérieur et gagné les devises nécessaires au service de la dette, mais au prix d'une rapide dégradation de l'économie : déficit budgétaire, chute des investissements.

Après l'échec de plusieurs plans de stabilisation, on a observé en 1991 une reprise de la croissance au second semestre, mais elle s'est aussitôt traduite par une augmentation des importations qui menaçait de faire fondre l'excédent commercial. Pour relancer les exportations, le gouvernement a décidé une dévaluation du cruzeiro, ce qui a réactivé l'inflation (27 % par mois). Le ministre des finances a alors relevé le taux d'intérêt, décourageant les emprunts sans enrayer la hausse des prix.

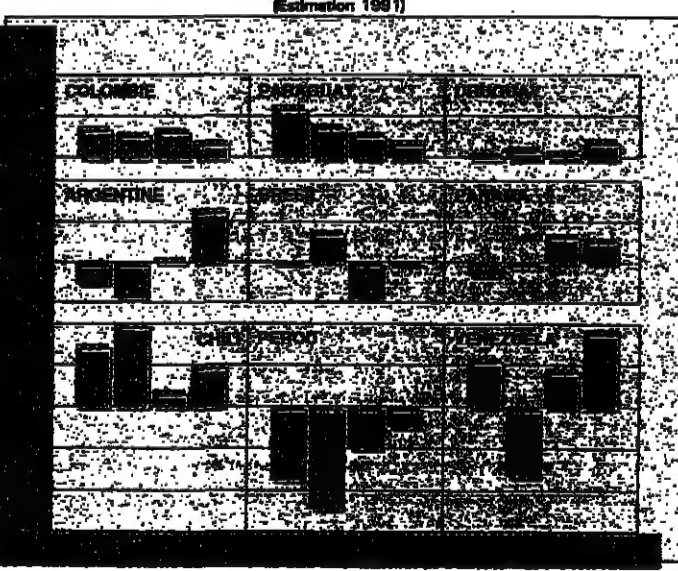
Les investissements sont arrêtés et les détenteurs de capitaux s'orientent vers les actifs réels : dollar, actions, titres des

entreprises privatisées, et aussi l'or, dont la Banque centrale a libéré les cours depuis le 29 octobre.

La situation économique paraît bloquée, en l'absence de solution politique. Le président Collor ne dispose pas d'une majorité stable au Parlement. Ses équipes économiques successives se heurtent à une structure industrielle où quelques grandes entreprises font la loi. Ni M^{re} Zelia Cardoso, dirigeante, ni son successeur aux finances, M. Marques Moreira, plus libéral, n'ont réussi à restaurer l'équilibre budgétaire ou à placer les entreprises dans une situation de réelle concurrence. Il faut pourtant persuader les banques créancières et le FMI de la pertinence d'une nouvelle politique qui a été définie dans la « lettre d'intention » adressée en décembre 1991 à l'institution internationale. Le Brésil promet en particulier d'augmenter le produit des privatisations, ce qui est vraisemblable, et de faire presque disparaître le déficit du secteur public d'ici à 1993, ce qui l'est moins. La prévision la plus sûre reste celle de M. Francisco Gros, président de la Banque centrale : le Brésil est condamné à l'inflation pour encore longtemps.

J.-L. C.

ÉVOLUTION DU PIB DE NEUF PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

SECTEUR • Le textile
Morosité

ATONIE américaine, rechute britannique, morosité française... Les industriels du textile et de l'habillement désespèrent d'une reprise toujours annoncée, toujours repoussée. 1992 ressemble-t-elle à 1991 ? La consommation d'articles de textile et d'habillement s'est dégradée, frappant tout particulièrement la Grande-Bretagne (- 3 % au premier semestre) et les Etats-Unis (- 2 % pour la même période) selon une étude du Centre textile de conjoncture et d'observation économique.

La production a suivi. L'industrie du vêtement s'est rétractée de 2,7 % en Europe sur les six premiers mois de 1991 et de 5,7 %

sous Etats-Unis. Tissage et filature ont durement accusé le contre-coup, frappés de surcroît par une poussée des importations favorisée par la baisse du dollar. Cette poussée a peu de chance de s'atténuer. Depuis la chute du mur, les pays de l'Est constituent un nouveau pôle de délocalisation de l'industrie occidentale, aux coûts salariaux imbattables. Quand le troisième groupe français de confection masculine, Weil, par exemple, ouvre une usine en Hongrie, il en ferme une à Dole.

Les pays en voie de développement ne demeurent pas inactifs. Les exportateurs traditionnels - le Maroc, le Maroc ou Tunisie - sont désormais rejoints par de

nouveaux prétendants. La Chine ne vient-elle pas d'annoncer qu'elle allait consacrer 1,2 milliard de dollars (6,2 milliards de francs) à la modernisation de son industrie textile ? Une industrie, pourtant, qui représente déjà son premier poste d'exportation avec 15 milliards de dollars (77,4 milliards de francs) d'excédents. Quand la Chine s'éveillera...

Les 5 400 entreprises françaises du secteur n'ont pas échappé à la conjoncture internationale. Avec

une consommation intérieure en baisse de 1,5 % et un chiffre d'affaires global de 185 milliards de francs (hors textile de maison), ce secteur a été l'un des plus gravement affectés par la langueur économique d'après les statistiques d'Avenir textile-habillement. Victime d'un déstockage, d'importantes surcapacités de production et d'une politique d'achat très dure de la distribution, le textile (hors habillement) a subi la tourmente avec une baisse de 3 % de

son chiffre d'affaires. Avec 2 % de mieux, l'habillement a tiré son épingle du jeu.

Les investissements ont régressé sensiblement après une hausse moyenne de 10 % ces dernières années ; l'emploi a reculé de 6 %, avec 350 000 salariés recapés seulement. Les trois premiers groupes français ont tous affiché des résultats en berne ; VEV, le plus malade de tous, a été contraint à une restructuration draconienne, réduisant ses effectifs, vendant ses filiales « coton » et « lin ». Signe des temps, le groupe Zannier, qui revendique - un peu matamore sans doute - le titre de numéro un mondial du vêtement pour

enfant, veut se séparer des usines Poron (marque Absorba) qu'il vient d'acheter.

Seul rayon de soleil : importations et exportations textiles françaises ont évolué l'an dernier de pair (+ 1 %), les exportations de produits textiles confectionnés et d'habillement augmentant même plus rapidement (+ 8 %) que les importations (+ 7 %). Du coup, la balance commerciale est restée équilibrée, affichant un déficit de 27 milliards de francs. Les industriels français ont su trouver le chemin des deux marchés européens les plus dynamiques : l'Allemagne (+ 12 %) et l'Espagne (+ 42 %).

Pierre-Angel Gay

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'Agence de presse Idé et le service infographie du Monde.

صكزامن الاصل